

Seb Breynat  
Morgane Cohen  
David Gabriel

Préface de Marie-Hélène Bacqué

Recherche

PUCA

# Plaidoyer pour Villeneuve

Pouvoir d'agir et planification  
démocratique face à la rénovation  
urbaine de l'Arlequin



# Plaidoyer pour Villeneuve

Pouvoir d'agir et planification  
démocratique face à la rénovation  
urbaine de l'Arlequin

Textes de :  
Seb Breynat  
Morgane Cohen  
David Gabriel

Préface : Marie-Hélène Bacqué

Décembre 2015

Plaidoyer pour Villeneuve. Pouvoir d'agir et planification  
démocratique face à la rénovation urbaine de l'Arlequin

Programme de recherche Hors champ de la production urbaine

Plan Urbanisme Construction Architecture

Directeur de la publication : Emmanuel Raoul

Responsables de l'action : Bertrand Vallet et François Ménard

Chargée de valorisation : Bénédicte Bercovici

PUCA  
92055 La Défense cedex

En vente à la DTTV du Cerema  
2 rue Antoine Charial - CS 33927  
69426 Lyon cedex 03

Collection Recherche n°231  
ISBN 978-2-11-138153-7  
15€  
2016

Couverture : crédit C. Guiraudie

contact : [asso.planning@gresille.org](mailto:asso.planning@gresille.org)

# SOMMAIRE

---

|         |   |
|---------|---|
| PRÉFACE | 7 |
|---------|---|

---

---

|              |    |
|--------------|----|
| INTRODUCTION | 13 |
|--------------|----|

---

---

|                                   |    |
|-----------------------------------|----|
| COUP DE PROJECTEUR SUR VILLENEUVE | 25 |
|-----------------------------------|----|

---

*Histoire du sol*  
*Le contexte initial du projet d'urbanisation*  
*Les Commissions Villeneuve : une expérience de participation*  
*Aléas d'un projet entre ville nouvelle et grand ensemble*  
*Des espaces favorables à la transformation des rapports sociaux*  
*Au-delà du récit de l'utopie*  
*Mesurer les effets des expérimentations sociales*  
*Interroger la disqualification sociale*  
*Le temps des réhabilitations*  
*Le retour de la gauche à Villeneuve*

---

|                                       |    |
|---------------------------------------|----|
| INCOHÉRENCES DE LA RÉNOVATION URBAINE | 57 |
|---------------------------------------|----|

---

*Le processus de planification urbaine*  
*Les grandes lignes d'un schéma directeur*  
*Confrontation houleuse des perceptions des architectes, des institutions et des habitants*  
*Description des objectifs de la rénovation urbaine*  
*La démolition contestée*  
*Origine du projet de démolition*  
*Opposition entre les autorités et les habitants*  
*Il s'agit de ne jamais démolir*  
*L'épisode sécuritaire de l'été 2010*  
*La constitution du collectif anti-démolition*  
*Ce qui se fait sans les habitants, pour les habitants se font le plus souvent contre eux*  
*Une démolition sans gloire*

---

## NOS PRATIQUES QUOTIDIENNES

---

89

*La création de l'équipe Planning*  
*Traversée de la Villeneuve*  
*Les conversations pour établir des relations*  
*Densités des interactions à Villeneuve*  
*Histoires de jeunesse*  
*De la place du marché aux limites de Villeneuve*  
*L'immersion une étape nécessaire*

---

## L'ATELIER POPULAIRE D'URBANISME

---

109

*Principe de fonctionnement de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU)*  
*La lutte contre la vente des logements sociaux*  
*Pratiques quotidiennes et scénarii*  
*La définition de catégories lisibles pour le projet urbain*  
*I. L'Habitat : maintenir l'équilibre entre locataires et copropriétaires*  
*II. Développer la qualité environnementale de Villeneuve*  
*III. L'éducation : une priorité du projet urbain*  
*Le projet urbain stratégique et démocratique*

---

## REQUALIFIER L'ESPACE PUBLIC

---

135

*Le radeau « Villeneuve Plage »*  
*Coup d'Étage*  
*La place des universités à Villeneuve*  
*Nous sommes les médias : une illustration du pouvoir d'agir des habitants*  
*Un nouvel espace public*

---

## ÉLOGE DU CONFLIT 149

---

*Description du Patio*  
*Premiers effets de notre action sur le projet de rénovation urbaine*  
*Jeu de dupe avec le candidat socialiste*  
*L'arrivée d'une nouvelle coalition municipale*  
*Le détronement d'Yves Lion*  
*La petite victoire du 130 galerie de l'Arlequin*  
*Vers une démocratie d'interpellation*

---

## PRATIQUES DE CO-CONSTRUCTION 167

---

*Condition d'émergence de la « co-construction »*  
*Mise en place d'une double dynamique institutionnelle et citoyenne*  
*Le centre de communication du Patio*  
*Quelles perspectives pour co-construire le projet urbain de Villeneuve ?*

---

## CONCLUSION : MESURER LES IMPACTS DE NOTRE EXPÉRIENCE 179

---



---

## ANNEXES 189

---

### PROJET URBAIN STRATÉGIQUE ET DÉMOCRATIQUE 189

*Habitat*  
*Éducation*  
*Démocratie*  
*Environnement*  
*Économie*

### BIBLIOGRAPHIE 216

### FILMOGRAPHIE 226

### REMERCIEMENTS 227



MARIE-HÉLÈNE BACQUÉ

PROFESSEURE EN ÉTUDES URBAINES À L'UNIVERSITÉ PARIS-OUEST NANTERRE LA DÉFENSE  
UMR 7218 – LAVUE, LABORATOIRE MOSAÏQUES

# PRÉFACE

La démocratie urbaine est-elle possible ? Comment les habitants peuvent-ils devenir acteurs de la production de la ville dans un contexte néolibéral, marqué par ailleurs par une crise de la représentation politique ? Dans quelle mesure les mobilisations urbaines peuvent-elles contribuer à la transformation des rapports sociaux ?

Telles sont les questions auxquelles un collectif engagé, constitué *d'organizers* et de professionnels, s'est attaché à répondre en faisant la preuve par l'expérience et en créant pour cela l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) dans le quartier Villeneuve à Grenoble. Il s'est ainsi inscrit dans la lignée d'initiatives conduites en France dans les années 1970 comme celle de l'Alma Gare à Roubaix, celle des ateliers publics d'urbanisme ou celle de la rénovation du Petit Séminaire à Marseille, expériences toutes très riches mais qui sont restées ponctuelles. Le collectif s'est aussi nourri de l'histoire sociale et urbaine particulière de Grenoble, qui propose un riche terreau d'expérimentations initiées par les mouvements sociaux et à certains moments par la municipalité. Et il s'est inspiré des méthodes anglo-saxonnes dites de *community organizing* importées à Grenoble par l'Alliance citoyenne et de celles de *l'advocacy planning*.

Cet ouvrage propose un récit réflexif de la démarche d'atelier urbain participatif menée à partir de 2012. Cette expérience passionnante est ici restituée chronologiquement, mettant en lumière les différentes étapes d'un processus d'organisation, de réflexion collective, de lutte et de négociation avec les pouvoirs publics.

Mais l'ouvrage est aussi une plongée dans la vie d'un quartier populaire. A travers des descriptions urbaines, en prenant le temps de l'observation et de la rencontre, les auteurs nous font découvrir la richesse de ce quartier particulier. Cette lecture sensible constitue à elle seule un apport important car finalement peu de choses sont aujourd'hui écrites sur les quartiers populaires, permettant de dépasser les images médiatiques caricaturales.

A partir de cette expérience, les auteurs reviennent sur un ensemble d'enjeux posés par la production des quartiers populaires et plus largement de la ville. Tout d'abord la question de la participation et donc des modalités d'élaboration, de décision, de gestion urbaine. L'enjeu de l'APU consistait en la création d'une alternative à la rénovation urbaine telle qu'envisagée sans concertation par la municipalité en 2008, en la construction de cette alternative avec les citoyens, leur permettant ainsi de s'imposer comme des acteurs à part entière dans la négociation du projet. Si l'avenir du quartier n'est pas encore scellé, si la démolition contestée d'un bâtiment a bien eu lieu, les habitants ont cependant réussi à s'imposer face à des acteurs puissants, à diffuser une autre image de leur quartier, à montrer que d'autres scénarios sont possibles, à construire des dynamiques collectives dont certaines sont visibles dans l'espace public. Ils se sont imposés dans le jeu de la gouvernance transformant ainsi les règles du jeu : ils seront demain représentés dans les instances de pilotage de la rénovation urbaine. Enfin, ils ont contribué à changer les rapports politiques locaux et à re-ouvrir de nouveaux espaces de négociation.

A l'heure où beaucoup de dispositifs participatifs semblent enferrés dans des logiques institutionnelles, où les dynamiques citoyennes peinent à être reconnues, le retour sur cette expérience apporte de nouveaux arguments et des outils aux habitants, aux élus et aux professionnels qui voudraient faire la ville autrement. Il montre que les élus locaux et les professionnels de la ville ont eux aussi tout à gagner à transformer leurs méthodes de travail et les rapports à la décision sous peine de perte de temps, d'inefficacité et d'inadaptation du projet mais aussi d'enfermement dans des formes et des visions urbaines pré-établies. Il met en lumière l'enjeu que constitue la mobilisation des savoirs dans la fabrication de la ville : savoirs techniques mais aussi savoirs d'usage ou de l'expérience à partir desquels se construit une pensée urbaine. De ce point de vue, l'élaboration des diagnostics est un point de départ crucial, dont sont souvent exclus les habitants, comme s'ils n'étaient pas en capacité d'analyser ce qui fonctionne ou non dans leur quartier.

L'exemple de Villeneuve montre à quel point la construction d'une image négative du quartier et de son évolution sociale participe d'un diagnostic qui légitime ici les projets de démolition, ailleurs ceux de gentrification. Mais la discussion avec les habitants ne saurait se réduire aux seuls savoirs d'usage, elle est aussi profondément politique ; elle implique des représentations de la ville, une vision de l'avenir et des rapports sociaux : dans quelle ville et dans quel quartier voulons-nous vivre ? La construction de Villeneuve a constitué pour un temps une vitrine urbaine pour la ville de Grenoble ; elle a représenté une réponse originale dans les années 1970, portée par une utopie confrontée à des enjeux économiques et sociaux. L'Atelier Populaire d'Urbanisme remet en discussion ce projet quelque quarante ans plus tard.

L'ouvrage questionne ainsi les politiques dites de mixité sociale ; il en montre le flou et les contradictions, et parfois l'absurdité et le cynisme social de certains projets de démolition. Il ne s'agit bien sûr pas de plaider pour la ségrégation socio-spatiale, mais de renverser le diagnostic et la perspective. Les quartiers populaires ne sont pas en soi des problèmes et les difficultés liées à la précarité sociale ne se résoudront pas par le déplacement des ménages paupérisés. L'enjeu est alors plutôt celui du droit à la ville, c'est-à-dire du droit à se loger, à bien vivre dans son quartier, de l'accès aux équipements, à la centralité urbaine et à la mobilité mais aussi du droit à décider de sa ville.

Ce retour d'expérience témoigne aussi des défis posés aux démarches participatives. L'ouvrage décrit une démarche qui n'est jamais linéaire, voyant surgir en permanence de nouvelles situations. Il ne délivre pas de recettes ou de « bonnes pratiques » mais propose des outils à évaluer et à adapter en permanence, des exigences à ne pas lâcher. En particulier, prendre en compte le fait que les intérêts, les représentations, les valeurs des habitants sont loin d'être homogènes et sont parfois conflictuels. D'où l'importance d'un espace de délibération et de production autonome qui permette de construire un intérêt collectif en partant de ces divergences et conflits. Comment faire alors pour que les plus précaires, les plus marginalisés soient aussi entendus, pour que les décisions ne se prennent pas sur leur dos ? Cette question parcourt l'ouvrage car on comprend au fil des pages que les classes moyennes investissent plus aisément certains espaces collectifs. Les pratiques collaboratives ou de co-construction de la ville amènent donc à penser les enjeux de pouvoir dans la construction des savoirs comme dans la construction du projet entre les habitants, entre habitants et professionnels, entre habitants et élus. L'expérience de l'APU illustre une alliance entre des professionnels et des habitants, les premiers tra-

vaillant en appui des seconds, apportant des ressources et nourrissant leurs propositions des réflexions collectives, alliance qui ne peut faire l'économie de penser à chaque pas les inégalités dans les rapports sociaux et de pouvoir.

En fermant ce livre, on ne peut manquer de poser la question de la multiplication de ce type de démarche et c'est bien l'enjeu de ce travail d'écriture collective. Comment dépasser la succession d'expériences et engager une transformation en profondeur des modalités de production de la ville ? L'expérience de Villeneuve permet de dégager au moins deux conditions. La première, largement soulignée par les auteurs, est l'existence d'espaces indépendants, d'espaces « tiers », permettant la construction d'un savoir commun, d'une ou de paroles habitantes. Espaces que l'on pourrait qualifier de contre-pouvoirs si l'on entend ici le pouvoir comme la créativité, la possibilité de projeter ensemble, pouvant conduire à la contestation et/ou la négociation et co-construction avec les institutions. La deuxième est la reconnaissance de ces espaces et les moyens accordés à des expertises autonomes, à des collaborations avec des équipes de professionnels et d'universitaires. Tel est le sens de la proposition portée par la coordination *Pas sans nous*, de création d'un fonds pour une démocratie d'initiative citoyenne, qui permettrait d'insuffler de nouvelles pratiques démocratiques, portées par les citoyens. Enfin, il faut souligner que cet ouvrage, comme la démarche qu'il restitue, repose d'abord sur l'engagement et la ténacité de militants et de professionnels. Qu'ils en soient remerciés.





# INTRODUCTION

« Réhabiliter ou détruire » s'était demandé le maire de Grenoble Hubert Dubedout, en 1983, à l'occasion de la publication de son célèbre rapport<sup>1</sup> concernant l'avenir des grands ensembles. S'il interrogeait sur les nouvelles politiques urbaines à mettre en œuvre, il n'imaginait certainement pas que la question de la démolition se poserait un jour pour sa grande réalisation : Villeneuve. Longtemps, ce projet d'urbanisme a été considéré comme une vitrine du savoir-faire français, fruit de la rencontre entre les Groupes d'Action Municipale<sup>2</sup> (GAM) et l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA)<sup>3</sup>. Dès 1965, le pouvoir local grenoblois s'est imposé comme un acteur compétent dans le champ de l'urbanisme. Villeneuve a été, et reste une démonstration qu'il est possible de construire des quartiers où différentes classes sociales se côtoient, avec des immeubles de qualité autour d'un grand parc urbain, et où les habitants bénéficient des équipements sociaux, éducatifs, culturels et sportifs qui répondent à leurs besoins. Un modèle de ville moderne pour tous. Et pourtant, au début des années 2000, le pouvoir municipal de Grenoble a envisagé une restructuration du quartier de l'Arlequin qui a entraîné la démolition d'un immeuble : le 50 galerie de l'Arlequin. Que s'est-il passé au cours de ces années pour en arriver là ?

La démolition du 50 galerie de l'Arlequin est la déclinaison locale d'une politique urbaine conservatrice mise en œuvre par l'Agence Nationale de Rénovation

<sup>1</sup> DUBEDOUT H., *Ensemble, refaire la ville*, La Documentation française, 1983, p77

<sup>2</sup> Les Groupes d'Action Municipale (GAM) ont été créés à Grenoble par des citoyens voulant s'engager pour agir à l'échelle locale, en dehors des partis politiques mais envisageant pas une participation aux élections. Ils étaient très proches du Parti Socialiste Unifié (PSU) Voir ; BERNARD J-P., BLANCHERIE J-M., LECOMTE P., *Les groupes d'actions municipales dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry*, Revue française de science politique, vol.22, n°2, 1972, p.296-318 ou BEAUNEZ R., ROUSSEAU A., *L'expérience de Grenoble, l'action municipale : ses possibilités, ses limites*, Éditions Ouvrières, coll. « Pouvoir local », 1971

<sup>3</sup> L'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) est une coopérative pluridisciplinaire d'architectes, urbanistes, économistes, sociologues qui a profondément marqué l'architecture et l'urbanisme français à partir des années 60. Ils seront les principaux concepteurs de Villeneuve. Voir COHEN J-L., GROSSMAN V., *L'AAU une architecture de l'engagement, 1960-1985*, Éditions La Découverte, Paris, 2015

Urbaine (ANRU). En quelques années, cette agence a battu tous les records en nombre de logements populaires démolis. Elle s'est imposée comme un opérateur central de transformation des grands ensembles en programmant des centaines de chantiers pour remodeler les périphéries des métropoles françaises. Cette politique de rénovation urbaine a été souvent justifiée par la crise multidimensionnelle des grands ensembles. Si les premiers effets de cette crise seront visibles dès le début des années 80, l'événement le plus marquant sera la révolte des quartiers populaires de novembre 2005, deux ans seulement après le lancement de l'ANRU. La rénovation urbaine marque un nouveau rapport entre les collectivités locales et l'État, après la décentralisation des compétences d'urbanisme. Elle est également à resituer dans des dynamiques urbaines contemporaines où les crises urbaines succèdent aux périodes de forte spéculation foncière et immobilière dans un contexte de mondialisation néolibérale.

Contrairement aux intentions initiales de la politique de la ville initiée par Hubert Dubedout, la rénovation urbaine des grands ensembles a été mise en œuvre sans les habitants. Elle va néanmoins susciter d'innombrables conflits locaux. Ceux-ci témoignent que les projets de rénovation urbaine n'ont pas été forcément approuvés par les habitants malgré l'étonnant consensus des élites politiques. Ces conflits ont été l'occasion pour les habitants de s'exprimer sur ces projets montrant la pluralité des intérêts à l'œuvre. Si ceux-ci concernent le plus souvent l'amélioration de la vie quotidienne, ils révèlent également les intérêts des habitants des quartiers populaires à long terme : comme la volonté de construire un avenir pour les enfants dans la métropole. A la Villeneuve de Grenoble, le projet de rénovation urbaine suscitera une très forte opposition des habitants, qui contesteront le schéma directeur d'aménagement, la démolition d'un immeuble et des parkings, le démantèlement du système de gestion des déchets, le déplacement de leur marché et la non prise en compte des infrastructures scolaires. Le conflit le plus important a porté sur la percée de ce monument de l'architecture et de l'urbanisme français des années 70. Alors que les habitants se mobilisèrent en collectif contre la démolition d'un immeuble, le 50 galerie de l'Arlequin, l'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) jugera à son tour la percée inutile. Cette prise de position entraînera un conflit avec la maîtrise d'ouvrage qui se séparera de l'AMO fragilisant un peu plus le dispositif. Le tout sera couronné par « le discours de Grenoble » prononcé par le président Nicolas Sarkozy dénonçant un

échec de l'intégration des immigrés dans la société française. Ce discours faisait suite à un fait divers qui avait entraîné un important déploiement des forces de police à Villeneuve. Dans ce contexte, les autorités municipales maintiendront coûte que coûte le projet de démolition programmé avec le soutien de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).

## Développer le pouvoir d'agir des habitants

Comment les habitants peuvent-ils défendre leurs intérêts dans les projets de rénovation urbaine ? Ce questionnement est au cœur de cette recherche. A Villeneuve, les habitants se sont organisés pour défendre leurs intérêts. Ils vont créer plusieurs collectifs à partir du printemps 2004 jusqu'à créer un Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) au cours de l'année 2012. Au cours de ces années, ils vont organiser des réunions publiques pour s'opposer à la rénovation urbaine. Puis, ils créeront des ateliers et des assemblées populaires pour élaborer un contre-projet. Cette initiative témoigne de la capacité des habitants à s'organiser de manière indépendante des pouvoirs publics pour interpellier les décideurs et les obliger à prendre en compte leurs intérêts. L'APU émerge « d'en bas », c'est-à-dire des habitants eux-mêmes et se distingue des offres de participation imposées « d'en haut » par les institutions. Celles-ci sont souvent considérées comme un simulacre de participation car elles ne remettent pas en cause l'organisation du pouvoir. Elles n'entraînent pas de modification substantielle des projets mais de simples modifications à la marge.

L'un des auteurs de ce texte a connu la lutte des habitants face à la rénovation urbaine lors de son immersion à Villeneuve dès septembre 2010. Les habitants menaient déjà depuis plusieurs années des actions contre le projet de transformation de leur quartier tandis qu'il était en train d'expérimenter, avec d'autres, les méthodes du *community organizing*<sup>4</sup> à Grenoble. Ce groupe, connu sous le nom d'ECHO ex-

<sup>4</sup> Le « *community organizing* » est une forme d'organisation sociale qui vise l'engagement des groupes sociaux (ou communautés) à l'échelle locale pour l'amélioration de leur qualité de vie. Ces méthodes ont été élaborées aux États-Unis au cours du XX<sup>e</sup> siècle, notamment par Saul Alinsky. Voir : FISCHER R., ROMANOFISKY P., *Community organizing for Urban Social Change : a historical perspective*, Greenwood Press, 1981  
interdisciplinaire de la participation, Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013

périmenterait pour la première fois en France les méthodes du sociologue de Chicago Saul Alinsky<sup>5</sup> pour agir avec les habitants d'un quartier et non pas pour eux. Il s'agissait de développer le « pouvoir d'agir » des individus et des communautés en menant des actions collectives pour obtenir des petites victoires et ainsi transformer les relations avec les décideurs. La rencontre avec les habitants de Villeneuve portera dans un premier temps sur d'autres sujets que la rénovation urbaine. Mais elle aboutira à l'élaboration d'un contre-projet à la rénovation urbaine en suivant les théories de l'*advocacy planning*<sup>6</sup>. Une nouvelle association sera créée, Planning, pour accompagner méthodologiquement la démarche des habitants de Villeneuve. Tout au long de cette recherche, nous avons essayé de distinguer nos points de vue, en tant que membres de l'association Planning et ceux des habitants.

Cette expérience est à resituer dans un large courant qui a traversé plusieurs mouvements sociaux des quartiers populaires français qui se sont retrouvés au-

<sup>5</sup> Saul Alinsky est un sociologue américain de Chicago et un écrivain. C'est l'un des fondateurs des méthodes du « community organizing » aux États-Unis. Ses méthodes ont contribué à l'émergence de nombreuses organisations de base dans les villes américaines regroupées au sein de l'Industrial Areas Foundation (IAF). Il influencera plusieurs générations d'activistes américains et de leaders politiques parmi lesquels Barack Obama. Voir ALINSKY S. *Rules for Radicals : A pragmatic primer for realistic radicals*, Random House, 1971, trad. *Manuel de l'animateur social, Points politique*, 1976, *Pour une action directe non violente*, Point Seuil, 1980 et *Etre Radical*, Édition Aden, Bruxelles, 2011

<sup>6</sup> *L'advocacy planning* est une méthode de planification urbaine née dans les années 60 aux États-Unis, dans le contexte de la rénovation urbaine (urban renewal). Ces méthodes sont issues des théories énoncées par Paul Davidoff (1930-1984). Faisant le constat que la planification rationnelle ne pouvait défendre les intérêts de tous les citoyens, il suggérait que des professionnels indépendants s'engagent aux côtés des classes populaires pour défendre leurs intérêts dans la production urbaine. Voir DAVIDOFF P., *Advocacy and pluralism in planning*, *Journal of the American Institute of Planners*, vol.31, n°4, p.331-338, 1965 ; DAVIDOFF P., GOLD N.N., *Suburban action : advocate planning for an open society*, *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 36, n°4, p.12-21, 1970

<sup>7</sup> DHERS J., LADSOUS J., SOMMAIRE J.-C., *Faire société autrement : réflexions, résistances, propositions*, *Vie sociale*, n°2, 2011

<sup>8</sup> Formé au printemps 2011, le Collectif contre le contrôle au faciès réunit associations, personnalités et membres de la société civile engagées contre les discriminations à travers la France autour de la lutte contre le contrôle au faciès voir également le rapport GORIS I., JOBARD F., LEVY R., *Police et minorités visibles : les contrôles d'identité à Paris*, *New York : Open Society Justice Initiative*, 2009 ou Human Rights watch, *La base de l'humiliation, Les contrôles d'identité abusifs en France*, Paris :, 2012

<sup>9</sup> Le Collectif Pouvoir d'Agir se compose de personnes, associations locales et réseaux nationaux engagés dans la lutte contre l'exclusion sociale et politique voir Collectif Pouvoir d'agir, *Fédération des Centres sociaux*, 2011, mis à jour 15 octobre 2015, [consulté le 15 novembre 2015], Disponible sur [http:// www.pouvoirdagir.fr](http://www.pouvoirdagir.fr)

tour de la notion du « pouvoir d'agir » depuis 2010. Il regroupe des expériences assez hétérogènes : du travail social communautaire<sup>7</sup>, des collectifs qui agissent contre les discriminations<sup>8</sup> et des projets de grandes fédérations d'éducation populaire<sup>9</sup> ou des formations de leaders sociaux par l'ambassade américaine<sup>10</sup>. Toutes ces initiatives ont été relayées par l'écriture d'articles et livres, et l'organisation de plusieurs colloques sur le « *community organizing* »<sup>11</sup>. Ce regroupement d'expériences hétéroclites constitue aujourd'hui l'une des principales alternatives pratiques et théoriques à la politique de la ville. A la demande du ministre de la Ville, des dizaines d'organisations ont proposé une réforme radicale de la politique de la ville en juillet 2013. Un rapport<sup>12</sup> rédigé par la sociologue Marie-Hélène Bacqué et un leader de Clichy-Sous-Bois, Mohamed Mechmache a été remis au ministre François Lamy. Il esquisse une trentaine de propositions dont la création des tables de quartiers, la création d'une coordination nationale et un fond pour financer la démocratie d'interpellation. Nous avons activement participé à cette initiative tout en étant convaincus que, dans les conditions actuelles, elle n'avait pas beaucoup de chance d'aboutir à une inflexion des politiques publiques. Nous avons toujours pensé qu'au lieu d'attendre un éventuel changement qui vienne « d'en haut », il valait mieux continuer à faire émerger un mouvement « d'en bas ». Nous avons besoin de résultats visibles à l'échelle locale pour réfléchir à nos méthodes et analyser nos pratiques avant d'imaginer une éventuelle diffusion nationale.

<sup>10</sup> Voir BRONNER L., Banlieues et minorités sous l'oeil attentif des Américains, *Le Monde*, 12 décembre 2010 ; RIVKIN H. C., Cablegate : Embassy Paris – Minority Engagement Strategy, 19 Janvier 2010, Wikileaks, avril 2010, mis à jour le 17 Juillet 2013, [consulté le 21 novembre 2015], Disponible sur <http://www.co.nz/stories/WL1001/S00174.htm>

<sup>11</sup> Voir par exemple : *Le community organizing : développer le pouvoir des citoyens ?*, ENTPE, Vaulx-en-Velin, 14-16 mars 2012 ; BACQUE, M-H, BIEWENER C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, éd. La Découverte, 2013 ; DIDI R., ARSLAN L. (dir.) *Organisez-vous ! Construire la participation politique dans les quartiers populaires*, Paris, éd. Fondation Jean Jaurès, 2013 ; KIRZBAUM, *Vers un empowerment à la française ? A propos du rapport Bacqué-Mechmache*, La vie des idées, 12 novembre 2013 ; TALPIN J., *Mobiliser les quartiers populaires, Vertus et ambiguïtés du community organizing vu de France*, La vie des idées, 26 novembre 2013 ; BALAZARD H., *Agir en démocratie*, Les éditions de l'Atelier, 2015 ;

<sup>12</sup> BACQUE, M-H., MECHMACHE M., *Pour une réforme radicale de la politique de la ville. Ça ne se fera plus sans nous. Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Rapport au ministre délégué chargé de la ville, juillet 2013

## Une expérience inspirée de *l'advocacy planning*

Alors que les dispositifs de planification urbaine favorisent les intérêts des classes supérieures au détriment des classes populaires, comment réorienter cette tendance pour créer une ville pour tous ? Cette problématique avait été déjà étudiée dans les années 60 par le théoricien américain Paul Davidoff qui remettait en cause le modèle d'une planification urbaine basée sur la rationalité. Il montrait que les instruments de planification urbaine ne sont pas neutres : les choix sont orientés par les valeurs et intérêts de ceux qui les utilisent, à savoir le plus souvent les élus et les techniciens. Dans une visée de justice sociale, Paul Davidoff proposait une planification pluraliste qui prenne en compte les intérêts des groupes sociaux les plus défavorisés<sup>13</sup>. Une génération de professionnels et militants s'était alors impliquée aux côtés des communautés vivant dans les quartiers populaires pour qu'elles ne soient pas exclues des processus de planification urbaine. Ils s'appuyaient sur les organisations de base et revendiquaient leur indépendance vis-à-vis des autorités publiques. Aux États-Unis, ces groupes ont ainsi élaboré de nombreux contre-projets permettant d'élargir le cercle des acteurs de la planification.

Si *l'advocacy planning* s'est peu diffusé en France, il a pourtant existé une expérience assez similaire, dans les années 70, dans le quartier de l'Alma-Gare à Roubaix<sup>14</sup>. Pendant plusieurs années, des habitants avaient mené une lutte contre la démolition de leur quartier avant d'être aidés par des professionnels pour formuler une contre-proposition. Ils créeront un Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) et obtiendront alors une refonte complète du projet initial. Nous nous sommes appuyés sur cette expérience pour construire une alternative à la rénovation urbaine de Villeneuve. Les méthodes de *l'advocacy planning* et l'expérience de l'Alma-Gare laissaient entrevoir une possibilité pour les habitants de défendre leurs intérêts. Si l'équilibre des forces était très largement en défaveur des habitants dans les projets urbains, l'alliance avec des professionnels

<sup>13</sup> Voir DAVIDOFF P., op. cit.

<sup>14</sup> Voir par exemple le récent ouvrage publié sur cette expérience : TALPIN J., COSSART P., *Lutte urbaine, participation et démocratie d'interpellation à l'Alma Gare*, éditions du Croquant, 2015

de l'architecture et de l'urbanisme était perçue comme une option possible pour envisager une modification de la planification urbaine.

En menant cette expérience à la Villeneuve de Grenoble, nous nous inscrivions dans un territoire emblématique des luttes urbaines. Villeneuve était le résultat d'un vaste projet d'urbanisation mené par les groupes d'action municipale (GAM) d'Hubert Dubedout. Vitrine de l'architecture et de l'urbanisme français des années 70, ce projet a fait couler beaucoup d'encre, de nombreuses publications accompagnées de très nombreux films ou documentaires<sup>15</sup>. C'est l'une des toutes premières expériences de participation des habitants à la construction d'un projet urbain. Cet intérêt est toujours d'actualité : une table ronde a dernièrement réuni les derniers membres de l'AUA pour la première grande rétrospective de leurs travaux à la Cité de l'architecture et du patrimoine<sup>16</sup>. Quelques jours plus tôt, un documentaire<sup>17</sup> diffusé sur une chaîne publique mettait l'accent sur les nombreuses dynamiques sociales du territoire, en réponse à un reportage stigmatisant réalisé en 2013<sup>18</sup>. Nous verrons que notre expérience participe à un intérêt renouvelé pour l'histoire de ce territoire.

## Une recherche pour expliciter nos pratiques

Cet ouvrage a été rédigé collectivement par notre équipe Planning. C'est le résultat d'une synthèse de notre travail de terrain à Villeneuve entre décembre 2012 et le printemps 2015. Il est tiré de nos journaux de bord, des comptes-rendus des assemblées et de conversations menées avec les habitants. Nous avons tenté de mettre à distance nos connaissances grâce à des rencontres hebdomadaires, intitulées « conversations », avec les habitants tout au long de l'année

<sup>15</sup> Pour une bibliographie assez exhaustive, voir le travail réalisé par Sibylle Le Vot disponible à la documentation de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble.

<sup>16</sup> L'exposition « L'AUA une architecture de l'engagement, 1960-1985 » a été organisée du vendredi 30 octobre 2016 au lundi 29 février 2016 à la Cité de l'Architecture et du Patrimoine (Palais Chaillot) accompagnée d'une publication : COHEN J-L., GROSSMAN V., op.cit.

<sup>17</sup> MASSOT V., VIENOT F. (réal.), La Villeneuve, l'utopie Malgré Tout, Production John Paul Lepers, On y Va ! Média, 2015, Durée 52'

<sup>18</sup> DIJKEMA C. , David Gabriel, KOOP K., op.cit.

2014-2015. Nous avons également organisé deux séminaires avec notre équipe avant de compléter ce travail par une recherche sur les archives de Villeneuve. Nous avons bénéficié de l'éclairage de plusieurs chercheurs de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG), de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG) et de l'Institut de Géographie Alpine (IGA) avec qui nous avons travaillé sur les méthodes de recherche participative et le lien entre l'université et Villeneuve<sup>19</sup>.

Nous sommes les principales chevilles ouvrières de l'APU, ce qui peut poser un problème d'objectivité à notre ouvrage. Nous assumons totalement le fait que notre récit est subjectif. Il a l'avantage d'éclairer notre expérience « de l'intérieur ». Si nous nous sommes inspirés des méthodes de l'observation participante, il ne s'agit pas d'une recherche théorique qui vise à établir une « vérité » sur le déroulement du projet de rénovation urbaine. Notre intention se limite à une description de notre expérience pour expliciter nos pratiques quotidiennes, notre compréhension du territoire et repérer les effets de notre action sur le projet de rénovation urbaine. Mais alors quel est le statut de cette connaissance ? Il s'agit certainement de savoirs hybrides mêlant des connaissances d'habitants et des pratiques militantes. Proposons avec d'autres le terme de savoirs citoyens<sup>20</sup>. Il est toujours difficile de transposer des pratiques non-linéaires, qui possèdent leur propre logique, dans un texte qui se doit d'être suffisamment cohérent pour être lisible. Sans avoir la prétention d'établir une véritable connaissance savante de notre pratique<sup>21</sup>, nous avons tenté d'être le plus explicite possible sans pour autant réduire, simplifier notre action à une simple succession de séquences indépendantes.

<sup>19</sup> DIJKEMA C., David Gabriel, KOOP K., op.cit.

<sup>20</sup> DEBOULET A., NEZ H., *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Les Presses universitaires de Rennes, 2013, 138p.

<sup>21</sup> BOURDIEU P., *Le sens pratique*, les éditions de minuit, 1980

## Une présentation chronologique

La première partie de cet ouvrage est consacrée à l'histoire de Villeneuve et à la mise en place du projet de rénovation urbaine. Nous allons revenir sur l'histoire de Villeneuve avant de passer en revue les différents diagnostics pour nous demander si la connaissance de Villeneuve par les techniciens n'était pas trop limitée, partielle et partielle. Puis, nous nous demanderons quelles sont les raisons qui ont poussé les habitants à se mobiliser, quelles étaient leurs actions et la nature du rapport de force qu'ils entretenaient avec les élus et les techniciens.

Le premier chapitre présentera l'histoire de Villeneuve de sa conception jusqu'au début des années 2000. Nous interrogerons la thèse d'une utopie socio-urbaine qui se serait fatalement dégradée, justifiant la rénovation urbaine. Nous présenterons les intentions initiales des concepteurs de Villeneuve avant de décrire rapidement le quotidien des habitants et les expérimentations sociales des années 70. Nous tenterons d'identifier comment l'image de Villeneuve s'est transformée au cours des années 80, durant la mise en place d'une politique néolibérale par la municipalité d'Alain Carignon. Nous terminerons ce chapitre par une rapide description des actions de la « gauche plurielle » à partir de 1995.

Le deuxième chapitre présente le projet de rénovation urbaine de Villeneuve mené par les autorités locales et l'architecte-urbaniste Yves Lion, à partir de 2003. On y interrogera les conceptions de ce projet urbain et on y montrera les difficultés des habitants à défendre leurs intérêts dans le cadre de la concertation institutionnelle. Nous évoquerons longuement le projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Cette opération polémique illustre la conflictualité des projets urbains et l'absence d'arbitrage entre les différents intérêts malgré la divergence des points de vue entre les habitants, les élus et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Dans la seconde partie, nous décrirons nos pratiques de terrain et expliciterons l'action de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). Les habitants voulaient sortir du blocage de la rénovation urbaine en élaborant un contre-projet. Ils créeront une alliance avec notre équipe Planning qui s'inspirait des théories *l'advocacy planning* dans le prolongement de notre expérience du *community organizing*. Quelles étaient nos pratiques de terrain ? Quelles connaissances avons-nous

produites ? Est-ce que *l'advocacy planning* permet de repousser les limites de la planification urbaine ? Voilà les questions auxquelles nous serons amenés à répondre.

Le chapitre trois est consacré à notre immersion, définie comme un ensemble de pratiques quotidiennes pour connaître un territoire en profondeur. C'est une étape fondamentale de nos méthodes que nous avons commencée à expérimenter à partir de septembre 2010, durant l'expérimentation du *community organizing*. C'est là que nous nous sommes forgés un certain regard sur le territoire tout en créant de très nombreuses relations avec les habitants. Nous décrirons notre déambulation à Villeneuve, notre longue attente avant de commencer à agir, notre découverte des espaces sociaux et notre compréhension des formes urbaines et sociales.

Le chapitre quatre présentera l'action de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) qui a rassemblé des centaines d'habitants pour élaborer un contre-projet et interpellier les pouvoirs publics. Nous décrirons les premières rencontres avec les habitants en décembre 2012, l'élaboration de scénarios et la création de groupes de travail pour approfondir certaines propositions qui aboutiront à l'écriture d'un projet urbain stratégique et démocratique, en septembre 2013. La première version de ce document est présentée en annexes.

Notre troisième partie portera sur les effets de notre expérimentation à Villeneuve. Il s'agit plus précisément de mesurer les impacts de notre action dans le quotidien des habitants et sur le dispositif de rénovation urbaine. Nous nous demanderons dans quelle mesure l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) a permis de développer le « pouvoir d'agir » des habitants et leur capacité à intervenir sur le cours des événements (*agency*).

Nous présenterons dans le chapitre cinq une série d'initiatives qui ont participé au processus de requalification de l'espace public à Villeneuve. Notre pratique s'est peu à peu transformée au cours de l'année 2013. Nous décrirons les actions que nous avons menées avec les habitants pour requalifier les lieux comme « Villeneuve Plage » ou le projet de création d'habité groupé intitulé « Coursives Communes ». Puis, nous présenterons un mouvement social inédit provoqué par

la diffusion d'un reportage télévisuel qui témoigne du « pouvoir d'agir » des habitants de Villeneuve. Nous expliciterons enfin les liens que nous avons créés avec les universités pour susciter un nouvel intérêt pour le territoire.

Au chapitre six, nous précisons les effets de notre action sur le projet de rénovation urbaine. Nous évoquons les réactions du pouvoir municipal à la fin du mandat de Michel Destot et la transformation du contexte institutionnel après l'élection d'une nouvelle coalition municipale de gauche, citoyenne et écologiste, en mars 2014. Nous interrogerons les impacts réels de notre projet urbain stratégique et démocratique. Nous nous demanderons si nos méthodes inspirées de *l'advocacy planning* étaient nécessaires et suffisantes pour défendre les intérêts des habitants de Villeneuve dans le projet de rénovation urbaine.

Le chapitre sept esquissera les premières perspectives de co-construction d'un nouveau projet urbain pour Villeneuve, entre les habitants et la municipalité. Dans le contexte de la réforme de la politique de la ville initiée par la loi Lamy de février 2014, nous interrogerons le principe de co-construction et la mise en place des conseils citoyens au prisme de notre expérience.

En annexe, nous présenterons la première version de notre projet urbain stratégique et démocratique qui est en cours de réécriture.



# COUP DE PROJECTEUR SUR VILLENEUVE



Si on écoute les médias, Villeneuve serait une utopie sortie de terre dans la foulée de Mai 1968, qui se serait dégradée avec le temps jusqu'à nécessiter une intervention des autorités. Ce récit apparaît, nous semble-t-il, au début des années 90 dans les discours des autorités locales pour justifier la réhabilitation de ce grand ensemble. Il sera repris tel que pour imposer les opérations de rénovation urbaine quelques années plus tard. N'est-il pas réducteur de qualifier ainsi ce territoire qui forme une grande partie du sud de Grenoble, fruit de la riche histoire moderne de cette ville et un espace urbain produit par l'État providence ? Pour répondre à cette question, nous proposerons de retracer à grands traits l'histoire de Villeneuve. Ce sera également l'occasion de planter le décor de notre expérience. Nous allons suivre la chronologie des mandats municipaux du début des années 60 jusqu'aux années 2000. Après avoir abordé rapidement les conditions premières du territoire, nous décrirons le projet d'urbanisation de la coalition municipale de gauche d'Hubert Dubedout, conçu par l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA). Puis nous questionnerons les transformations de Villeneuve durant les mandats d'Alain Carignon jusqu'à la mise en place du développement social des quartiers (DSQ). Enfin, nous présenterons les mesures prises lors du retour de la gauche plurielle en 1995 avant que les autorités municipales n'envisagent la rénovation urbaine de Villeneuve.



La Tour Prémol au milieu des champs

Crédit : Bibliothèque municipale de Grenoble

## Histoire du sol

Villeneuve est un vaste ensemble d'urbanisation créé *ex-nihilo* au sud de Grenoble dans les années 60. Mais ce territoire a une histoire beaucoup plus ancienne. La plaine sud de Grenoble est longtemps restée une vaste étendue de terre plutôt marécageuse, entourée des trois massifs montagneux. Les terres ont été cultivées et traversées par des voies reliant la vieille ville de Grenoble au sud dauphinois, en direction des petits villages d'Eybens et d'Echiroles. A la fonte des neiges, les inondations rendaient difficile toute construction sur cette partie du territoire. Seule la Tour Prémol, construite au XIII<sup>e</sup> siècle, apparaît sur les cartographies anciennes. Il faudra attendre la lente édification des digues sur le Drac dès le XVII<sup>e</sup> siècle pour envisager une future urbanisation. Après la révolution et la précoce industrialisation de Grenoble, les terrains aux mains de quelques propriétaires échappèrent une nouvelle fois à l'urbanisation. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la ville et la Chambre de Commerce et d'Industrie rachetèrent les terrains pour construire le petit aéroport Jean Mermoz. Avec la conquête des airs, un regard nouveau est porté sur le territoire<sup>22</sup>. Après la seconde guerre mondiale, la reconstruction et le redémarrage économique entraîna une incroyable croissance urbaine (4%) bouleversant la plaine de Grenoble, multipliant les immeubles, les petites maisons et de petits entrepôts industriels. Cette urbanisation était en apparence incontrôlée, sans cohérence, désordonnée. Les institutions municipales et nationales décidèrent alors de réagir au phénomène en planifiant un vaste projet d'urbanisme.

<sup>22</sup> ROSEAU N., *Aérocité, quand l'avion fait la ville*, Éditions parenthèses, 2012, 299p.



Vue générale de la maquette du Plan Bernard

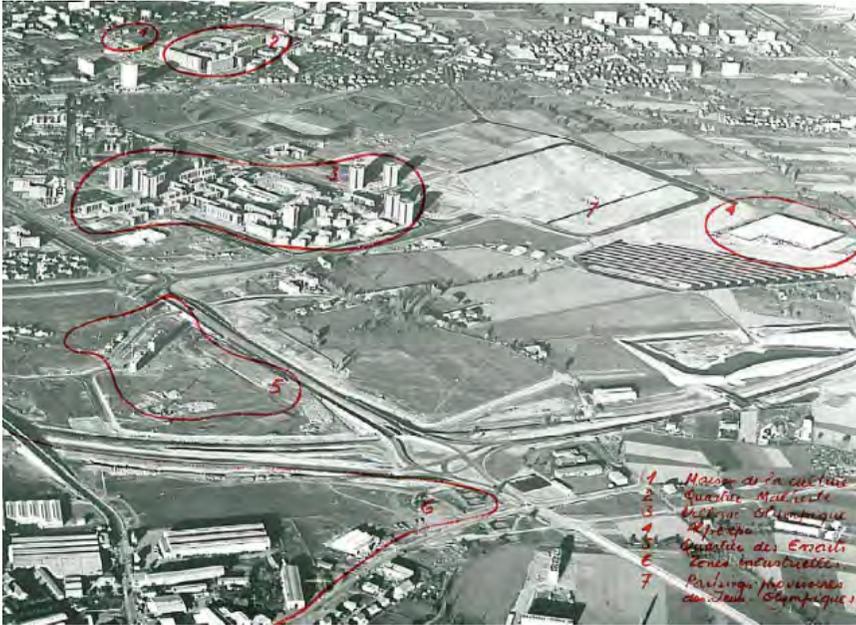
Crédit : SADI

## Le contexte initial du projet d'urbanisation

L'urbanisation de la plaine sud de Grenoble débute par un acte juridique : l'arrêté ministériel qui institue une Zone à Urbaniser en Priorité (ZUP) en décembre 1961. Le périmètre porte sur un total de 330 hectares acquis progressivement par les villes de Grenoble et d'Echirolles. Les études du Plan Directeur d'Urbanisme (PDU) prévues par le décret Debré ne démarrent qu'en mars 1962 et sont confiées à l'architecte - Grand Prix de Rome - Henri Bernard. Il s'attelle au Plan Directeur, et repousse les études de la ZUP au lendemain des élections municipales de 1965. Ce travail aboutira au « Plan Bernard »

Ce plan d'urbanisation ne sera jamais édifié mais laissera des traces importantes dans la structure urbaine de Villeneuve, dont il fixe les grands axes routiers. Il sera modifié au lendemain des élections municipales de 1965 remportées par une nouvelle force politique, les Groupes d'Action Municipale (GAM), qui forme une coalition avec le PSU et la SFIO. Une partie des militants habitent le quartier des Alpains, créé par le MLP, qui fut à bien des égards une Villeneuve à petite échelle, c'est-à-dire un quartier conçu par des militants<sup>23</sup>. Dans le sillon du PSU, les GAM ont des idées pragmatiques et modernes visant à agir sur les problèmes concrets et améliorer l'équipement de leur ville. Ils sont à l'origine d'une expertise locale et indépendante à Grenoble : quelques mois avant l'élection, ils avaient créé un « Groupe d'études urbaines et municipales », pour favoriser la participation démocratique de la population à la vie municipale, en élaborant des structures nouvelles qui redonnent à la démocratie urbaine un visage humain. Ancrés dans les réseaux du christianisme social et des milieux culturels, tout en étant influencés par l'imaginaire des ingénieurs, ces militants portent une vision de Grenoble profondément marquée par la modernité. Après leur victoire

23 FRAPPAT P., *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1977



Photographie aérienne de la plaine sud de Grenoble en 1968

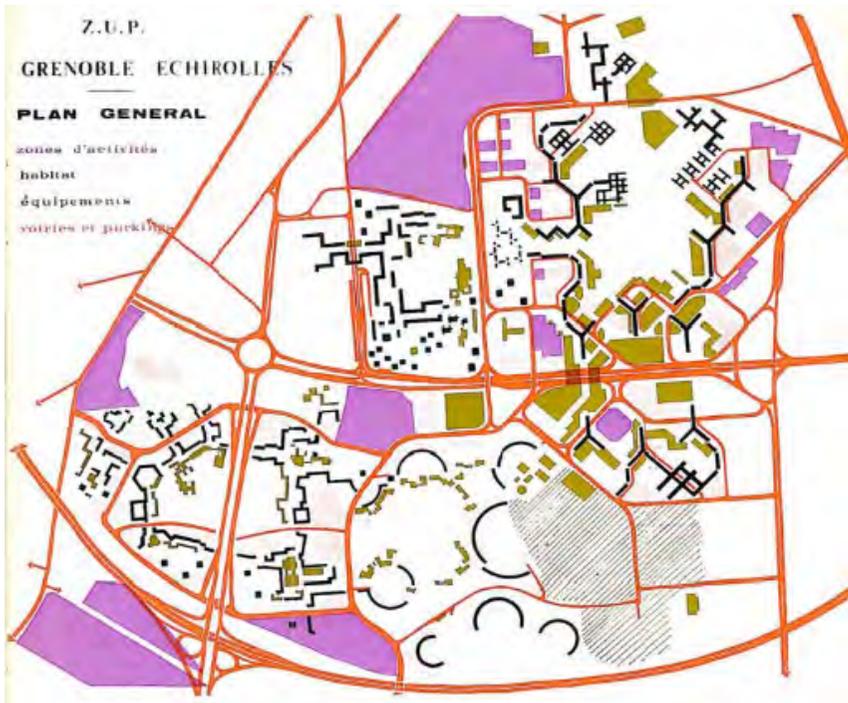
Crédit : SADI

aux élections municipales, ils doivent faire des choix pour l'aménagement de la plaine sud de Grenoble. En concertation avec l'élu à l'urbanisme Jean Verlhac<sup>24</sup>, le maire Hubert Dubedout décide d'agir dans deux directions : la réalisation des aménagements prévus pour les Jeux Olympiques et le renforcement d'une expertise locale pour élaborer un nouvel urbanisme qui sera la tête chercheuse de la municipalité<sup>25</sup>.

Les Jeux Olympiques nécessitent de nombreuses infrastructures : routes, logements, équipements, télécommunications... à construire en moins de deux ans. Toutes les procédures sont accélérées pour pouvoir prendre des décisions rapidement, créant un petit Etat d'exception. Les élus décident alors de garder temporairement l'architecte en chef, Henri Bernard pour construire toutes les infrastructures : voies principales, création d'une rocade, déviation de la voie ferrée, construction de deux quartiers... La plaine sud devient en quelques mois un vaste chantier qui bouleversera profondément son environnement. L'architecte Maurice Novarina construira en un temps record le Village Olympique. La ferme et la tour Prémol sont transformées en équipement polyvalent. A l'est du nouveau quartier, un stade éphémère accueillera la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques. C'est à cet endroit précis que sera construit l'emblématique quartier de l'Arlequin.

<sup>24</sup> Jean VERLHAC (1923- 1995) Fondateur du PSU, avant d'être le secrétaire national. Blessé dans le drame du métro Charonne en février 1962, il s'installera à Grenoble et deviendra le principal artisan du projet d'urbanisation du sud de Grenoble.

<sup>25</sup> POUVREAU B., *L'urbanisme de l'AUA, de Pantin à Grenoble, entretien avec Michel Steinbach*, 2006 dans COHEN J-L., GROSSMAN V., *AUA une architecture de l'engagement, 1960-1985*, Éditions La Découverte, Paris, 2015



Plan Général de la Zup de Grenoble et d'Echirolles

Crédit : SADI

Parallèlement, Hubert Dubedout renforce son expertise locale. Sur les conseils de l'architecte et élu municipal Maurice Blanc, il fait appel à l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA), une coopérative pluridisciplinaire qui réunit des architectes, des urbanistes, des économistes, des ingénieurs, des sociologues. Un mouvement national était en cours de constitution autour de la revue *Forum*. L'urbaniste Michel Steinbach et le sociologue Jacques Allégret rencontrent alors les élus grenoblois. Ils obtiendront un premier contrat pour renforcer une agence d'urbanisme qui sera étendue à l'agglomération à partir de février 1967. Steinbach réalise également plusieurs études importantes en vue de l'élaboration du schéma directeur d'agglomération. Henri Bernard sera rapidement remplacé par des membres de l'AUA qui auront en charge l'urbanisation de la plaine sud qui fait l'objet de la procédure ZUP. L'urbaniste Jean-François Parent est chargé de définir le programme et le schéma de structure. Georges Loiseau et Jean Tribel deviennent architectes en chef et font appel à une équipe de paysagistes urbains composé d'Henri Ciriani, Huidobro et Michel Courajoud. Les élus tentèrent de convaincre les membres de l'AUA de s'installer définitivement à Grenoble, mais ceux-ci refuseront de quitter définitivement Paris, mis à part Jean-François Parent qui habitera le reste de sa vie dans les quartiers qu'il a lui-même conçus.

Au-delà des infrastructures nécessaires aux Jeux Olympiques, la coalition de gauche décide de revoir complètement le « Plan Bernard » en vue d'urbaniser le sud de Grenoble. Le conseil municipal formule alors une réorientation du projet d'urbanisation pour « imposer la notion de quartier, assurer une continuité dans l'urbanisation, lutter contre la ségrégation dans le logement, éviter le vide urbain,

atteindre un équilibre emplois/logements et établir un dialogue permanent entre techniciens, élus et associations »<sup>26</sup>. Si les élus grenoblois feront preuve d'une véritable maturité en tant que maîtres d'ouvrage, les influences de l'AUA seront considérables. Leurs intentions sont en rupture avec la politique des grands ensembles, menée au niveau national depuis le début des années 60. Ils apportent de nouvelles compétences en termes de programmation urbaine stratégique tout en étant ouvert à la participation des usagers.

## Les Commissions Villeneuve, une expérience de participation

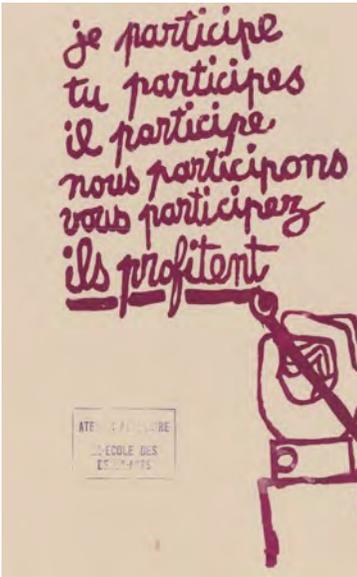
Associer les usagers à la conception du projet d'urbanisation est une volonté politique forte de la nouvelle municipalité. Cette orientation est cohérente avec la volonté de favoriser la participation démocratique de la population à la vie municipale. Mais comment organiser la participation alors que l'on ne connaît pas encore les futurs habitants ? Les sociologues de l'agence d'urbanisme organisent des rencontres au Village Olympique juste après le départ des athlètes et l'arrivée des habitants. Il faut mesurer la nouveauté d'une telle initiative, quasiment inédite en France (exception faite de la reconstruction de Maubeuge par André Lurçat en 1945) qui précède de peu l'action de L. Kroll à Louvain<sup>27</sup> (1969) ou de R. Erskine à Newcastle<sup>28</sup> (1970). Les sociologues inventent de nouvelles pratiques en s'inspirant de l'action des groupes d'action municipale. Quelles sont les caractéristiques des participants aux commissions ? Selon Jean-François Parent, les commissions étaient composées d'habitants du Village Olympique<sup>29</sup>. Mais pour Guy Saez « en vérité, les usagers, dont il est question, ne sont ni les futurs

<sup>26</sup> PARENT J-F., *Villeneuve de Grenoble Échirrolles, objectifs et réalisations, 1961-1977*, 1<sup>ère</sup> édition, décembre 1977

<sup>27</sup> En 1969, l'architecte Lucien Kroll a conçu une partie du campus universitaire de Louvain avec les étudiants et d'autres acteurs du territoire. voir BOUCHAIN P. (dir.), *Simone et Lucien Kroll, une architecture habitée*, Actes Sud Beaux Arts, 2013, 360p.

<sup>28</sup> A partir de 1970, l'architecte R. Erskine (1914-2005) a construit un ensemble de logement social, Byker Wall, à Newcastle en impliquant activement les futurs habitants. Voir COLLYMORE, P., *The architecture of Ralph Erskine*, London : Academy Éditions, 1994

<sup>29</sup> PARENT J-F., op.cit., p51



Affiche de l'Atelier Populaire de  
l'ex École des Beaux Arts, 1968  
Crédit : BNF

habitants du quartier, ni même leurs représentants. Ce sont presque exclusivement des professionnels de l'animation et des enseignants. La seule « population associée » ne représente donc en aucune façon la population mais seulement une partie des futurs employés des équipements intégrés de Villeneuve ».

Les commissions seront fortement marquées par le contexte de mai 68 qui est à la fois porteur d'espoirs et de désirs de transformation de la société et de critique radicale de l'exercice du pouvoir. « On est en septembre 1968 et les habitudes de dialogue prises en Mai ne sont pas usées<sup>30</sup> » se souvient l'urbaniste J-F. Parent<sup>31</sup>.

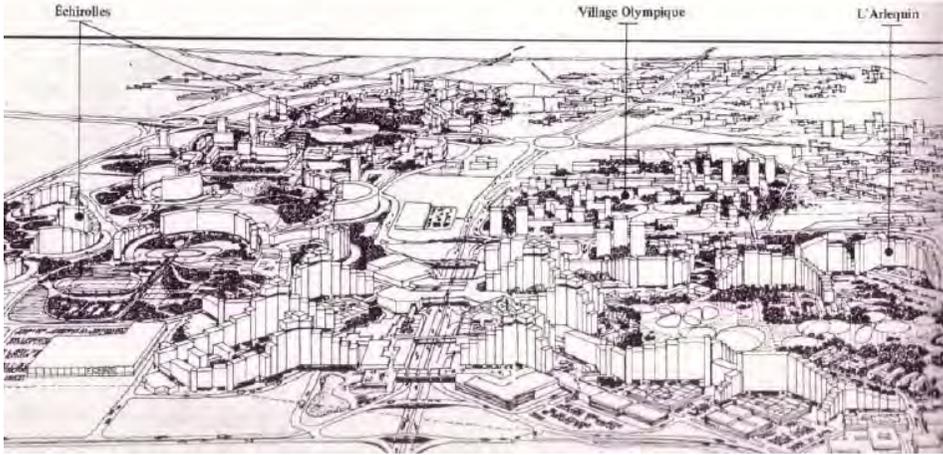
Les participants aux commissions se sont interrogés sur le rôle des institutions scolaires, la pédagogie, les catégories de logement et leurs aménagements. Ils ont remis en cause le projet initial des « équipements » imaginant la possibilité que ces lieux participent au projet de transformation sociale. Les écoles, considérées comme les lieux de reproduction sociale, feront l'objet d'une importante réflexion.

Malgré le caractère inédit des « commissions Villeneuve », certains observateurs ont été très critiques sur l'expérience : « en privilégiant le rôle des experts et en permettant à un groupe restreint de décideurs de déterminer le devenir de l'agglomération, les élus favorisaient la constitution d'un écran empêchant l'instauration de rapports démocratiques entre la majorité de la population et la municipalité elle-même »<sup>32</sup>.

<sup>30</sup> PARENT J-F., op. cit.

<sup>31</sup> PARENT J-F., *Villeneuve de Grenoble Échirrolles, objectifs et réalisations*, 1961-1977, 3<sup>ème</sup> édition, décembre 1977

<sup>32</sup> GOLDSCHMIDT D. GARNIER J-P., *Le « Socialisme » à visage urbain*, Éditions Rupture, 1978,



Perspective générale selon le plan masse d'origine, Dessin d'Henri Ciriani, 1969

Crédit : SADI

## Aléas d'un projet entre ville nouvelle et grand ensemble

Après plusieurs mois de travail, l'AUA propose un schéma d'aménagement en tranches successives avec la création d'un centre monumental distribuant plusieurs quartiers d'habitation. La première maquette et les esquisses de l'architecte Henri Ciriani donnent à voir une ville à plusieurs niveaux, avec des circulations piétonnes séparées des routes et des immeubles pyramidaux qui font irruption dans la plaine sud de Grenoble. Un premier projet est proposé avec des bâtiments de 25 niveaux au centre qui auraient regroupé des logements, des équipements administratifs et des commerces, puis des quartiers d'habitations autour, reliés par des passerelles. La première tranche est nommée Arlequin : « une construction linéaire continue et sinueuse de grande hauteur (10 niveaux) bordée d'un côté par les voiries, de l'autre par une voie piétonne, des équipements résidentiels, des logements bas et des espaces verts ; (...) avec une rue intérieure permettant de gagner le centre à couvert et accueillant les équipements de quartier en bordure tout en privilégiant des panoramas dégagés »<sup>33</sup>. Alors que le schéma d'aménagement sera globalement respecté, le quartier de l'Arlequin sera construit dans ses dimensions initiales. Quant au centre monumental, il sera abandonné : l'espace central accueillera un supermarché et un équipement commercial et culturel, Grand Place, qui sera transformé au fil du temps en galeries marchandes.

L'inachèvement créera un contraste entre le quartier de l'Arlequin aux dimensions monumentales et le reste. Cela renforcera l'ambiguïté d'un projet situé entre un « grand ensemble » et une « ville nouvelle » comme son nom semble l'indiquer. Michel Steinbach expliquera quelques années plus tard : « plutôt que de construire un simple quartier, nous avons opté pour une « ville neuve », un centre-relais, branché sur l'autoroute et offrant des activités au service des trois vallées<sup>34</sup> ». L'Arlequin rappelle le Mirail de Toulouse et les mégastuctures ita-

<sup>33</sup> PARENT J-F., op.cit.

<sup>34</sup> Ville-Architecture (DAU), n°1, mars 1995

liennes tout en possédant ses propres qualités urbaines intrinsèques : un parc de quatorze hectares, une rue intérieure sous les immeubles et des nombreux équipements. Cette mégastructure émerge dans le paysage de la plaine sud de Grenoble. Elle suscitera à la fois l'enthousiasme et une certaine circonspection de la part des grenoblois. Le résultat correspond-il vraiment aux aspirations de transformations de la société ? Premier véritable projet urbain « à la française », Villeneuve essuiera les plâtres de toute innovation. Le quartier des Baladins sera réalisé entre 1973 et 1980 quant à la construction d'un troisième quartier, il sera abandonné.

## Des espaces favorables à la transformation des rapports sociaux

L'Arlequin est le résultat d'une ambitieuse politique urbaine et sociale. La municipalité voulait créer un environnement urbain agréable pour tous, sans ségrégation sociale, avec des espaces de circulation qui favoriseraient les relations sociales et des équipements servant de support à la transformation des rapports sociaux. Le projet vise explicitement la création d'un lieu où se déroulent de nouveaux rapports sociaux. Jean Verlhac disait qu'il cherchait à créer un projet qui se situe entre le réel et l'utopie, à la limite du possible<sup>35</sup>. Si le projet s'inscrit dans une visée socialiste, il sera vite contraint par le cadre des « zones à urbaniser en priorité » (ZUP). Les financements étatiques du logement social, des équipements et des infrastructures imposaient des procédures et des carcans. Malgré ces contraintes, le pouvoir local a réussi un véritable coup de force en imposant sa propre définition du projet d'urbanisme, plus d'une quinzaine d'années avant les lois de décentralisation. Pour cela, les élus grenoblois ont établi une habile stratégie d'alliance avec certains hauts fonctionnaires et ont bénéficié du climat favorable à l'innovation au sein du ministère de l'Équipement. Insistons sur ce point : l'équipe municipale menée par Hubert Dubedout avait clairement une volonté de transformation des rapports sociaux, mais son action était pragmatique. Conscients qu'il fallait composer avec la réalité, ils essayeront de repousser le plus loin possible les limites des cadres institutionnels ou juridiques.

<sup>35</sup> SCHWARTZBROD J-L, PARENT, J-F, *Deux hommes, une ville*, Grenoble, La Pensée sauvage, 1995

Voici la traduction spatiale de leur projet politique esquissé dans ses grandes lignes :

Les élus veulent atteindre un équilibre entre le nombre de logements sociaux (50%) et les logements en copropriété (50%) pour éviter la ségrégation urbaine. Ils veulent éviter la hiérarchisation des immeubles en fonction des classes sociales et répartir les différentes catégories de population au sein de chaque bâtiment. Mais cet équilibre ne sera jamais obtenu à l'Arlequin à cause des promoteurs privés qui se retireront rapidement du projet de construction des immeubles, obligeant la coalition municipale à revoir l'équilibre général. Ils arriveront à créer l'équilibre à l'échelle de Villeneuve au début des années 80 (48% de logement sociaux / 52% de logements privés). C'est l'un des tous premiers projets avec des objectifs clairement affichés de « mixité sociale » même si le terme n'était pas encore utilisé à cette époque en France. Insistons sur la dimension politique du projet : l'équipe municipale ne cherchait pas seulement à mélanger les groupes sociaux mais également à transformer les rapports sociaux dans une visée socialiste.

Les architectes-urbanistes vont imaginer de nouveaux espaces pour favoriser la vie sociale lors des cheminements quotidiens des habitants. Cette attention aux cheminements du logement à l'école est l'une des caractéristiques architecturales de l'Arlequin<sup>36</sup>.

On accède aux logements de l'Arlequin par de longs couloirs communs appelés « coursives » qui distribuent plusieurs étages. Elles sont reliées entre elles, formant de véritables rues dans les immeubles<sup>37</sup>. Ces espaces intérieurs ont une fonction de seuil, de circulation, de transition entre la rue et le logement, et de terrain de rencontre. Ils sont conçus pour privilégier la création de nouveaux rapports sociaux et repousser les limites de l'habitation sur le palier. Elles seront parfois investies par les habitants pour créer un « salon d'étage », un lieu collectif où les enfants jouent, et où les voisins se fréquentent à l'occasion.

<sup>36</sup> LUCAN, J., *France Architecture 1965-1988*, Paris : Éditions du Moniteur, 1989

<sup>37</sup> FRAPPAT P., op.cit.



La galerie de l'Arlequin imaginée par Henri Ciriani

Crédit : SADI

Sous les immeubles, « la Galerie de l'Arlequin » traverse tous les bâtiments au niveau du sol, ou au premier niveau. Les dimensions de cette large rue intérieure sont impressionnantes : 1465 mètres linéaires ; 15 mètres de largeur, 6 mètres de hauteur. On accède aux bâtiments par des ascenseurs ou des escaliers qui donnent directement dans la galerie, ou par des mezzanines, qui créent un niveau supplémentaire. A l'ouest, la galerie est entourée par les réseaux techniques (voirie, silos, déchets...), tandis qu'à l'est, elle offre de généreux accès au parc. Cette idée de rue-galerie a été imaginée par l'équipe de l'AUA en s'inspirant des travaux de Kevin Lynch<sup>38</sup>, puis enrichie par le projet des équipements des « Commissions Villeneuve ». Le lien entre les logements et les écoles vise à créer une interférence entre organisations spatiales et objectifs « sociologiques ». Selon les architectes et paysagistes urbains de l'AUA, « sur ce lieu de passage protégé et animé, devront être concentrés les efforts d'aménagements qui font qu'une ville est autre chose qu'une juxtaposition d'immeubles : des ambiances urbaines seront créées à partir d'études concertées dans les domaines de la couleur, de la lumière, de l'acoustique, des arts plastiques, du mobilier urbain<sup>39</sup> ».

<sup>38</sup> LYNCH K., *L'image de la cité*, Paris : Dunod, 1969

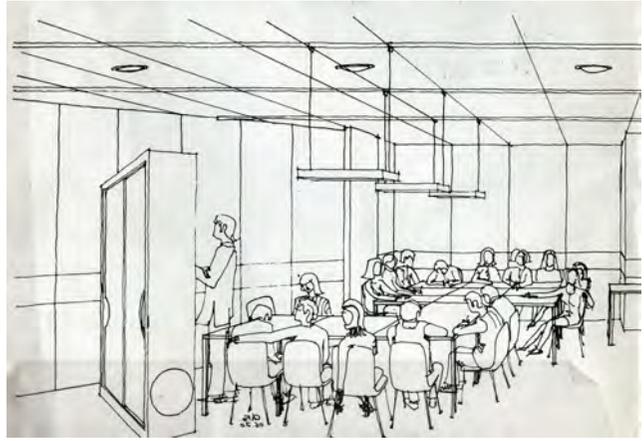
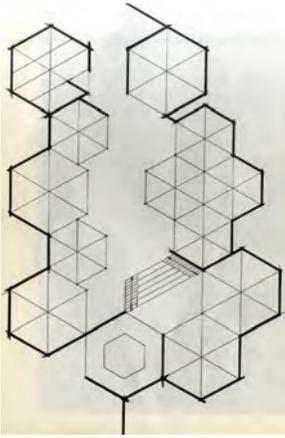
<sup>39</sup> AUA, *Les Quartiers : le point sur l'étude actuelle*, janvier 1970, p1, note dactyl. fonds Jean Tribel, Cité de l'architecture et du patrimoine, 404 IFA, cité par Sybille Le Vot in COHEN J-L., GROSSMAN V., *L'AUA une architecture de l'engagement, 1960-1985*, Éditions La Découverte, Paris, 2015

Principale contribution des « commissions Villeneuve », les équipements « intégrés » seront conçus pour servir de support à la transformation des rapports sociaux. Les concepteurs cherchent à éviter la ségrégation spatio-temporelle en créant des équipements qui accueillent dans le même temps plusieurs publics et de multiples fonctions. Des contacts sont établis avec un groupe de travail national qui deviendra une commission interministérielle en 1971 dont l'objectif est de réformer la notion d'équipement inspiré de l'expérience de Yerres. Offrir aux habitants, dès leur arrivée, un ensemble complet de services est souvent décrit comme l'une des utopies majeures de l'urbanisme des Trente Glorieuses<sup>40</sup>. Concrètement, les architectes-urbanistes créeront de très nombreux espaces pour la vie sociale : des « maisons des enfants », des commerces, des foyers, des gymnases, une piscine et le collège-maison de quartier ouvert sur la ville (aujourd'hui le Patio) avec ses multiples ramifications : un forum, une cantine, une salle de spectacle, un centre audiovisuel qui sera l'une des premières télévisions de quartier française reliée par câble aux logements. Ces équipements seront « greffés » à la galerie. Ils sont au cœur du projet d'intégration qui est le maître mot de Villeneuve selon Pierre Frappat<sup>41</sup>. Pour ne pas alourdir notre propos nous n'allons pas détailler toute la traduction spatiale des « équipements intégrés » mais seulement aborder l'un de ses aspects les plus significatifs : le projet pédagogique de Villeneuve.

Comme nous l'avons déjà évoqué, les « commissions Villeneuve » défendaient l'idée d'une « ouverture de l'école » pour rompre avec le processus de reproduction sociale et la ségrégation des espaces. Cette idée était polysémique. Les concepteurs interrogeront la séparation instaurée par les institutions scolaires dans la vie sociale et la ségrégation des publics. Ils remettront en question le découpage traditionnel maternelle-primaire et intégreront les activités éducatives

<sup>40</sup> VADERLORGE L., *Retour sur les villes nouvelles, une histoire urbaine du XX<sup>e</sup> siècle*, Créaphis Éditions, 2014

<sup>41</sup> FRAPPAT P., op.cit.



Plan et dessin d'une classe en alvéole de l'Arlequin

Crédit : Equipe pédagogique Villeneuve

extra-scolaires. Concrètement, les enfants sont rassemblés et mélangés dans des bâtiments ouverts sur la galerie de l'Arlequin ou le parc. Explorant les liens entre pédagogie et espace, les architectes de l'Arlequin aboliront la structure traditionnelle de la classe<sup>42</sup> et de « l'école-caserne ». Des espaces en alvéoles s'imbriquent les uns dans les autres, privilégiant des formes octogonales à la traditionnelle salle carrée, des petits espaces adaptés aux enfants, à leur taille, avec de nombreux recoins permettant d'échapper au regard permanent de l'adulte, jusqu'à des cours « sans barrières » ouvertes sur le parc. Ce n'est là qu'une partie du projet destiné aux enfants. Dans sa célèbre étude sur le sujet, Marie-José Chombart de Lauwe dira que « la cité pilote de la Villeneuve a tenté une intégration totale de l'enfance »<sup>43</sup> pour éviter l'exclusion des enfants dans la conception de la ville moderne.

Le projet politique de transformation sociale, porté par l'équipe Dubedout, se heurtera à plusieurs résistances de la part de groupes d'intérêt privés. Nous l'avons déjà vu, les promoteurs immobiliers se retireront du projet. D'autre part, l'office HLM de la ville, contrôlé alors par le milieu local du BTP, s'opposera à toute innovation architecturale afin d'amortir ses procédés de fabrication<sup>44</sup>. Pour terminer, le projet dépassera les plafonnements du financement du logement social, nécessitant de revoir certains procédés de conception. Le nombre d'ascenseurs sera réduit, et les grands appartements seront superposés dans les mêmes montées, en particulier au 50 galerie de l'Arlequin. Le très réaliste Jean Verlhac dira que « Villeneuve a été strictement limitée par les multiples contraintes du

<sup>42</sup> CHOMBART DE LAUWE M.-J., Un intérêt ambigu, des discours piégés, in *Dans la ville, des enfants. Les 6-14 ans et le pouvoir adulte : enjeux, discours, pratiques quotidiennes. Autrement n°10*, Paris, Le Seuil, 1977

<sup>43</sup> *ibid*

<sup>44</sup> SCHWARTZBROD JL, PARENT, JF, *op.cit.*



Le parc de Villeneuve vers 1976

*Crédit : M. Desjardins*

système (économiques, politiques et sociales), par les tutelles administratives, juridiques, financières et techniques<sup>45</sup> ». Pour autant, les architectes ont produit des logements de grande qualité, traversants, aux volumes et espaces généreux ; offrant de belles vues sur les massifs montagneux alentours, dans un cadre agréable grâce au parc de Michel Corajoud<sup>46</sup>. En quelques années, le paysage de la plaine sud de Grenoble a été bouleversé.

Tout au long des pages précédentes, nous avons esquissé les intentions de départ d'une municipalité exigeante et d'une équipe pluridisciplinaire visionnaire. « Avoir un projet social en même temps qu'un projet d'urbanisme, c'est déjà rentrer peu ou prou dans l'utopie » déclaraient certains membres de l'AUA<sup>47</sup> même si les membres de l'équipe municipale étaient conscients qu'il n'était pas possible de créer un îlot de socialisme dans une société capitaliste. Nous repérons là une tension du projet urbain qui sera souvent effacée par l'idée d'utopie reprise pour décrire un projet hors norme.

<sup>45</sup> Jean Verlhac, septembre 1980, source non identifiée

<sup>46</sup> Michel Corajoud (1937 – 2014), paysagiste français formé à l'École Nationale supérieure des Arts Décoratifs avant d'être diplômé par le Ministère de l'Agriculture. Il travaillera de 1966 à 1975 à l'AUA où il forme avec Henri Ciriani et Borja Huidobro une équipe de paysagistes urbains (CHH). Grand prix de l'urbanisme, c'est l'un des fondateurs du renouveau du paysage.

<sup>47</sup> SCHWARTZBROD JL, PARENT, JF, op.cit.

## Au-delà du récit de l'utopie

L'installation des premiers habitants se fait au printemps 1972 sous le regard de nombreux observateurs : journalistes, chercheurs, politiques... Dès les premières semaines, les médias consacrent plusieurs reportages pour décrire le nouveau quartier associé aux aspirations de Mai 68. Les journalistes sont à la recherche de l'utopie. Ils vont minutieusement décrire chaque espace : les logements, les galeries, les coursives, les équipements. Les articles et reportages audiovisuels contribueront à forger une représentation mythifiée du territoire<sup>48</sup>. Malgré leur désir de comprendre le projet de transformation sociale, les journalistes s'attacheront souvent à décrire ou filmer des individus ou des groupes qui adoptent, ou croient adopter, un nouveau mode de vie. Si les images correspondent aux aspirations de certains groupes sociaux, les reportages peinent à montrer la vie quotidienne du reste de la population. Les films participeront à créer une représentation mythifiée de Villeneuve et la notion d'utopie deviendra un miroir déformant du territoire. Pour décrire les premières années de Villeneuve, il nous paraît donc important de compléter le tableau par un aperçu des caractéristiques sociales de la population de l'Arlequin au cours des premières années. Commençons par analyser la stratification sociale de l'Arlequin, avant d'évoquer certains traits quotidiens filmés par Jean-Luc Godard à Villeneuve et l'importance de l'immigration dans le peuplement de l'Arlequin.

Dans le premier bilan réalisé en 1976, Jacques Joly affirme que l'Arlequin est peuplé de 8000 habitants. La structure sociale est alors plutôt marquée par la prépondérance des catégories moyennes et des cadres salariés. Les classes ouvrières ne représentent qu'un tiers des habitants. C'est dans la moyenne de la population de Grenoble mais très en deçà des quartiers ouvriers grenoblois du nord de la ville qui vont se gentrifier lors des décennies suivantes. Les médias ont aimé décrire des familles qui ont tout quitté pour participer au projet politique

<sup>48</sup> Voir par exemple : REGNIER M., *Grenoble-la Villeneuve : réinventer la ville*, Office National du Film du Canada, 1974, 116mn ; KNAPP Hubert, *L'Arlequin ou l'auberge espagnole*, TF1-Euroscop, 1979, 52mn, BRINGHIER J.-C., KNAPP H., MASSOT C., *Une raisonnable utopie ou l'expérience de Grenoble*, INA, 1973. Grâce à la télévision de quartier créée en 1973, il existe de très nombreuses images des premières années de Villeneuve aux Archives départementales de Grenoble dans l'attente d'être numérisées.

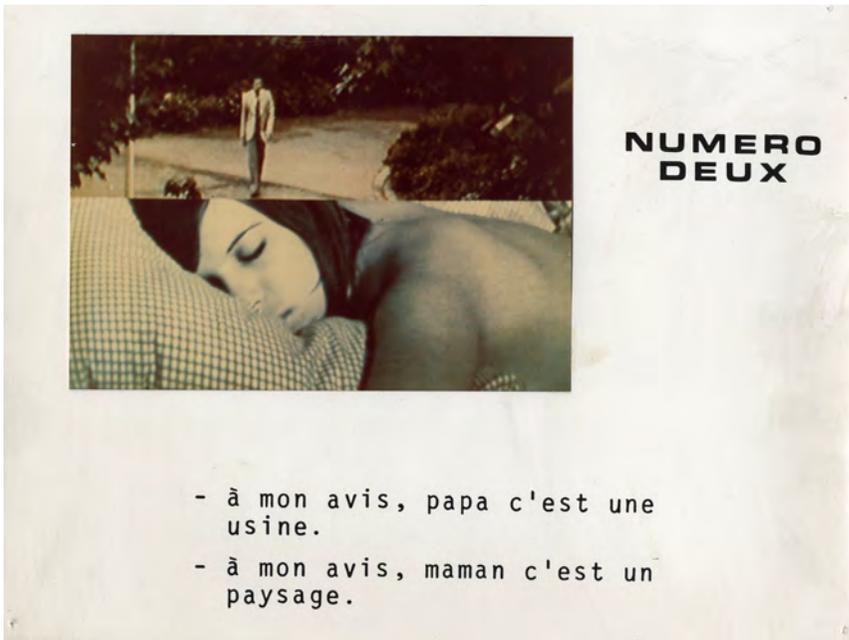
de Villeneuve. Mais le peuplement de Villeneuve n'a jamais été spontané : il est avant tout l'effet d'une stratification sociale produite par le pouvoir politique et administratif. La première estimation en besoin de logement date de 1965<sup>49</sup>. Il sera complété par des études prospectives qui s'avéreront fausses (selon ces études, l'agglomération de Grenoble atteindrait un million d'habitants à l'horizon des années 2000 !). Les pouvoirs publics et le contexte de production ont, en partie, déterminé la répartition de la population par classes sociales : 40% des logements sociaux ont été réservés par la ville, l'hôpital, les PTT... En clair, Villeneuve est le résultat d'un processus de production urbaine de l'État providence avant d'être une utopie socialiste ou communautaire...

Dans un autre registre, Jean-Luc Godard a réalisé un film, *Numéro deux*, dans un appartement de Villeneuve où il a habité quelques années de 1974 à 1978 pour travailler avec Beauviala. Il existait alors une dynamique inédite autour de la vidéo à Villeneuve : des militants réalisaient des programmes audiovisuels avec les habitants et les enfants qu'ils diffusaient sur la chaîne télévisée du quartier grâce à l'équipement par câble de tous les logements. En réalisant *Numéro deux*, Jean-Luc Godard affirmait : « il ne s'agit pas tellement de faire un film plutôt qu'un autre, mais de faire les films possibles là où l'on est. Pour savoir là où l'on est, il faut commencer par regarder autour de soi. Et l'on commence par voir des éléments de société, des femmes, des hommes, des enfants, du travail, de la cuisine, des vieux, de la solitude, tout cela à des cadences quotidiennes... ». Il décrit « la vie quotidienne d'une famille où se mélangent parents, grands-parents et enfants à l'image de notre « voisin de palier ».

Pour Céline Gailleur, « dans cette détresse du quotidien ne demeure plus que l'enfermement des corps, de l'espace et du temps qui affecte toute une classe sociale »<sup>50</sup>. Le film dresse une « chronique lucide, acide, et sensible à la fois, d'une famille (...) face à l'amour-sexe, la CGT, le lave-vaisselle, la télévision,

<sup>49</sup> SADI, *Étude de la demande de logement pour la ZUP de Grenoble-Echiroles*, 1966\_1975

<sup>50</sup> GAILLEUR C., *Disséquer la famille au scalpel des écrans vidéo*, *Ligne de fuite*, 2006, mis à jour 15 octobre 2015, [consulté le 12 Août 2015], Disponible sur [http://www.lignes-de-fuite.net/article.php?id\\_article=29](http://www.lignes-de-fuite.net/article.php?id_article=29)



Photogramme Numéro deux

Crédit : Jean-Luc Godard

l'information, le cinéma ».<sup>51</sup> Paradoxalement, si *Numéro deux* est une fiction où les personnages sont réduits à des archétypes<sup>52</sup>, il nous semble qu'il esquisse une réalité qui va au-delà de l'utopie de Villeneuve.

Enfin, il faut rappeler l'importance de l'immigration dans le peuplement de Villeneuve. A l'Arlequin, les familles immigrées ont été évaluées à 12% de la population initiale en 1976, habitant principalement les logements sociaux. Leurs enfants constituaient plus d'un tiers des enfants scolarisés dans les écoles expérimentales. Ils bénéficieront des équipements sociaux, éducatifs et culturels mais les familles ne vont pas massivement adhérer au projet politique ou pédagogique. Il y aura certes des expériences intéressantes, comme l'éphémère « commission formation », mais elles furent insuffisantes pour envisager une transformation des rapports sociaux. Rétrospectivement, on peut se demander si les méthodes de l'éducation populaire et les nouvelles pratiques socioculturelles n'étaient pas trop éloignées du champ d'expérience des familles immigrées. Néanmoins cet écart n'empêchait pas l'expression de solidarité notamment concernant les conditions de travail. Déjà, lors de la construction de Villeneuve, des militants s'étaient indignés que le chantier ait fait plusieurs morts et blessés parmi les travailleurs immigrés. Ce fait est rappelé par la fresque réalisée par l'architecte et peintre brésilien Sergio Ferro<sup>53</sup> située aujourd'hui sur la place du marché :

<sup>51</sup> *Numéro trois : Variations sur Numéro deux de Jean-Luc Godard*, coédition a.p.r.e.s éditions/Centre national des arts plastiques, livre + DVD avec des textes de Pascal Beausse, Nicole Brenez, Antoine Dufeu, Harun Farocki / Kaja Silverman, Eloy Fernández Porta, Carlos Losilla

<sup>52</sup> GAILLEURD C., op.cit.

<sup>53</sup> Sergio Ferro (1935 - ), peintre et architecte brésilien, engagé dans les mouvements libertaires et l'Aliança Libertadora Nacional (ALN) avant de s'exiler en France en 1972, où il obtiendra une chaire de professeur à l'école d'Architecture de Grenoble.



Fresque de Sergio Ferro sur la place du marché

Crédit : infovni.or

*« Large et symbolique évocation du sort des ouvriers immigrés qui ont travaillé très nombreux à la construction de Villeneuve, cette fresque sur le thème de la crucifixion fait couler du sang sur la toile »<sup>54</sup>.*

## Mesurer l'effet des expérimentations sociales

Encore aujourd'hui, l'idée d'utopie reste profondément ancrée dans la mémoire collective du territoire. C'est un récit fondateur du projet politique, social qui finit par se confondre avec l'histoire des premières années du territoire. S'il est important de le dépasser, ou a minima de le compléter, c'est qu'il est nécessaire de démystifier l'ambitieux projet de transformation sociale pour en tirer des enseignements pratiques.

C'est d'ailleurs ce que répétait le pédagogue Raymond Millot à ceux qui voulaient bien l'entendre : le projet pédagogique de l'Arlequin est moins une utopie qu'« *une recherche-action* » avec un double objectif : transformer la réalité et produire les connaissances concernant ces transformations<sup>55</sup>.

La question des rapports entre les classes sociales fait partie des questions centrales. C'était l'un des enjeux des expérimentations sociales qui tentaient de transformer la société « par le bas » plutôt que d'imposer un projet socialiste « d'en haut ». Mais pour le journaliste Pierre Clermont, Villeneuve est un projet porté par les classes moyennes et qui se serait fait au détriment des classes populaires<sup>56</sup>. Essayons de nuancer cette affirmation à partir de quelques observations qui ont été relevées sur le projet pédagogique, l'habitat ou les équipements

Il est vrai que le projet pédagogique a parfois été vécu comme une domination d'un groupe éclairé qui voulait imposer à l'ensemble des familles un nouveau mode d'éducation. Pourtant les intentions du projet pédagogique était d'un tout

<sup>54</sup> COLLECTIF, *Murs Peints dans la ville*, Grenoble : CRDP, 1989

<sup>55</sup> MILLOT R., *Recherche-Action, École ouverte. Recherche-action. Société éducatrice*, Brochure, AFL, 2013, 37p.

<sup>56</sup> CLERMONT P., *Le malaise de Villeneuve*, *Politique Hebdo*, n°161, 6-12, février 1975



La cour de l'école des Buttes à l'Arlequin

Crédit : Michel Desjardins

autre ordre. Raymond Millot défendait une « voie communautaire » : « il s'agit de « mobiliser la communauté pour qu'elle prenne la responsabilité d'élaborer et de mettre en œuvre son propre projet éducatif : celui qu'à un moment donné de son histoire elle estime le mieux adapté à ses besoins et aux moyens dont elle dispose ». Mais le plus souvent, ce sont les parents des classes sociales les plus favorisées qui se mobiliseront. De fait, le projet ne suscitera pas l'adhésion de toutes les familles : certains enfants iront jusqu'à déclarer publiquement « nous ne sommes pas des cobayes » pour remettre en cause l'idée de ce qui pouvait être vécu comme un laboratoire social. Malgré tout, il existait un véritable brassage social dans les écoles de Villeneuve qui a permis d'éviter la ségrégation scolaire sans pour autant éviter la reproduction des classes sociales.

D'autre part, les résultats de la cohabitation des classes sociales dans les immeubles ont été mitigés. Le sociologue Jean-Pierre Garnier a dénoncé l'échec de transformation des rapports sociaux au moyen du brassage des catégories sociales au sein des logements « qui ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà, à savoir que l'intensité des relations entre les habitants est fonction de l'homogénéité des catégories sociales et non de la densité des logements ou de leur panachage<sup>57</sup> ».

Enfin, les clivages de classe ont été aussi particulièrement forts dans les équipements intégrés. Jean Maglione<sup>58</sup> et Guy Saez ont perçu une contradiction fondamentale entre la vocation des équipements et leur origine. Les équipements sont des lieux pour les habitants qui visent la rencontre, la synthèse d'expériences et la mise en relation des groupes sociaux mais ils sont issus d'un appareil ad-

<sup>57</sup> GARNIER JP, GLODSCHIMDT, op.cit.

<sup>58</sup> MAGLIONE J. « la ségrégation, 1. le traitement institutionnel et spatial des exclus, 2. la ville de l'autre », UER urbanisation – aménagement, 1977

ministratif et normatif qui produit de la division dans le temps et l'espace. Les équipements auraient alors perpétué des dominations de classes malgré le projet d'émancipation.

Ces trois exemples semblent confirmer les propos de Pierre Clermont. Il faut néanmoins limiter son affirmation à la question (centrale) du pouvoir entre les classes sociales. En effet, au vu de la qualité de l'environnement urbain et des équipements, il nous semble abusif de dire que le projet s'est fait au détriment des classes populaires. Mais il est vrai qu'elles n'ont pas massivement adhéré au projet politique et pédagogique qui a parfois été vécu comme une domination des classes moyennes. Les expérimentations sociales ont pourtant créé un tissu socio-politique très dense et dynamique à Villeneuve qui perdure jusqu'à aujourd'hui. Elles ont certainement diffusé dans la population des capacités, des « apprentissages sociaux » enracinés dans l'expérience directe, résultats des effets positifs et négatifs produits par les actions<sup>59</sup>. Loin d'être utopiques, les expérimentations sociales ont sans doute permis à la population de faire face aux difficultés inhérentes de la vie collective qui n'allaient pas tarder à arriver.

## Interroger la disqualification de Villeneuve

*« Après l'agitation politique et culturelle des années soixante, qui pouvait encore apparaître comme un investissement de masse de la chose publique, une désaffection généralisée se déploie ostensiblement dans le social, avec pour corollaire le reflux des intérêts pour des préoccupations purement personnelles et ce, indépendamment de la crise économique<sup>60</sup> »*

En mai 1981, les habitants de l'Arlequin ont fêté la victoire de la gauche jusqu'au petit matin. Mais deux ans plus tard, le réveil fut brutal. C'est le début des années

<sup>59</sup> BANDURA A., L'apprentissage social, Bruxelles : Mardaga, 1980

<sup>60</sup> Le philosophe Gilles Lipovetsky a habité Villeneuve jusqu'au début des années 1980 citation tirée de LIPOVETSKY G., *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain*, Paris, Gallimard, 1983 ; rééd. 1989, « NRF Essais », 256 p.



Le lac de Villeneuve interdit à la baignade

Crédit : Le Postillon

d'hiver<sup>61</sup> (qui durent encore). Quelques semaines avant le tournant de la rigueur, le RPR Alain Carignon accède à la mairie de Grenoble lors de l'élection municipale de 1983. Il s'attaque immédiatement au symbole de l'héritage socialiste : la Villeneuve. La notion-clef pour qualifier cette époque est « la dégradation ». Dans le champ de la construction, cette idée correspond au processus normal de vieillissement d'un ensemble urbain. Elle est parfois liée à un déficit de gestion de certains problèmes sociaux. Dans le cas de Villeneuve, il faut ajouter une autre dimension qui dépasse l'état du bâti : c'est une transformation d'une image du territoire et des espoirs de transformation sociale.

A notre connaissance, l'idée de la dégradation de Villeneuve apparaît pour la première fois dans le diagnostic de Villeneuve réalisé en juin 1989 pour la mise en place d'un dispositif de développement social des quartiers (DSQ)<sup>62</sup>. Les auteurs évoquent une situation sociale difficile sans pour autant identifier les causes de la dégradation de Villeneuve. Les données de l'étude sont assez imprécises aboutissant à une représentation tronquée de la réalité sociale de Villeneuve. C'est un énième exemple où le choix d'un périmètre géographique limité alimente un processus de stigmatisation territoriale<sup>63</sup>. Le périmètre choisi se limite à l'Arlequin tandis que les données ne concernent que les logements sociaux. Cela permet à la municipalité de répondre aux critères définis par le CREDOC<sup>64</sup>. Les difficultés sociales de certains ménages sont abusivement généralisées à l'ensemble des habitants de Villeneuve. Le diagnostic laissera penser que la pau-

<sup>61</sup> GUATTARI F., *Les années d'hiver* (1980-1985), Les Prairies ordinaires, 2009

<sup>62</sup> MISSION VILLENEUVE, développement social du quartier Villeneuve, juin 1989

<sup>63</sup> DIKEC, Mustafa, *The badlands of the republic : space, politics and urban policy*, London : Blackwell Publishing, 2007

<sup>64</sup> CREDOC, DSQ : les sites concernés et leurs caractéristiques, avril 1988

périsation affectait toute la population, alors que dans le même temps, on constate une relative stabilité de la structure sociale dans les copropriétés. On est loin du prétendu exode des classes moyennes, même s'il y a eu modification de la structure sociale de Villeneuve induite par la construction du quartier des Baladins. De manière générale, les données chiffrées du diagnostic sont imprécises et le texte est formulé dans un lexique vague. Les auteurs font état de la « dégradation », de la « paupérisation » et de « l'enclavement » de Villeneuve. Quelles ont été les causes de la paupérisation des ménages du parc social ? Qui sont les responsables de la dégradation de Villeneuve ?

Au cours des années 80, Grenoble est devenue un petit laboratoire du néolibéralisme français. Alain Carignon était alors une figure montante de la droite française qui affirmait explicitement vouloir s'inspirer des politiques néolibérales de Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Pendant douze ans, il s'est attaqué aux services publics avant d'être entraîné dans des dérives mafieuses. Il privatisera plusieurs services urbains avant de mettre en place un système de prélèvement sur les marchés publics. La municipalité d'Alain Carignon a mené une politique urbaine d'orientation libérale marquant un coup d'arrêt à la construction de logements sociaux et une réduction drastique des budgets de gestion urbaine. Ses orientations étaient explicites : la construction des logements devenait avant tout l'affaire des promoteurs privés. Le principal bailleur social de la ville en sera fragilisé pour de nombreuses années. Les commissions d'attribution des logements sociaux font le choix de regrouper des familles vivant des difficultés sociales dans les immeubles de l'Arlequin. Un engrenage s'enclenche aboutissant au départ de certaines familles qui étaient pourtant impliquées dans la vie sociale et culturelle de Villeneuve.

La perception de Villeneuve commence alors à se transformer. La vitrine de l'urbanisme français des années 1970 n'échappe pas aux représentations sociales véhiculées par les médias dominants et les élites politiques sur la « banlieue ». On retrouve désormais les mots « dégradation », « paupérisation » et « enclavement » dans tous les documents publics ou les articles sur Villeneuve. Une terminologie qui est abondamment utilisée pour décrire les grands ensembles français. A partir de données de seconde main, les sociologues Didier Lapeyronnie et François Dubet affirment qu'après un âge d'or, Villeneuve s'est

lentement défaite pour devenir un quartier « difficile »<sup>65</sup>. Après chaque fait divers, les médias locaux et nationaux répètent en boucle que Villeneuve s'est dégradée. Il est rarement fait état des politiques néolibérales ou des conséquences du « tournant de la rigueur ». A partir de 1989, plusieurs quartiers d'habitat social de Grenoble seront marqués par une succession d'incidents<sup>66</sup>. A Villeneuve, la colère explose le 8 novembre 1990, suite à la mort par overdose d'un jeune habitant de Villeneuve, Mohamed M.<sup>67</sup> La presse locale affirme que le « climat est alourdi » et que la situation se dégrade. Dans *Le Monde*, le correspondant local, Claude Francillon, ira jusqu'à titrer : « *La Villeneuve n'est plus qu'un grand ensemble ghetto*<sup>68</sup> ».

Le développement social des quartiers (DSQ) est la réponse des autorités publiques à ces événements. Nous allons voir que ces interventions vont aboutir à une réhabilitation de Villeneuve. Elles ont certainement permis d'améliorer certains aspects du quotidien, mais les catégories d'action publique du DSQ ont également renforcé le processus de stigmatisation du territoire. Serge Paugam montre que la « disqualification sociale » est le produit d'une construction sociale, pointant du doigt la reconnaissance officielle, administrative et politique de la dégradation du bâti, du ciblage des populations en difficulté dans la perception négative d'un territoire :

*« La mauvaise renommée de la Cité repose, au moins en partie, sur des représentations collectives qui se sont formées à l'extérieur de cet espace résidentiel, et qui correspondent à une forme de connaissance sociale spontanée, généralisante et souvent superficielle de la réalité. Cette image négative a néanmoins pénétré dans la conscience sociale des habitants, lesquels ont tendance désormais à s'y conformer »<sup>69</sup>.*

<sup>65</sup> DUBET F., LAPEYRONNIE D., *Les quartiers d'exil*, Paris : Seuil, 1992.

<sup>66</sup> MORIN Y., Que faut-il faire des banlieues, *Les affiches de Grenoble*, 21 décembre 1990,

<sup>67</sup> KALOUAZ A., Les lascars de la Villeneuve, *Les Temps Modernes*, n° 545, Gallimard, 1992

<sup>68</sup> FRANCILLON C., La Villeneuve n'est plus qu'un grand ensemble ghetto, *Le Monde*, 16 novembre 1990

<sup>69</sup> PAUGAM S., *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991



Graffiti du crew TAS à l'Arlequin au milieu des années 90

Crédit : Droits réservés

De manière générale, la politique urbaine néolibérale de la municipalité d'Alain Carignon a eu des conséquences à long terme sur la fragmentation socio-spatiale de Grenoble. Elle a entraîné la gentrification des quartiers nord de Grenoble et une dégradation de la qualité de vie des quartiers sud. En 1989, le ministère de l'Équipement publie un audit qualifiant la gestion financière de l'office HLM d'« extrêmement préoccupante » qui sera immédiatement suivi d'un plan de redressement<sup>70</sup>. Alain Carignon tentera un habile tour de passe-passe qui justifie la dégradation par le caractère utopique du projet initial, fatalement voué à l'échec dans sa confrontation au réel. En réalité, il porte une grande responsabilité dans la situation dégradée. L'ampleur de la dérive mafieuse du pouvoir politique ne sera établie que dans les années 1990 : le maire sera condamné à 29 mois de prison pour abus de biens sociaux, corruption et subordination de témoins suite aux investigations de plusieurs citoyens écologistes.

## Le temps des réhabilitations

Le dispositif DSQ aboutit à la première réhabilitation de l'Arlequin qui date du début des années 90. Elle a été réalisée par François Naudin<sup>71</sup>, un architecte de l'atelier public municipal qui avait participé à la construction de Villeneuve avant d'y vivre de nombreuses années. Ses interventions visaient principalement la réparation des dégradations liées au « laisser faire » du premier mandat d'Alain Carignon. L'investissement était compris entre 30 000 et 50 000 Francs par logement, selon leur ancienneté ou certains problèmes spécifiques, pour réaliser les réparations indispensables, remplacer les fenêtres et améliorer les parties com-

<sup>70</sup> Ministère de l'Équipement, *Audit de l'OPALE*, 1989. Dans ce document le déséquilibre des actifs s'élève à 53 millions de francs en 1989

<sup>71</sup> NAUDIN François (1940-2008), architecte urbanisme, militant du logement social et technicien de la politique de la ville. Il crée et dirige une équipe de maîtrise d'œuvre publique au sein de la mairie de Grenoble. Il sera architecte d'opération sur le projet Villeneuve, puis habitant de l'Arlequin pendant plus de vingt ans avant de devenir le chef de projet de la réhabilitation menée dans les années 90.

munes. A ces travaux dans les immeubles se sont ajoutés des travaux de voirie, l'amélioration des voies piétonnes, des moyens supplémentaires pour l'accompagnement social, la mise en place d'une signalétique et des fresques réalisées par des jeunes artistes. Une halle (achetée à la ville de Rouen) est installée sur la place du marché.

Pendant ce temps, le sociologue Jean Maglione crée un (éphémère) « atelier d'architecture à Villeneuve » à destination des associations et des habitants. En effet, la présence de l'École d'Architecture à Villeneuve laissait entrevoir de possibles collaborations entre chercheurs et habitants. Jean Maglione portait un regard critique sur les opérations projetées à Villeneuve et parlait avec virulence de ce « *temps des réhabilitations* ». Selon lui, ce qu'on appelle la dégradation est d'abord « *un vieux rapport de forces qui s'est instauré entre les garants d'un ordre normatif [et les habitants] dans l'espace du logement social* » :

*« ce qu'il est essentiel de saisir c'est ce climat quasi passionnel et dramatique, ce moment où les dés de la décision vont être jetés à la faveur duquel le potentiel de l'urgence déployant son énergie irradie tout le champ temporel environnant. (...) C'est ce choc de l'urgence que reçoit l'usager de plein fouet et qui extorque à celui-ci le chèque en blanc de la délégation de pouvoir au profit de l'aménageur professionnel : de potentielle et virtuelle l'urgence chronométrique est devenue réalité vécue et intériorisée par l'usager : Alea Jacta est !<sup>72</sup> ».*

Contrairement au propos de Gilles Lipovetsky, les années 80 ne sont pas caractérisées par une « désaffection généralisée ». Une nouvelle génération de militants avait émergée après la « Marche de l'Égalité » arrivée à Villeneuve le 31 octobre 1983. A la fin de la décennie, des groupes de musique se sont politisés et des graffitis ont commencé à fleurir sur les murs de Villeneuve. En 1989, les habitants rendront un vibrant hommage au grand écrivain algérien Kateb Yacine qui avait

<sup>72</sup> MAGLIONE J., Jacques Dreyfus, *Cris et écrits de Jean Maglione : quartiers et cultures populaires face à la modernité et aux aménageurs*, Grenoble, PUG, 1994

passé les dernières années de sa vie à Grenoble<sup>73</sup> tandis que de jeunes habitants s'impliqueront dans les associations musulmanes. Tout au long de la décennie, les habitants et les associations ont fait entendre leurs voix. Ils se sont opposés avec vigueur à la désignation « DSQ » et au classement des écoles en « ZEP ». Ils ont dénoncé le remplacement des expérimentations sociales par des dispositifs de la politique de la ville considérés comme stigmatisants, ce qui semble confirmer les analyses de Serge Paugam. Les habitants se mobiliseront pour améliorer la gestion urbaine en créant une régie de quartier. Grâce à ce type de mobilisation, la tradition d'engagement politique s'est perpétuée.

Ainsi, les habitants ont résisté aux politiques libérales d'Alain Carignon en luttant contre la dégradation ou le démantèlement de l'équipement intégré. Tous ces conflits vont s'amplifier à la veille de l'élection municipale de 1995. Alain Carignon évoque pour la première fois un projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Il dénonce « l'enclavement » de Villeneuve mis en évidence par le diagnostic DSQ et justifie son projet par les études d'urbanisation des terrains industriels situés à proximité de l'Arlequin : Vigny-Musset. Ce projet de démolition provoque une onde de choc dans le milieu associatif et politique de Villeneuve. Il devient un sujet important de débat lors de l'élection municipale. Le candidat socialiste Michel Destot (un proche de Jean Verlhac, qui décéda la même année) mène une campagne contre la démolition. Une habitante du 50 galerie de l'Arlequin se souvient encore : « *mes parents et moi-même, ainsi que d'autres locataires, avons manifesté notre inquiétude et notre désir profond de rester dans notre immeuble, ensemble* ». Le candidat socialiste annonça clairement qu'une fois élu, il abandonnerait ce projet. Les habitants se sont mobilisés pour son élection, sans jamais imaginer que des années plus tard, il trahirait ses promesses.

<sup>73</sup> Kateb Yacine (1929- 1989) – Lorsqu'il était à Grenoble, Kateb Yacine venait souvent à Villeneuve où il entretenait des relations avec le Dr C. Lien. Au lendemain de sa mort, l'hommage qui rassemblera des personnes venues de toute la France et d'Algérie sera organisé à l'Espace 600. Aujourd'hui, la médiathèque de Grand Place porte son nom.

## Le retour de la gauche à Villeneuve

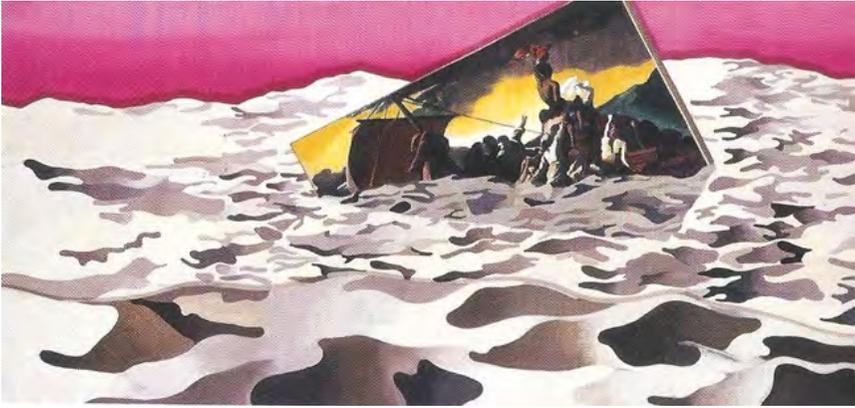
A Grenoble, la « gauche plurielle<sup>74</sup> » revient au pouvoir à la suite des élections municipales de 1995. Michel Destot confie le poste d'adjoint à la politique de la ville à Jean-Philippe Motte. C'est un habitant de Villeneuve apprécié pour son engagement inspiré du christianisme social. Il possède également une bonne connaissance des politiques urbaines et d'action sociale<sup>75</sup> pour avoir longtemps travaillé à l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG). A Villeneuve, les actions municipales se déclinent en trois points<sup>76</sup>. Premièrement, une nouvelle politique de gestion urbaine : après le nettoyage des coursives, la ville confie l'entretien de la galerie à la régie de quartier qui développe ses activités et crée un pôle médiation (correspondants de coursives et médiateurs de nuit). Deuxièmement, un investissement dans les services publics : l'équipement central est réhabilité (pour un montant de 11 millions de Francs) donnant de la visibilité aux équipements culturels (Espace 600 et centre audiovisuel). Enfin, la ville réaménage les espaces publics en créant une nouvelle entrée de quartier au 50 galerie de l'Arlequin et en réaménageant l'allée de la piscine qui relie l'Arlequin et les Baladins. Ces opérations ont toutes été très appréciées par la population.

Comment qualifier les premières années au pouvoir du rassemblement de gauche ? La vie quotidienne des habitants s'est sans doute améliorée grâce à une « bonne gestion » mais les priorités de la municipalité sont ailleurs : Grenoble est entrée dans une compétition internationale pour attirer des entreprises. La ville

<sup>74</sup> La coalition est composée des membres du Parti Socialiste, des Verts, du Parti Communiste Français et du mouvement politique « Go Citoyenneté ». Il est parfois évoqué que cette alliance a anticipé de quelques années la « gauche plurielle » du gouvernement Jospin.

<sup>75</sup> MOTTE J-P, *Politique et action sociale municipale, 1965-1983*, préface de Jean Verlhac, Grenoble : Siin, 1984, préfacé par Jean Verlhac

<sup>76</sup> Ville de Grenoble, *Requalification de la maison de quartier Villeneuve, 1997*



Une fresque des Malassis tirés des Onze variations sur le Radeau de la Méduse ou La Dérive de la société de consommation autrefois peinte sur l'équipement commercial, 1974  
Crédit : Musée de Grenoble cl. Jean-Luc Lacroix

poursuit la modernisation de son grand pôle de recherche publique et privée qui entraîne une importante spéculation immobilière et foncière qui se fera au détriment des classes populaires. Pour pallier les effets de cette « politique d'attractivité », la gauche plurielle maintient un taux assez élevé de création de logements sociaux, commence la réhabilitation de son parc de logement et imagine la création du premier éco-quartier de France. On constate alors un léger rattrapage des prix du logement dans les quartiers sud au début des années 2000 porté par la construction de Vigny Musset. L'édification de ce quartier, un anti-Arlequin conçu par les architectes locaux Pierre Granveaux et Loïzos Savva, entraîne une petite bulle immobilière. Il apparaît clairement que les socialistes grenoblois ne s'attaquent plus frontalement aux intérêts privés : la municipalité ira jusqu'à vendre l'équipement commercial de Grand Place à la multinationale Corio. Signe d'une époque, cette privatisation se réalise dans l'indifférence générale, malgré ses conséquences bien réelles, et les grandes fresques des Malassis qui critiquaient la société de consommation seront jetées dans une décharge<sup>77</sup>...

<sup>77</sup> CHAMBARLHAC V., LAVIN A., TILLIER B. (dir.), *Les Malassis, une coopérative de peintres toxiques (1968-1981)*, Montreuil : Éditions L'Echappée, 2014

<sup>78</sup> BIENFAIT H., *Villeneuve la trentaine : Paroles d'habitants*, Ed. Cnossos, 2003



La traditionnelle chorale des enfants sur la Place Rouge

Crédit : GO Citoyenneté

En 2003, le trentième anniversaire de Villeneuve est une grande réussite, avec sa traditionnelle chorale des enfants sur la place Rouge, un grand village associatif et ses concerts. La situation semble être apaisée comme en témoigne l'écrivain Hervé Bienfait qui consacre un ouvrage à cette célébration<sup>78</sup>.

Trois « alertes » vont néanmoins retenir l'attention des élus et des médias. Tout d'abord, trois écoles de Villeneuve vont fermer définitivement leurs portes dans la deuxième moitié des années 90. Les élus justifieront cette décision par l'évolution démographique mais cache un manque d'investissement dans l'infrastructure scolaire qui est de plus en plus obsolète. Deuxièmement, les données issues du recensement de 1999 mettent en évidence « la paupérisation des ménages locataires, le vieillissement et la diminution relative des classes moyennes ». Nous verrons que ces conclusions ont été hâtives. Enfin, les incendies du gymnase de la place des Géants et de l'école du Verderet au Village Olympique obligent le pouvoir municipal à réagir. Les élus se saisissent des événements pour annoncer un programme de « renouvellement urbain » pour Villeneuve intégré au nouveau schéma directeur pour les quartiers sud.



# INCOHÉRENCES DE LA RÉNOVATION URBAINE





Les Résidences 2000 à Villeneuve

Crédit : A-M Maur, AURG

Au début des années 2000, les autorités municipales perçoivent les quartiers sud comme une juxtaposition d'immeubles sans cohérence qui s'opposeraient aux formes immédiatement reconnaissables de la ville historique et des anciens quartiers industriels. Le quartier de l'Arlequin est considéré comme une forteresse figée, au cœur d'une métropole en pleine expansion, éclipant toute la diversité des formes urbaines de Villeneuve. Les autorités envisagent alors un vaste projet urbain dans les quartiers sud. Depuis plusieurs années, les techniciens sont préoccupés par l'épuisement des réserves foncières de la métropole de Grenoble. Ils définissent trois pôles de développement urbain : au sud, à l'est et à l'ouest. Cette stratégie urbaine s'inscrit dans une tentative de transformation de la technopole en métropole. Les élus de la « gauche plurielle » se disent toutefois préoccupés par l'aggravation de la fragmentation socio-spatiale qui n'est pourtant pas étrangère aux politiques économiques de spécialisation du territoire dans le secteur des nouvelles technologies. Ces orientations avaient très rapidement favorisé la gentrification des quartiers nord depuis le milieu des années 80. C'est dans ce contexte qu'émergent les réflexions sur le « renouvellement urbain » de Villeneuve et le schéma de « cohérence urbaine » avec un double objectif : poursuivre l'aménagement de la métropole en réduisant les inégalités.

Ces nouvelles politiques urbaines sont entachées d'un grand déficit démocratique. Malgré le retour de la gauche en 1995, les grandes orientations stratégiques métropolitaines ont été prises sans les habitants. Contrairement à d'autres métropoles européennes, Grenoble n'a jamais engagé de processus de planification urbaine stratégique et démocratique pour associer les habitants aux décisions qui les concernent afin de créer un consensus et une vision partagée. La mobilisation des acteurs s'est limitée à une offre de participation institutionnelle : les conseils de développement, les conseils consultatifs de secteurs ou quelques « focus-groupes ». La planification des quartiers sud était une occasion pour corriger le tir. Les habitants seront invités à une grande concertation en amont de l'élaboration d'un schéma directeur. Mais des conflits vont éclater au cours du

processus de planification. Le projet de restructuration du quartier de l'Arlequin entraînera une forte mobilisation des habitants. Nous allons revenir sur la démarche de planification pour comprendre ce qui s'est passé. Qu'est-ce qui a précisément provoqué la mobilisation ? Pourquoi les institutions n'ont-elles pas pris en compte les intérêts des habitants ? Quelles sont les contradictions que cela révèle ? Après une première présentation générale du processus de planification urbaine des quartiers sud, nous concentrerons notre étude sur le renouvellement urbain de Villeneuve et plus particulièrement sur l'opération la plus contestée : la démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Nous décrivons les conflits entre les autorités, l'assistance à maîtrise d'ouvrage et les habitants, amplifiés par le contexte particulièrement tendu de l'été 2010.

## Le processus de planification urbaine

Commençons par retracer la genèse du projet d'aménagement des quartiers sud. Au lendemain de sa première réélection en 2002, le maire de Grenoble, Michel Destot, attribue un budget d'un million d'euros à la mise en place d'un processus de planification urbaine qui va se dérouler en trois temps : la réalisation de diagnostics, l'organisation d'une grande consultation publique et des études urbaines pour définir un schéma directeur des quartiers sud.

Un premier diagnostic sur Villeneuve est rédigé par l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise (AURG) qui définit un large périmètre pour Villeneuve : tous les immeubles localisés autour du parc<sup>79</sup>. L'étude est réalisée à partir d'une batterie d'indicateurs statistiques. Elle montre très clairement la très grande diversité de catégories de logement à Villeneuve, avec des variations de prix très importantes et une diversité sociale notoire. L'étude est un panorama assez complet de l'équilibre de la structure sociale qui tranche avec l'idée qu'on se fait communément de Villeneuve. Et pourtant, elle conclut à une certaine « paupérisation

<sup>79</sup> Mises à part les copropriétés de « Jardins de la Bruyère » et « Grenoble Village » qui n'ont pu être intégrées à l'étude, à cause du découpage du recensement. Au total, c'est plus de 4200 logements qui sont recensés pour une population de 10 700 habitants (4640 habitants à l'Arlequin)

de l'Arlequin » un peu hâtivement<sup>80</sup>. Cette conclusion est immédiatement reprise par les élus pour affirmer qu'il faut absolument lutter contre la paupérisation et l'enclavement de l'Arlequin. Une seconde étude porte sur « l'ouverture » de Villeneuve<sup>81</sup>. C'est une commande passée à des étudiants de l'Institut d'Urbanisme de Grenoble par la mairie de Grenoble. Dans leurs travaux, les étudiants qualifieront souvent le quartier de « forteresse » conformément à la vision qu'ils pouvaient en avoir depuis leurs bâtiments de la Cité des territoires qui offre une vue saisissante sur la sinueuse galerie de l'Arlequin. Ces deux premières études sur Villeneuve témoignent d'une certaine persistance des catégories forgées dans les années 80 (paupérisation, enclavement...) qui seront les fondements du projet de rénovation urbaine. Il manque une recherche qualitative qui aurait permis de relever les intérêts des habitants et le potentiel du territoire pour construire le projet urbain. Les difficultés de gestion municipale sont passées sous silence : l'enchevêtrement complexe des logements dans les copropriétés mixtes, la gestion des parkings publics, le coût important des équipements ou du système de gestion des déchets. Ces éléments sont pourtant au cœur des enjeux des autorités publiques à Villeneuve.

En 2004, une grande consultation publique est organisée pour réfléchir à l'avenir des quartiers sud. C'est l'occasion pour les habitants de faire entendre leur point de vue. Le dispositif est confié à un cabinet privé, fondé par d'anciens journalistes de FR3 : André Campana et Jean-Charles Eleb. Ce bureau d'étude mêle des méthodes journalistiques à des techniques de sondage<sup>82</sup> pour établir les besoins de la population. Concrètement, l'agence interrogea une centaine de Grenoblois pour réaliser un film qui sera projeté lors d'une réunion publique rassemblant des

<sup>80</sup> Les données sont tirées d'une enquête limitée aux logements sociaux, issue d'un questionnaire des bailleurs sociaux et les taux de réponse ont été assez différents selon les immeubles, créant un biais statistique dans les résultats. De notre point de vue, les mesures de la pauvreté nécessitent, dans la mesure du possible, que les analyses statistiques soient complétées par une approche qualitative qui prenne en compte les trajectoires des individus et leurs perceptions de leur situation sociale.

<sup>81</sup> DUARTE P, SAUVAGE Y., SEIGNEURET N. (dir.) Comment créer les conditions d'un renouvellement urbain de la Villeneuve de Grenoble, travaux réalisés par les étudiants de la promotion 2001-2002 DESS Urbanisme et Aménagement et Duarte P, Seigneuret N. (dir.), Atelier Projet Urbain vers l'ouverture de la Villeneuve, travaux réalisés par les étudiants de la promotion 2002-2003 DESS Urbanisme et aménagement.

<sup>82</sup> Extraits des *Nouvelles de Grenoble* de juillet-août 2003

centaines de personnes. Les questions portaient principalement sur les perceptions de Villeneuve. Les habitants ont formulé 269 propositions sur la vie sociale, l'aménagement, l'urbanisme, les actions en direction des jeunes ou la sécurité. La municipalité prendra 74 engagements qui seront évalués annuellement par un observatoire.

Quels sont les résultats de cette démarche de participation ? L'opération a suscité un certain intérêt parmi les habitants de Villeneuve. Elle a sans aucun doute amélioré la gestion urbaine de proximité (propreté et petits travaux d'entretien...) grâce à une attention accrue des services municipaux sur des points précis. Mais les engagements de la municipalité ne tiendront pas durablement (par exemple l'agence immobilière<sup>83</sup>). Surtout, la démarche n'aura pas beaucoup d'effet sur le schéma directeur, ce qui montre les limites de la participation institutionnelle.

Les études urbaines ont été réalisées à partir de 2003 par l'architecte-urbaniste Yves Lion qui obtient la même année « l'Équerre d'Argent » pour la construction de l'ambassade de France à Beyrouth. Les élus ont choisi un architecte moderne de grand talent qui a toujours œuvré pour le logement social. Ce professionnel aguerri connaît bien l'architecture de la Villeneuve pour avoir déjà travaillé avec plusieurs membres de l'AUA avant leur dissolution dans les années 80. Pour les élus, le choix d'un grand nom de l'architecture témoigne de l'attention qu'ils portent au projet de restructuration de Villeneuve, qui doit participer à la stratégie de marketing territorial de Grenoble.

En avril 2004, l'architecte-urbaniste remet une première version de son étude intitulée « Grenoble Sud, étude pour la conception d'un projet de cohésion urbaine ». Dans l'introduction, il liste les 269 propositions des habitants. Cette précaution, qui vise à montrer que les souhaits des habitants ont été bien pris en compte, est un peu démagogique car ils ne se situent pas sur le même plan, ni à la même échelle ni dans les mêmes temporalités que les intentions des autorités. Au lieu d'expliquer les enjeux réels du schéma de cohérence, en explicitant les conflits potentiels entre des intérêts divergents, Yves Lion utilise des formules assez vagues :

<sup>83</sup> L'Agence immobilière sera fermée deux ans après son ouverture, balayée par la crise de 2007.



Le schéma de Cohérence Urbaine d'Yves Lion en 2004

Crédit : Yves Lion

*« La cohérence urbaine qui n'est pas considérée comme une recherche de l'harmonie invraisemblable dans notre société, mais plutôt dans la perspective de conforter des qualités existantes, tout en préparant l'avenir. Ces qualités reposent sur le site bien entendu, mais aussi sur cette façon presque désinvolte de disposer des édifices dans le secteur sud de la ville<sup>84</sup> »*

## Les grandes lignes du schéma directeur

Le schéma fixe trois grands principes directeurs : la création d'un nouveau quartier à Flaubert, la densification du cours de l'Europe et la restructuration de Villeneuve. Les deux premières orientations s'inscrivent dans la stratégie publique de valorisation foncière par les autorités grenobloises. La troisième est

<sup>84</sup> Lion Y, Grenoble Sud, *Étude urbaine pour la conception d'un projet de cohésion urbaine et la réalisation d'aménagement et de réhabilitation d'espaces publics*, juin 2004, p.5

une esquisse du projet de « renouvellement urbain » de l'Arlequin. La politique nationale de rénovation urbaine venait à peine d'être fixée par la loi Borloo qui instaurait la création de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU).

Yves Lion propose de redéfinir la trame urbaine des quartiers sud pour dégager de nouvelles opportunités foncières et réaliser un aménagement des espaces publics. Il répond à la fois aux intérêts des techniciens qui réfléchissent au développement urbain de la métropole et cherchent à améliorer le cadre de vie des habitants. L'architecte-urbaniste propose la notion de « confort urbain » comme un dénominateur commun à toutes les actions envisagées. L'aménagement des espaces publics devait servir de fil rouge entre les quartiers pour redimensionner les axes de circulation routière et supprimer les passerelles pour faire redescendre les piétons sur la « terre ferme, le sol commun ». Il est intéressant de remarquer que le Village Olympique n'est pas concerné par ces opérations car selon l'urbaniste « il résiste si bien au temps et nécessite seulement une extrême attention à l'entretien ». Pour Yves Lion, le véritable défi est de réussir à concilier les différentes temporalités :

*« la principale, et en fait seule vraie difficulté de l'étude, réside dans le calendrier qui fait coïncider les préoccupations immédiates de la vie quotidienne et les perspectives à long terme. C'est ce qui explique certaines difficultés dans le dialogue, avec les habitants de la Villeneuve, qui sont bien sûr fondés à raisonner en fonction d'un passé qui fût glorieux et à partir des inconvénients du présent<sup>85</sup> ».*

Il nous semble qu'Yves Lion réduit les intérêts des habitants en se limitant aux temporalités. Il passe sous silence l'enjeu politique de la rénovation urbaine de Villeneuve.

## Confrontation houleuse des perceptions de l'architecte, des institutions et des habitants

Si le dialogue entre les élus et les habitants était jusqu'alors paisible, le climat va brusquement changer en avril 2004 lors d'une réunion publique rassemblant 250 personnes au Centre Œcuménique Saint-Marc<sup>86</sup>. L'architecte-urbaniste Yves Lion y présente les grandes orientations de son schéma directeur devant une salle comble. Ni Flaubert, ni le cours de l'Europe n'intéressent véritablement le public. Le débat porte quasi exclusivement sur Villeneuve. L'architecte-urbaniste formule quelques-unes de ses propositions parmi lesquelles la démolition des parking-silos et le déplacement du marché. Elles suscitent immédiatement un tollé dans la salle : les habitants réalisent que les propositions du schéma ne prennent pas en compte leurs propositions issues de la concertation. La réunion se terminera dans un climat houleux.

Cette confrontation fut alors dramatisée par l'Hôtel de Ville d'un côté, et les habitants de l'autre qui se rencontreront sur la place du marché de l'Arlequin dans les semaines qui suivent. Un groupe se mobilisera « pour la sauvegarde de Villeneuve », quant à l'architecte-urbaniste, il ne révisera pas ses propositions. Il ne viendra pas à la réunion publique suivante, laissant le soin aux collaborateurs de son agence de « recoller les pots cassés ». En première ligne, les élus temporisent. Ils n'ont pas encore dévoilé le point le plus sensible : la démolition du 50 galerie de l'Arlequin. La municipalité verrouille l'information. Les documents sont diffusés « au compte-goutte » à un tout petit cercle de collaborateurs. Cette stratégie a un revers : le comité de pilotage de la rénovation urbaine s'isole et perd peu à peu le contact avec le terrain. Le débat n'est pas serein. Les professionnels s'expriment désormais à demi-mot, profèrent des demi-vérités, comme cette déclaration d'Yves Lion au lendemain de la réunion publique mouvementée : « *la question de la démolition de logement n'a pas été posée dans l'étude qui nous a été demandée. On a là du bâti qui peut durer un ou deux siècles* <sup>87</sup> ».

<sup>86</sup> PAULUS V., « Aménagement vifs échanges sur Grenoble Sud », *Le Dauphiné Libéré*, 4 avril 2004

<sup>87</sup> *Le Dauphiné Libéré*, 5 avril 2004, p7

Les habitants créent un premier collectif nommé « Avenir Quartier Sud ». Ils dénoncent ouvertement « le projet Lion » et le projet de démolition du 50 galerie Arlequin dont ils ont eu vent. Une pétition d'un millier de signatures est envoyée au conseil municipal d'octobre 2004. La municipalité réagit prudemment. Ni la démolition d'immeubles, ni le déplacement du marché et des commerces ne seront inscrits dans la délibération. C'est un retrait tactique : les élus morcellent le projet pour éviter une fronde globale. Ils demandent au même moment à l'architecte en chef de réaliser des études sectorielles sur l'Arlequin et les Baladins, et organiseront plus tard des ateliers de concertation dans quatre lieux : l'Arlequin nord, la Crique Centrale, la Place des Géants et la Crique sud.

C'est le point de départ de la mobilisation des habitants : le conflit à propos du schéma de cohérence urbaine en général et du « renouvellement urbain » de Villeneuve en particulier. Les habitants se sont mobilisés parce qu'ils étaient concernés par des projets qui impactaient directement leur habitat. Que pouvons-nous dire sur les caractéristiques des personnes mobilisées ? Il s'agissait principalement d'habitants de la classe moyenne vivant à Villeneuve depuis longtemps, impliqués dans la vie sociale, culturelle et politique des quartiers. Représentaient-ils tous les habitants ? Non, mais ils vivaient tous à Villeneuve. Est-ce qu'Yves Lion avait raison de considérer qu'ils étaient amenés à réfléchir en fonction d'un « *passé glorieux* » ? Ce n'est pas tout à fait exact. Si les habitants marquaient effectivement leur fidélité à l'histoire du quartier et son architecture, ils n'ont jamais cessé de participer activement aux tentatives de transformation sociale. Mais on ne peut résumer leur opposition à un attachement sentimental à l'architecture. Ils avaient pour la plupart une longue expérience de la pratique politique et du vivre ensemble. Leur opposition était argumentée : ils contestaient fortement les politiques qui visaient à résoudre les problèmes sociaux par des opérations d'urbanisme. Pour avoir vécu de très nombreuses années à l'Arlequin, certains habitants étaient fins connaisseurs de la dialectique entre le social et l'urbain logée au cœur du projet Villeneuve. De plus, il s'agissait de citoyens attachés à la démocratie. Ils étaient en colère car ils avaient l'impression de s'être fait « *roulés dans la farine* » par une grande opération de communication publique. Les élus et les techniciens avaient entamé leur confiance. Il ne restait plus qu'à enclencher un rapport de force qui durera plusieurs années et laissera de profondes traces dans le projet de rénovation urbaine.





Projets de restructuration de l'Arlequin, 2011

Crédit : Yves Lion

## 1. La restructuration des espaces publics

Les interventions sur l'espace public portent sur la partie ouest de l'Arlequin qui sert d'interface avec le reste de la ville. Yves Lion propose la création d'une « entrée nord » avec un aménagement de l'espace autour de l'arrêt de tram La Bruyère, la réalisation d'un grand espace public sur la crique centrale, qui nécessite la démolition des parking-silos, et une intervention sur la crique sud. Pour animer la nouvelle entrée, il propose d'y implanter le marché de l'Arlequin ainsi que la construction de plusieurs immeubles sur les îlots jouxtant l'entrée.

Ces projets suscitent une série de conflits avec les habitants. Premièrement, la première tranche d'aménagement de la crique sud est critiquée car elle entraînait la démolition de l'ancienne école de la Rampe, remplacée par une aire de jeux assez standard. Deuxièmement, le projet de démolition des silos a déclenché une mobilisation des propriétaires de garages qui obtiendront la reconstitution du nombre de places de parking avant l'opération de démolition. Il faudra alors envisager la construction d'un nouveau parking silo de plusieurs étages devant le 40 galerie de l'Arlequin. Ce parking a constitué la première réalisation de ce qui commence à être appelé « le projet Lion » et sa gestion sera confiée à la multinationale VINCI. Des graffitis fleurissent alors sur les murs de l'Arlequin posant la question suivante « à qui profite la rénovation urbaine ? ». Troisièmement, la municipalité voulait supprimer le système de traitement des déchets d'origine pour le remplacer par un système de bac enterré. Un groupe d'habitants s'oppose vivement à ce projet qui ouvrait l'accès du parc aux camions poubelles.



Projet de nouvelle entrée de l'Arlequin, 2011

Crédit : Yves Lion

Le projet d'aménagement des espaces publics ne suscita jamais l'adhésion entraînant un rejet « en bloc » du projet. Personne n'a vraiment bien compris quel était le sens des aménagements proposés. A l'exception du travail mené par Bazar Urbain, les études sectorielles n'avaient pas assez pris en compte l'usage de l'espace public par les habitants (hormis le garage de leur voiture). L'espace public était réduit à un lieu physique, à proximité des immeubles dont l'aménagement est déterminé par les normes incendie, le ramassage des déchets ou la « prévention situationnelle<sup>89</sup> ». La création du nouveau parking deviendra un symbole de l'absurdité du projet de rénovation urbaine, allant jusqu'à occulter les autres aspects de l'aménagement des espaces publics à proximité du Tram. Les positions intransigeantes des élus et de l'architecte en chef renforceront la perception d'un projet technocratique et descendant.

<sup>89</sup> La prévention situationnelle est un concept élaboré par des consultants en sécurité qui visent à faciliter le déploiement des forces de police dans les quartiers populaires en imposant certains critères dans l'aménagement des espaces publics.



La construction du nouveau parking à l'Arlequin

Crédit : C. Guiraudie

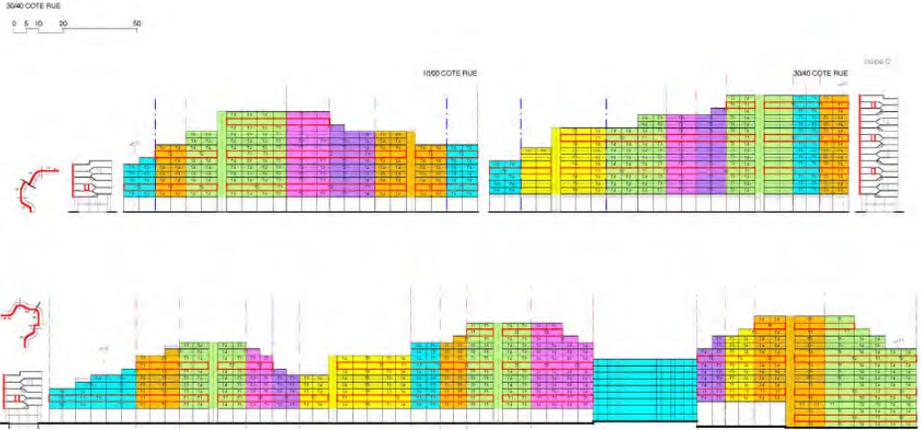
## 2. L'intervention sur le bâti

Le projet de rénovation urbaine voulait « rendre le bâti plus attractif : en l'adaptant aux modes de vie actuels, en assurant les conditions de sa pérennité, en remédiant aux principaux dysfonctionnements constatés, en changeant son image<sup>90</sup> ». Les interventions sur les bâtiments de l'Arlequin étaient techniquement difficiles, du fait des spécificités de cette architecture, socialement compliquées, à cause des éventuels relogements, et politiquement risquées, tant l'Arlequin était un symbole de l'histoire de la gauche grenobloise. Tout était délicat : l'ampleur de l'opération, la disproportion par rapport aux habituelles unités de gestion des bailleurs, les procédés constructifs, parmi lesquels les façades en « murs rideaux » ou les logements « dominos », et le processus de décision des travaux à cause de l'imbrication logements sociaux et logements privés. En réalité, les élus et les techniciens n'étaient pas prêts à mener ces opérations.

Au moment de la signature de la convention, les opérations concernant le bâti n'étaient pas encore définies. La seule grande orientation générale était la volonté de réduire « le nombre de logement sociaux de 70% à 50% sur le total de logement de l'Arlequin<sup>91</sup> ». Les études devaient se dérouler en trois phases : premièrement le choix de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour définir la mé-

<sup>90</sup> ANRU, ACTIS, SDH, Ville de Grenoble, *Convention de rénovation urbaine*, juillet 2008

<sup>91</sup> ANRU, ACTIS, SDH, Ville de Grenoble, *Convention de rénovation urbaine*, juillet 2008

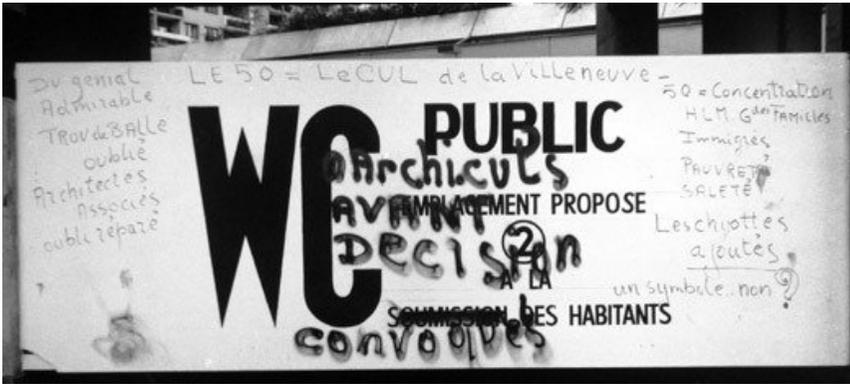


Plan de façade de la Galerie de l'Arlequin

Crédit : Interland

thode, deuxièmement des études pour définir le scénario d'évolution du bâti, et troisièmement une étude de maîtrise d'œuvre complémentaire pour engager une première phase de travaux.

Les architectes Lacaton et Vassal, Interland et Bazar Urbain obtiendront le premier marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Face à la complexité de l'opération, le choix portera sur une intervention limitée à une partie de l'Arlequin. Les premières opérations devront valider ou invalider les procédés de réhabilitation. La méthode avait de quoi plaire aux copropriétaires de l'Arlequin : une opération grandeur nature avant de décider la généralisation des opérations à leurs bâtiments. En réalité, certaines opérations avaient déjà été négociées avec l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). C'est au sein de cette arène qu'a probablement été envisagée la vente des logements sociaux du 10/20 galerie de l'Arlequin et la démolition d'une partie du 50 galerie de l'Arlequin. Comme nous le verrons dans le chapitre quatre, les opérations de réhabilitation se limiteront au 40 et à la seconde aile du 50 galerie de l'Arlequin non-démolie, soit moins de 10% de l'Arlequin.



Graffitis concernant l'implantation d'un WC public au 50 galerie de l'Arlequin

*Crédit : Archives municipales de Grenoble*

## La démolition contestée

Nous allons désormais aborder l'opération qui a suscité le plus de débat et d'opposition : la démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Si, jusqu'alors, les mobilisations des habitants avaient été assez fragmentées, le projet de démolition va cristalliser toutes les oppositions. Dans un premier temps, nous allons revenir précisément sur l'origine du projet de démolition. Puis nous porterons notre attention sur les arguments qui ont été échangés entre les habitants et les élus lors des réunions de concertation. Pour éviter une fronde générale, les élus avaient pris la précaution d'annoncer que la démolition n'était qu'une option qui serait validée ou non par les études de l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Nous analyserons donc les résultats de ces études qui provoqueront un conflit entre les élus et les techniciens. Enfin, nous évoquerons la création du collectif anti-démolition et le nouveau contexte lié aux événements de l'été 2010.

Commençons par rappeler les conditions initiales de production de cet immeuble. Pour répondre au programme initial et respecter le plafonnement imposé par les financements, les architectes avaient superposé les grands appartements dans certains immeubles. Une fois construits, les logements ont été attribués à des grandes familles, souvent immigrées, qui avaient besoin de grands logements. Rapidement après leur installation, les habitants du 50 galerie de l'Arlequin subiront une stigmatisation comme le dénoncent les graffitis que l'on peut lire sur cette photo prise dans les années 70<sup>92</sup>.

La perception négative de cet immeuble perdurera jusqu'au début des années 90. Des enfants de l'école expérimentale des Charmes iront jusqu'à enquêter sur les raisons de cette stigmatisation. Après avoir discuté avec les habitants du 50 galerie de l'Arlequin, ils concluront que si des personnes diffusent cette perception négative c'est qu'elles ne sont jamais allées à la rencontre des habitants. Belle leçon des enfants des écoles de Villeneuve.

<sup>92</sup> CUPERS K., *The social project : housing postwar France*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014

## Origine du projet de démolition

Le premier projet de démolition date du début des années 90 lors de la construction du quartier Vigny-Musset : des urbanistes avaient suggéré à la municipalité d'Alain Carignon de démolir le 50 galerie de l'Arlequin située dans le prolongement de la rue Alfred de Musset. L'objectif affiché était de rétablir des articulations avec l'Arlequin. Comme nous l'avons déjà vu, le projet fait débat durant l'élection municipale puis est enterré au lendemain de l'élection du socialiste Michel Destot. Après avoir été mis en sommeil, la perspective de la démolition du 50 galerie de l'Arlequin est réapparue dans le schéma de cohérence urbaine des quartiers sud réalisé par l'architecte-urbaniste Yves Lion en 2004. Il a entraîné un certain malaise au sein de l'équipe municipale. Le projet est écarté à l'automne 2004 suite à la mobilisation des habitants puis refait une nouvelle fois surface dans la convention de rénovation urbaine signée en 2008 officiellement comme une simple option. Inévitablement, la structure matérielle d'une ville est imprégnée de l'histoire de sa conception et de son édification, des formes urbaines, des modifications et des usages sociaux qui se sont déposés sur les lieux. Les gestes inaboutis des urbanistes laissent leur trace, telle une permanence ou une survivance, dans le territoire. Marcel Roncayolo s'interrogeait sur la nature de « cette complexité de relations qui existe entre les ébauches, les projets restés à l'état de papier ou ceux qui parviennent à l'état de réalisation<sup>93</sup> ». Ces projections avortées ont informé Villeneuve. La démolition a été imaginée par des urbanistes puis reprise par des élus locaux. Mais elle n'aurait certainement pas été possible sans le contexte favorable de la politique nationale de rénovation urbaine (PNRU). Longtemps, l'option de la démolition d'une partie des grands ensembles est restée un tabou en France avant de faire consensus parmi les élites politiques. Mais malgré l'imposante mécanique de l'ANRU, des collectifs d'habitants de toute la France se sont opposés aux démolitions. Regroupés dans la Coordination Anti-Démolition des Quartiers Populaires<sup>94</sup>, ils ont brisé l'apparent consensus politique.

<sup>93</sup> RONCAYOLO M., *Lectures de Villes : Formes et temps*, Marseille, Parenthèses, 2002

<sup>94</sup> Au niveau national, la coordination anti-démolition des quartiers populaires a dénoncé les opérations de démolition. Issue de la mobilisation de la Coudraie, à Poissy dans les Yvelines, et initialement centrée sur l'Île-de-France, elle s'est élargie à d'autres villes françaises avant de disparaître à cause de conflits internes. Voir : COLLECTIF, Manifeste de la coordination anti-démolitions des logements HLM, 2008, [consulté le 13 décembre 2015], Disponible sur <http://www.grentrification.europa-museum.org/spip.php?article49>

## Opposition entre les autorités et les habitants

Le projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin va susciter l'opposition des habitants. Au-delà des plus mobilisés, le sujet concerne désormais des familles et des réseaux de sociabilité qui ne sont pas formellement constitués en association. Un mécontentement se fait entendre dans la galerie de l'Arlequin, créant temporairement un nouveau rapport de force avec les autorités. Ces dernières cherchent à expliquer le projet par des arguments urbanistiques : ouvrir, articuler, intégrer, désenclaver... Ce leitmotiv de l'ouverture marquera l'opération de démolition sur toute sa durée au point qu'ouvrir devenait synonyme de démolir. Examinons à présent les trois types d'arguments répétés pendant plusieurs années :

- Ouvrir-démolir est une réponse à l'enclavement social car elle permet de réduire le nombre de logements sociaux pour créer de la « mixité sociale ».
- Ouvrir-démolir permet d'améliorer l'image de l'Arlequin en atténuant le caractère monumental de l'Arlequin qualifié de forteresse.
- Ouvrir-démolir vise à créer une nouvelle entrée sur le parc Jean Verlhac permettant de relier l'Arlequin à Vigny-Musset et Villeneuve au reste de la ville.

En clair, les autorités justifiaient leur opération par des arguments à trois dimensions : sociale, symbolique, et urbaine. La notion d'ouverture fonctionnait comme un dénominateur commun entre les autorités locales et les techniciens. Les élus ajoutaient souvent un quatrième argument « démolir pour l'argent<sup>95</sup> » pour bénéficier des fonds de l'ANRU. On remarquera que la stigmatisation des habitants de cet immeuble demeure implicite, pouvant être considérée comme un « inconscient » du projet de démolition. Les élus ne diront jamais clairement qu'il s'agissait d'un immeuble habité par des familles immigrées. En parlant d'ouverture et en passant sous silence les enjeux de peuplement, les élus et techniciens masquaient la violence symbolique de l'opération<sup>96</sup>.

<sup>95</sup> DUARTE P. (Dir), *Les démolitions dans les projets de renouvellement urbain, représentations légitimités et traductions*, L'Harmattan, 2010

<sup>96</sup> VESCHAMBRE V., *Traces et mémoires urbaines, Enjeux de la patrimonialisation et de la démolition*, PUR, 2008 et voir également PLASSARD F., MESNARD I., 2000 « Faut-il démolir les banlieues », *Géocarrefour*, n°75, p165-172

Abordons maintenant la démolition du point de vue des habitants. L'opération a impacté directement plusieurs dizaines de familles et le cadre de vie de plusieurs centaines de personnes. Pour les premiers concernés, il n'était pas évident de mettre des mots sur les émotions provoquées par la perspective d'une démolition. Les habitants s'exprimaient sur le sujet avant tout dans les cercles familiaux et communautaires, puis avec les voisins. Tous ces échanges ont laissé peu de traces mais ont abouti à une diversité de position. Voici quatre positions que nous avons pu relever :

- Favorable : des habitants sensibles aux arguments de la municipalité affirmaient qu'il y avait trop de logements sociaux à Villeneuve, créant un problème d'enclavement qui pouvait être résolu par la démolition.
- Intéressé : des habitants directement concernés par la démolition profitaient de l'opération pour envisager un déménagement. Les incidents de l'été 2010 renforcèrent cette position chez des habitants qui exprimaient un ras-le-bol.
- Résigné : des habitants opposés à la démolition de l'immeuble mais ne voulant pas se mobiliser, pensant que c'était inutile.
- Opposant : des habitants qui voulaient rester dans leur logement ou pensaient que les problèmes sociaux ne seraient pas résolus ainsi, ou qui étaient attachés au patrimoine.

Il existait donc une pluralité d'opinions sur la démolition. Tout l'enjeu pour la municipalité était de s'appuyer sur les deux premières positions pour légitimer leur opération. Quant aux habitants opposés à la démolition, leur objectif était de mobiliser les personnes résignées et convaincre les habitants favorables. Un rapport de force s'instaurera lorsque les opposants exposeront à leur tour leurs arguments contre la démolition :

- La démolition n'est pas justifiée car les logements sociaux sont de bonne qualité.
- L'équilibre général entre le nombre de logements sociaux et privés n'oblige pas à une démolition puisqu'il est toujours possible de changer l'affectation fonctionnelle de l'immeuble.
- La percée ne créera pas les effets d'ouverture escomptés en raison de la présence du 70 galerie de l'Arlequin.



Photomontage du 50 galerie de l'Arlequin après démolition, 2011

Crédit : Yves Lion

Chaque partie faisait valoir ses arguments lors des rares réunions de concertation. Mais les autorités avaient déjà fait leur choix. Lors d'une réunion publique, les techniciens présentèrent un photo-montage pour montrer l'effet visuel de la percée (prise) dans l'axe de l'avenue Alfred de Musset, censée créer une entrée sur le parc. Or, un immeuble situé à l'arrière-plan, le 70 galerie de l'Arlequin, avait été oublié dans la projection... Le dispositif était partial : la concertation n'était pas un lieu d'arbitrage entre différentes positions ni de délibération. Les habitants n'obtiendront jamais de véritables réponses à leurs arguments. Pour éviter que les choses ne s'enveniment, les élus diront qu'il fallait attendre les conclusions de l'assistance à maîtrise d'ouvrage avant toute décision finale.

## Il s'agit de ne jamais démolir

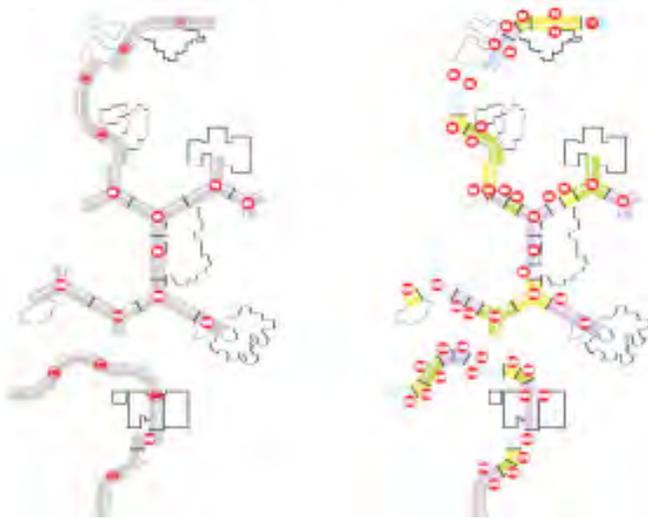
L'étude sur la restructuration de l'Arlequin a été confiée à un groupement réuni autour du cabinet Interland, et des architectes Lacaton et Vassal. Les élus n'avaient sans doute pas conscience que ce choix était de bonne augure pour les opposants à la démolition. En effet, Lacaton & Vassal font partie des rares architectes qui avaient publié un manifeste contre les démolitions dès 2004. Dans leur étude intitulée PLUS, ils ont déclaré : « *Il s'agit de ne jamais démolir, ne jamais retrancher ou remplacer, toujours ajouter, transformer et utiliser*<sup>97</sup> ».



Couverture de l'étude «PLUS »

Crédit : Gustavo Gili

<sup>97</sup> DRUOT F., LACATON A. & VASSAL J.P., *Plus, les grands ensembles de logements*, Barcelona, Gustavo Gili, 2007



Projet de segmentation de la galerie de l'Arlequin, 2010 Crédit : Interland, Lacaton et Vassal

Lacaton et Vassal proposaient une stratégie ambitieuse de réhabilitation des grands ensembles : axée sur l'économie comme un vecteur de qualité. Ils considéraient l'intérêt du réemploi, du recyclage architectural, pour que la préservation des structures existantes (sociales et constructives) donne une nouvelle dimension aux logements et aux espaces publics. Leur intervention visait à augmenter les surfaces des appartements, en créant des jardins d'hiver et légitimer des usages dans les espaces publics ou encore de générer de nouvelles filières de production... « *Il s'agit de faire plus en profitant de l'existant et en le transformant efficacement pour obtenir des qualités indéniables (espaces, balcons, transparence..). En partant d'un existant, on fait plus et mieux qu'en démolissant et reconstruisant aux normes actuelles* ».

Comme on pouvait s'y attendre, les conclusions des études seront contraires à certains objectifs initialement prévus par la rénovation urbaine. Selon Lacaton & Vassal, l'Arlequin a des qualités urbaines et architecturales fondamentales qui sont toujours valables. Ils prônent alors un maintien de la structure existante dans son intégrité : « *son caractère d'exception demeure. (...) Il s'agit de répondre localement à des éléments qui posent problème, d'ajouter, compléter, améliorer, pour lui donner une valeur optimale, sans massivement démolir, sans amputer. Ne pas démolir pour éviter de détruire le système urbain qui, globalement, reste une alternative valide à l'ère du développement durable. Réinterpréter, améliorer, corriger... Aussi, parce que chaque logement est précieux, comme chaque équipement. On peut toujours utiliser, ré-utiliser, re-cycler, re-programmer les activités ou de nouvelles fonctions et services*<sup>98</sup>. » Ils proposent alors

<sup>98</sup> INTERLAND, LACATON & VASSAL, BAZAR URBAIN, HTC, REMY CONSULTANT, RACINE, ER31, ALTO, LOUIS CHOLET, V.P.E, Arlequin Villeneuve Grenoble, Scénario global d'évolution, Document de synthèse, 2010

une nouvelle stratégie pour la restructuration de l'Arlequin : « *une intervention sur la totalité du parc de logements pour améliorer le confort des habitants et permettre une privatisation progressive et cadrée d'une partie des logements, le remplacement et l'ouverture des façades, prolongées d'un jardin d'hiver ou d'un balcon, le doublement du nombre de montées et d'ascenseurs, la création de zones de confort privées et transparentes autour des halls, le maintien, création et réaffectation d'équipements, la création de passages protégés vers le parc à partir de points particuliers (comme les arrêts de tram) et la construction de structures mixtes à proximité des logements, intégrant activités, équipements et commerces* ».

En définitive, le groupement réuni autour d'Interland et de Lacaton & Vassal annonce que les démolitions des immeubles (50 et 130), des parkings silos et des équipements sont incompatibles avec leur projet de réhabilitation : « *elle ne produira pas de changement d'image qualitatif, ne produira pas les effets d'entrée sur le parc (compte tenu des arrières plans bâtis et des pignons hauts et fermés créés par la démolition), elle sera coûteuse, et elle ralentira le début de la transformation, entraînant un chantier à fortes nuisances et une confusion pour les habitants*<sup>99</sup> ». Ces conclusions marqueront un tournant dans le projet de rénovation de Villeneuve. Pour la première fois, des professionnels s'expriment contre les propositions esquissées par Yves Lion dans son schéma directeur et rejoignent ainsi les habitants qui affirment que la démolition est inutile. Notons qu'ils ne portent pas un regard dépréciatif sur Villeneuve et ils esquissent ainsi un autre récit que l'échec de l'utopie nécessitant l'intervention des pouvoirs publics.

<sup>99</sup> INTERLAND, op.cit



CRIQUE CENTRALE EXISTANTE



PROJET : CRIQUE CENTRALE

Projet pour la crique centrale, 2010

Crédit : Interland, Lacaton et Vassal

L'alliance entre les habitants et l'assistance à maîtrise d'ouvrage aurait pu créer un rapport de force suffisant pour éviter la démolition. Mais l'étude est étouffée par le comité de pilotage de la rénovation urbaine. Quelques mois plus tard, le journal local critique « *Le Postillon* » et plusieurs sites internet d'information locale évoqueront des documents cachés<sup>100</sup> aux habitants. Elle ne sera jamais rendue publique tout au long du mandat de Michel Destot, malgré des recours administratifs. La municipalité préfère fouler au pied ses propres engagements plutôt que d'accepter le verdict des études qu'elle a elle-même commanditées. Preuve de sa mauvaise foi, l'équipe municipale annoncera a posteriori s'être sentie trahie par l'assistance à maîtrise d'ouvrage. L'élue en charge du dossier, Jean-Philippe Motte, accusera le groupement de « *malhonnêteté intellectuelle*<sup>101</sup> » alors qu'il avait lui-même considéré la démolition comme une simple option.

<sup>100</sup> Anonyme, A Propos d'un article paru dans Le Postillon et le Trait d'Union au sujet de la Villeneuve et de la démolition du 50 « l'étude cachée », Indymédia Grenoble, dimanche 19 juin 2011, [consulté le 15 décembre 2015], disponible: <http://grenoble.indymedia.org/2011-06-19-A-propos-d-un-article-paru-dans-le>

<sup>101</sup> MOTTE J-P., *Pour un renouveau de la Villeneuve*, Note de travail, mars 2014



Les incidents de l'été 2010 vu par le journal « Le Postillon »  
Crédit : Le Postillon

## L'épisode sécuritaire de l'été 2010

Des événements graves et tragiques viennent assombrir le tableau : une course poursuite entre la police et les braqueurs du casino d'Uriage se termine par la mort de Karim B. au pied de l'immeuble de ses parents : le 50 galerie de l'Arlequin. Alors que plusieurs individus se rassemblent autour du corps, la police disperse le groupe. Les soirées suivantes seront émaillées d'incidents, dont des tirs. Les autorités répliqueront par un déploiement d'un dispositif policier d'une envergure sans précédent. Des barrages de police seront implantés autour de Villeneuve, des hélicoptères voleront la nuit et les forces spéciales seront déployées pendant trois jours.

L'affaire déclenche un déferlement médiatique qui durera tout l'été. Pris dans l'urgence, les journalistes « embarqués » aux côtés des forces de police, donneront une vision partielle de la réalité sociale de Villeneuve, largement appuyée sur des représentations policières de la situation. Dès le lendemain, à Villeneuve, le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux déclarera vouloir « rétablir l'ordre public et l'autorité de l'État ». Dix jours plus tard,

le président Nicolas Sarkozy prononcera le « discours de Grenoble » à l'occasion de la prise de fonction du nouveau préfet de l'Isère. Il déclarera : « *nous subissons les conséquences de 50 années d'immigration insuffisamment régulée qui ont abouti à un échec de l'intégration* » et propose d'élargir les motifs de déchéance de nationalité. C'est un tournant sécuritaire en vue de l'élection présidentielle de 2012. Tout au long de l'été, des habitants se mobiliseront pour dénoncer une opération policière disproportionnée et des discours politiques inacceptables aboutissant à une stigmatisation des habitants de Villeneuve. (Ils dénonceront un discours sans mesure, ni retenue, attisant les haines et jouant sur les amalgames.) Une manifestation rassemblera plusieurs milliers de personnes le 5 septembre 2010 à la suite de l'appel citoyen de 50 organisations intitulé « face à la xénophobie et à la politique du pilori : liberté, égalité, fraternité ». Au cours de l'automne, les habitants créeront un collectif inter-associatif puis rédigeront un « livre blanc » après un événement intitulé « 4 heures pour la Villeneuve » s'inscrivant dans la tradition d'action politique face à la répression.

La révolte de l'été 2010 aura de très nombreuses répercussions à Villeneuve en général, et sur le projet de rénovation urbaine en particulier. Premièrement, les habitants prendront conscience que la rénovation urbaine est une politique menée par l'Etat. La démolition du 50 galerie de l'Arlequin deviendra un symbole de la répression. Elle sera perçue comme un moyen de faciliter l'intervention des forces de police. Le projet d'implanter un commissariat sous le parking silos et en face du futur équipement jeunesse sera perçu comme une confirmation de cette hypothèse. Certains groupes d'habitants se demanderont si la rénovation urbaine ne vise pas à renforcer les déploiements des forces de l'ordre pour éviter toute révolte. Deuxièmement, on constate une fragmentation du pouvoir municipal et une déstabilisation complète de son action publique à Villeneuve. Après son appel à organiser des assises sur la sécurité urbaine, le maire Michel Destot s'éloigne peu à peu des contingences locales. Il brillera par son absence durant toute la fin de son troisième mandat. Son premier adjoint à la sécurité et dauphin, Jérôme Safar, reprendra le dossier de la rénovation urbaine, remplaçant Jean-Philippe Motte qui abandonne son poste d'adjoint à la politique de la ville en plein mandat. Au lieu de jouer la carte de l'apaisement, Safar maintient le projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Il veut aller vite pour que les travaux aboutissent avant l'élection municipale de 2014. La municipalité rompt le



Des militants du collectif anti-démolition lors d'un conseil municipal

*Crédit : Droits réservés*

contrat avec Interland, et Lacaton et Vassal. Les élus confient l'assistance à maîtrise d'ouvrage à Yves Lion qui lance les études opérationnelles de démolition. Les bailleurs tentent d'accélérer les procédures de relogement pour les habitants de l'immeuble concerné, avec l'aide d'une association de locataires. Une charte de relogement est signée et un accompagnement social est mis en place. Mais le manque d'adhésion au projet de démolition est flagrant. L'ensemble du projet de rénovation urbaine est fragilisé. Face à l'entêtement de la municipalité, les colères et le ressentiment envers les autorités se développent et s'enracinent.

## La constitution du collectif anti-démolition

Une fois épuisés tous les recours possibles dans les dispositifs institutionnels de participation, des militants créent un collectif anti-démolition avec quelques habitants du 50, des voisins et des soutiens. Les habitants ont le sentiment de s'être exprimés pour rien mais ils ne se découragent pas. Le collectif rédige des lettres publiques, interpelle l'opinion, mène des campagnes d'affichage sur les panneaux de la galerie et fait signer des pétitions sur la place du marché... Le milieu politique de Villeneuve est bel et bien réveillé mais ne mobilise que des militants assez âgés.

Les mobilisations des habitants suscitent malgré tout des réactions au conseil municipal. Les élus municipaux de la gauche écologiste prennent position contre la rénovation urbaine en général, et contre la démolition en particulier. Pendant des mois, les conseils municipaux seront rythmés par le « dossier Villeneuve », qui fait l'objet de passes d'armes entre les différents courants de la gauche grenobloise. De plus en plus déconnectés de la réalité, les élus socialistes tardent à réagir. Ils peinent à sortir de leur position arc-boutée sur « l'ouverture de Villeneuve » alors



Des habitants impliqués dans une campagne pour la reconstruction de l'École des Buttes

Crédit : Le Monde

que les enjeux sont désormais d'un tout autre ordre. La crise économique de 2007, puis les événements de l'été 2010 ont complètement changé la donne, rendant caduque le schéma directeur défini une dizaine d'années plus tôt. Mais les élus maintiennent coûte que coûte le projet de rénovation urbaine. Percevant que leurs réponses ne sont pas suffisantes, ils élaborent un « projet d'action global » pour tenter de reconstruire un projet social et proposent la réalisation d'un sitcom « plus belle la Villeneuve » pour changer l'image des quartiers.

En septembre 2010, nous débutons notre expérimentation du *community organizing*. Après plusieurs mois d'immersion dans les quartiers populaires de l'agglomération, nous mettons en place des campagnes citoyennes pour l'ouverture des équipements culturels, pour la baisse des charges dans le logement social, pour la reconstruction d'une école (voir image ci-dessus). Grâce aux méthodes inspirées du sociologue Saul Alinsky, nous mobilisons des habitants au-delà des cercles de militants. A Villeneuve, nous ne participerons pas directement au collectif anti-démolition. Nous avons fait ce choix à partir des critères que nous avons définis pour le choix de nos campagnes. Ce devait être un sujet local, gagnable et rassembleur. Or, la démolition était liée à une politique nationale ; le rapport de force face à l'ANRU était défavorable et provoquait des divisions entre les habitants. Certes, les associations étaient majoritairement contre le projet mais, mis à part le collectif, elles n'étaient pas prêtes à agir en conséquence. L'union de quartier s'est contentée d'une opposition de principe tandis que la fédération de locataires, la CSF, historiquement implantée à Villeneuve, accepta la mission d'accompagnement des locataires concernés par le relogement. Les institutions auront de fait le champ libre pour mener à bien leur projet de démolition du 50 galerie de l'Arlequin.



Des habitants mobilisés dans le collectif anti-démolition

Crédit : Vivre à Villeneuve

« Ce qui se fait pour les habitants, sans les habitants, se fait le plus souvent contre eux »

Une petite lueur d'espoir émerge au printemps 2012, au lendemain de l'élection de François Hollande. Cécile Duflot est nommée ministre du Logement et de l'Égalité des territoires avec la tutelle de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU). Cette nomination suscite un certain intérêt à Grenoble en général et à la Villeneuve en particulier. Des habitants espèrent une inflexion de la rénovation urbaine. Lors de son investiture, la nouvelle ministre exprime sa volonté de remettre les habitants au cœur des projets de rénovation urbaine en adaptant un slogan attribué à Nelson Mandela : « ce qui se fait sans les habitants, pour les habitants, se fait le plus souvent contre eux ». Le collectif anti-démolition se saisit immédiatement du slogan pour remettre en cause le projet de rénovation urbaine. Les habitants écrivent une « lettre à la ministre ». L'interpellation est diffusée activement à travers les réseaux sociaux, et suscite localement le débat. Les autorités municipales dénoncent une opération politique<sup>102</sup>.

La « lettre à la ministre » suscita un regain d'intérêt pour la rénovation de Villeneuve et relança le collectif anti-démolition qui s'était réduit à quelques anciens militants. Lors de la fête de quartier de juin 2012, les habitants discutent de l'organisation d'un « atelier populaire d'urbanisme » (APU). Cette proposition inquiète l'équipe municipale car la ministre affirme apporter son soutien à cette initiative. Mais le rapport de force n'est pas suffisant pour éviter la démolition. Le pouvoir municipal se heurte encore à quelques résistances pour la

<sup>102</sup> Réponse de la ministre Cécile Duflot par l'intermédiaire de son directeur de cabinet lors d'échanges téléphoniques et par courriel. Nous rencontrerons ensuite la ministre lors d'une rencontre à l'occasion d'un passage à Grenoble avec les membres du collectif.



Démolition des premiers étages du 50 galerie de l'Arlequin

*Crédit : C. Guiraudie*

mise en œuvre opérationnelle des travaux de démolition du 50 galerie de l'Arlequin. Certains habitants refusent de partir et le collectif anti-démolition pose un dernier recours devant le tribunal administratif, qui sera rejeté au cours de l'automne 2012. Lorsque les premiers engins arriveront sur le site, les habitants demanderont encore un « moratoire »...

## Une démolition sans gloire

Plus de dix années se sont écoulées entre les premiers diagnostics du renouvellement urbain de Villeneuve et la démolition du 50 galerie de l'Arlequin. L'étude du déroulement du processus de concertation nous a montré le caractère peu démocratique de la planification urbaine des quartiers sud et du « renouvellement urbain » de Villeneuve. La concertation ne visait pas à délibérer entre plusieurs opinions mais à valider les choix des élus. Lorsqu'elles étaient interpellées, les autorités rétorquaient que les habitants mobilisés n'étaient pas représentatifs de la population sans répondre au débat de fond. Si notre engagement aux côtés des habitants va de soi, notre objectif n'était pas de réaliser un procès à charge des institutions. Il s'agissait avant tout de décrire le projet de rénovation urbaine

pour expliquer l'origine de la mobilisation des habitants qui a abouti à la création de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). Nous avons pourtant constaté que la planification du projet de rénovation urbaine était limitée et les institutions partiales.

D'une part, la planification urbaine était limitée à cause des diagnostics initiaux souvent réduits à une analyse statistique et des études urbaines trop réductrices, interprétées par les élus avec des catégories disqualifiantes héritées des années 80 : dégradation, paupérisation et enclavement. Le schéma directeur s'est limité à la définition d'un plan-masse, trop figé qui deviendra rapidement obsolète dans un contexte économique et politique en perpétuelle mutation. Le projet s'est heurté à l'épineuse question des échelles et des temporalités : les choix d'intervention étaient supposés d'intérêt métropolitain, avec des effets annoncés à long terme, sans réussir à répondre aux intérêts locaux plus immédiats et quotidiens.

D'autre part, les institutions démocratiques étaient partiales : elles n'ont pas joué leur rôle de négociation entre les différents intérêts qui s'opposaient. Paradoxalement, la participation institutionnelle n'a pas pris en compte les propositions des habitants mais a renforcé les choix des élus et des techniciens. Les habitants et les autorités ont confronté leurs arguments dans une arène sans processus de délibération. Il n'y a eu aucun arbitrage en faveur des habitants mobilisés et les autorités ont fait systématiquement obstruction à la diffusion des informations. Lorsque l'assistance à maîtrise d'ouvrage a statué sur l'inutilité de la démolition, elle a été congédiée et son étude enterrée.

C'est pour faire face à cette situation que les habitants ont créé des collectifs autonomes. Toutefois, leur mobilisation n'a pas été suffisante face à l'imposante mécanique imposée par les programmes de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). Le rapport de force leur était globalement défavorable et seule la convergence avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage aurait pu inverser le rapport de force. Du point de vue des travaux, la démolition du 50 galerie de l'Arlequin n'a pas été spectaculaire. L'immeuble fut grignoté progressivement, étage par étage. Si le « choc » a été ainsi évité, elle a laissé de profondes traces dans la réalité sociale notamment dans le rapport aux institutions. La démolition fut une « victoire à la Pyrrhus » pour les autorités. La multiplication des conflits a en-



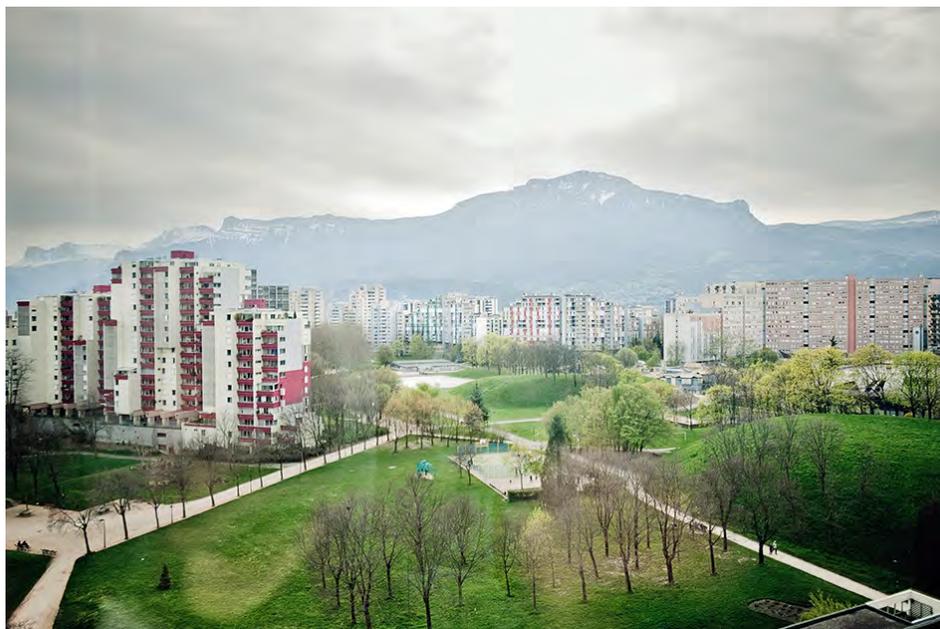
Des habitants se rassemblent en vue d'organiser un Atelier Populaire d'Urbanisme (APU)  
*Crédit : Vivre à Villeneuve*

traîné une fragmentation du projet urbain. L'incohérence du projet de rénovation urbaine n'a pas suscité l'adhésion de la population, comme en témoigne un petit événement organisé au cours de l'automne 2012 : les élus ont organisé une fête pour inaugurer le début des travaux de démolition du 50 galerie de l'Arlequin, qui a tourné au fiasco. Rien ne se passa comme prévu. Un malencontreux « hasard » empêcha techniquement la projection d'une scénographie urbaine dans la galerie de l'Arlequin. Quelques habitants prirent la parole et discutèrent des perspectives de la mobilisation, et accrochèrent une grande affiche qui appelait à l'organisation d'un « atelier populaire d'urbanisme » qui sera le sujet de nos prochains chapitres.



# NOS PRATIQUES QUOTIDIENNES





Villeneuve

Crédit : Julien Mignot pour Télérama

*Il faut revenir à la pratique,  
lieu de la dialectique de  
l'opus operatum et du modus  
operandi<sup>103</sup>*

Malgré l'échec de la lutte contre la démolition du 50 galerie de l'Arlequin, les habitants mobilisés ne se sont pas résignés. Au contraire, ils voulaient créer un nouvel espace autonome de participation, l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) et lanceront un appel pour que des professionnels les rejoignent. Cette alliance entre habitants et techniciens visait à transformer l'organisation du pouvoir au sein du dispositif de rénovation urbaine. Plusieurs groupes répondront favorablement à cette demande des habitants, parmi lesquels notre équipe Planning qui sera finalement chargée de la mise en œuvre de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). Auparavant impliqués dans l'expérimentation du *community organizing*<sup>104</sup>, nous voulions renouveler nos méthodes au-delà du « pouvoir d'agir » en interrogeant le mode de production des « savoirs » dans le champ de l'urbanisme. Inspirés des théories de *l'advocacy planning* de Paul Davidoff, nous avons commencé à appréhender le territoire « par les bas » avant d'afficher un positionnement clair aux côtés des habitants avec la perspective de produire ensemble un plaidoyer pour Villeneuve. Ce chapitre est entièrement consacré à la description de nos pratiques quotidiennes dans le territoire que nous avons appelé l'immersion. Il ne s'agit ni d'un mode d'emploi ni d'un diagnostic complet mais seulement d'un

<sup>103</sup> BOURDIEU P., op.cit.

<sup>104</sup> ECHO, *Expérimentation des méthodes du community organizing septembre 2010-décembre 2012*, Grenoble, 2012

aperçu de notre démarche qui visait à connaître un territoire en nous situant dans un rapport pratique au monde sans prétendre englober tous les points de vue.

## La création de l'équipe Planning

Commençons par décrire rapidement qui nous sommes. Comme nous venons de l'évoquer, notre groupe est issu de l'expérimentation du *community organizing* menée entre septembre 2010 et décembre 2012 à Grenoble. Inspirés par les méthodes du sociologue de Chicago Saul Alinsky, nous avons été trois organisateurs à arpenter les quartiers populaires de l'agglomération grenobloise pour identifier des leaders sociaux. Notre objectif était de créer la première *community organization* française : l'Alliance Citoyenne de Grenoble<sup>105</sup>. C'est dans ce cadre que David Gabriel, chargé du secteur Villeneuve, rencontrera les habitants qui luttent contre la rénovation urbaine. Il fondera ensuite Planning avec le géographe Sébastien Breynat et l'architecte Morgane Cohen pour l'animation stratégique de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU).

A partir de quel point de vue parlons-nous ? Notre profil sociologique est celui de jeunes militants d'une trentaine d'années, issus de la classe moyenne, de gauche, implantée dans la région grenobloise. Nous avons été sensibilisés aux questions urbaines à la suite d'expériences dans les mouvements sociaux ou lors de nos formations universitaires. Nous avons chacun nos parcours spécifiques. David Gabriel a fondé le collectif altermondialiste *La Rage du Peuple* dans le quartier de Noailles à Marseille. Il s'est impliqué dans plusieurs mouvements d'habitants qui luttent contre le projet Euroméditerranée. Il rejoindra ensuite le Centre pour l'Innovation Sociale (Nova) de Barcelone, avant de devenir responsable du pôle urbain de l'Association Internationale de Techniciens Experts et Chercheurs (AITEC) à Paris. Son intérêt pour la sociologie de Chicago l'amènera à expérimenter les méthodes de Saul Alinsky. Quelques années plus tôt, il avait rencontré le jeune géographe Sébastien Breynat à l'occasion d'une présentation du mouvement social urbain argentin

<sup>105</sup> Voir le site internet : <http://www.alliancecitoyenne-38.fr>

*Giros*. Oscillant entre la musique et la géographie, Sébastien Breynat s'est formé à l'Institut de Géographie Alpine (IGA) avant de rejoindre *Giros*. Ils seront rejoints par Morgane Cohen formée à l'École d'architecture de Grenoble et de Paris-La Villette qui s'installera à Villeneuve pour plusieurs années.

Nous allons désormais présenter notre immersion à Villeneuve. C'est une démarche lente et progressive qui vise à saisir le cours routinier des choses et connaître le territoire en profondeur. Devant les difficultés à transposer par l'écriture une expérience qui a engagé nos « êtres tout entier », c'est-à-dire pas seulement nos raisons mais également nos corps et nos émotions, nous avons découpé notre récit en plusieurs étapes. Mais cette organisation du texte ne peut résumer notre pratique qui est, par définition, discontinue, émaillée de tâtonnements, de doutes et d'aller-retours parfois contradictoires.

## Traversées de la Villeneuve

Nos premières perceptions de Villeneuve sont issues de nos cheminements. Dans les pas de Jean-François Augoyard<sup>106</sup>, nous avons déambulé dans les galeries, découvert les passages, monté sur les rampes, les mezzanines, les entrées d'immeubles, les coursives et les étroites sorties de secours. Nous avons arpenté de long en large la galerie de l'Arlequin et ses chemins piétons jalonnée de petits recoins, d'escaliers et de passerelles pour saisir l'importance des seuils, entre le logement et la rue, comme une connexion d'une possibilité à une autre. C'est une architecture où l'on s'attarde à la manière

Les cheminements de la galerie de l'Arlequin *Crédit : Julien Mignot pour Télérama*



<sup>106</sup> Au milieu des années 70, Jean-François Augoyard va réaliser sa thèse à la Villeneuve de Grenoble qui sera publiée dans un ouvrage fondateur voir AUGOYARD J-F., *Pas à pas. Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Ed. Du Seuil, coll. Espacements, 1979, 190p.

de celle imaginée par Aldo Van Eyck<sup>107</sup>. Nous avons traversé le parc Jean Verlhac pour grimper sur les buttes, suivre les allées, se balader autour du lac, découvrir les écoles et explorer les chemins buissonniers des enfants.

Nous avons traversé les lieux en repérant les temporalités des habitants. Lorsque l'espace public se vidait, nous sommes rentrés dans les immeubles où nous avons poussé les portes des équipements publics, pour accéder aux espaces intérieurs. Nous avons découvert les lieux physiques des expérimentations sociales de l'Arlequin. Gaston Bachelard ne disait-il pas que l'espace tient du temps comprimé et qu'il sert à cela ? Les équipements de l'Arlequin sont des lieux polyvalents et ambivalents. Ils accueillent une multitude de pratiques sociales alors que les autorités municipales distillent des discours, des normes, des règlements, et des dispositifs<sup>108</sup>. Le week-end, les lieux apparaissent sous un autre jour : « *on découvre que la salle de réunion est utilisée comme lieu de prière ou accueille des palabres politiques des diasporas*<sup>109</sup> ».

Au bout de quelque temps, notre présence s'est faite plus statique. Nous nous sommes assis aux tables des cafés, sur les bancs ou murets, dans les salles d'attente, aux arrêts de tram, sur la pelouse du parc, adossés à des murs ou aux statues des Géants<sup>110</sup>. Nous restions dans l'expectative, cette attente prudente qui consiste à ne pas prendre parti avant que quelque chose ne se présente. Présence discrète qui devient habituelle, être là, tout simplement là au quotidien. Attendre pour saisir ce qui se passe sur un territoire : voir les événements arriver, observer les scènes de la vie quotidienne. On s'est ainsi forgé un regard singulier sur Villeneuve en étant totalement disponibles aux imprévus. Au début, on ne voyait rien (ou trop) mais peu à peu nos regards se sont affinés.

<sup>107</sup> MCKENZIE W., *New Babylon ou le monde des communs*, *Multitudes*, 2010/2, n°41, pages 114 à 15. DOI 10.3917/mult.041.0114

<sup>108</sup> « Le jeu de Michel Foucault », (entretien avec D.Colas, A. Grosrichard, G. Le Gaufey, J. Livi, G. Miller, J.-A. Millot, C. Millot, G. Wajeman), *Ornicar ?*, *Bulletin Périodique du champ freudien*, n°10, juillet 1977, pp.62-93

<sup>109</sup> PLANNING, carnet de bord d'un organisateur, 2012

<sup>110</sup> Les géants sont des grandes sculptures urbaines réalisées par K. Schultze, situés sur la Place des Géants.



Une montée d'immeubles de la galerie de l'Arlequin

Crédit : Planning

Les lieux nous sont devenus familiers, adoptant certains trajets sans nous en rendre compte. Une perception souple et élastique du temps s'est instaurée, durablement. Nous avons commencé à percevoir certaines particularités du territoire, des petits riens qui nous avaient échappé lors de nos premières marches hâtives. Ce sont ces petits fragments qui constituent la ville : cet « ensemble bariolé » disait Park<sup>111</sup>. Nous avons senti les irrégularités, découvert les passages non balisés, les aspérités jusqu'à se laisser surprendre par des imprévus survenus derrière un pilier de la galerie de l'Arlequin, jusqu'à déceler les graffitis presque effacés, les fresques de peintures écaillées, les polychromes encore visibles sous une épaisse couche de crasse. Nous nous sommes assis sur les plots (rugueux) de béton abandonnés sur les buttes, les murets (polis) où vieillissent les anciens, les bancs de béton intégrés à la galerie avant qu'ils ne soient supprimés<sup>112</sup>.

Nous avons découvert ce qui se tramait dans des espaces d'apparence abandonnés. Certaines traces témoignant des usages singuliers comme ces mégots écrasés, ces arbres patinés par le jeu des enfants (voir photo page suivante) ou le bois polis par les soirées d'hiver des jeunes « squattant » les mezzanines. Les marques physiques fournissent des indices pour notre action future.

<sup>111</sup> GRAFMEYER Y., JOSEPH I., (éd.), *L'école de Chicago – naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 1990

<sup>112</sup> Des bancs étaient intégrés à la galerie de l'Arlequin avant d'être supprimés par les autorités pour améliorer le nettoyage et lutter contre le trafic de drogue. Cette suppression a provoqué la colère de plusieurs groupes de jeunes qui nous interpellèrent. Voir DIJKEMA C, DAVID GABRIEL, KOOP K. *Entre les tours, renforcer les liens entre les universités et Villeneuve*, 2015



Des arbres qui portent la trace du jeu des enfants

Crédit : C. Guiraudie

Dans un texte écrit en 1980, Michel Corajoud disait qu'il regrettait que les inscriptions au sol aient été effacées lors de la réalisation du parc urbain de Villeneuve : « *ce terrain avait une histoire dont il portait les indices visibles (...) et je dois reconnaître que mon projet a largement contribué à l'effacement de ce réseau de signe. Je sais donc aujourd'hui, que j'ai trahi la notion que je prétendais défendre, celle de l'antériorité du site, de la contingence et de la circonstance*<sup>113</sup>. » Il est aujourd'hui important de ne pas reproduire les mêmes erreurs.

Connaître est un acte qui met en jeu le corps, « l'être tout entier » disait Paul Claudel. Nos mains ont effleuré les plis et replis de Villeneuve jusqu'à esquisser un réseau de signes. Cette connaissance topologique ne se superpose pas aux lignes géométriques des cartes. Nous nous sommes plongés dans les espaces profondément modernes de Villeneuve avec son épaisseur, ses cadres, ses coupes, ses discontinuités, sa démesure et ses défauts. Assis sur des troncs d'arbres appréciés des adolescents dans le dernier terrain vague, nous avons compris les paroles d'enfant relevées par l'équipe de Marie-José Chombard de Lauwe<sup>114</sup> :

<sup>113</sup> CORAJOUD M., *A propos du parc de la Villeneuve de Grenoble*, 1980, Site anonyme, lundi 12 juin 2006, [consulté le 18 décembre 2015], disponible: <http://corajoudmichel.nerim.net/10-textes/01a-a-propos-du-parc-de-gr.htm>

<sup>114</sup> CHOMBART DE LAUWE M-J., op.cit.



Panneaux d'affichages de la galerie de l'Arlequin

Crédit : Christine Moncla,  
pour France Culture

*« J'aime pas tellement bien un espace dessiné : le petit truc, tu sais, le petit rond de sable. Moi, j'aime mieux par exemple, à la nature, c'est tout éparpillé, on sait pas à tel endroit ce qu'il y a ...tandis que là, c'est dessiné dessus <sup>115</sup> ». Ou ceux de cet autre enfant : « Personne n'y va parce qu'il y a des orties. Il y avait une vigne qu'on cultivait. Ils sont en train de la raser pour en faire des parkings <sup>116</sup> ».*

Nous avons découvert toutes sortes de structures qui cohabitent dans la zone économique des Peupliers : des commerces, des associations, une salle de sport, une mosquée, un théâtre, un atelier de menuiserie... Puis, les grands équipements publics comme le parc des expositions, la patinoire, la médiathèque et les maisons des habitants... Nous sommes rentrés spontanément dans les immeubles de bureaux, parfois vides, afin de nous rendre compte de ce que signifie le démantèlement des services de l'État à cause de l'austérité liée à la crise économique. Chaque jour, nous jetions un coup d'œil sur les affiches collées sur les trente-quatre panneaux de la galerie de l'Arlequin qui donnent à voir les luttes des mouvements sociaux ou les événements passés ou futurs. Les semaines ont défilé et ces tableaux devenaient notre littérature fragmentée. Une sorte d'actualisation permanente du mural d'affiches d'Ernest Pignon Ernest sur la Bourse du Travail de Villeneuve qui retrace l'histoire du mouvement social grenoblois<sup>117</sup>.

<sup>115</sup> PERROT M., Les chemins « buissonniers »...et balisés de la Villeneuve, in Dans la ville, des enfants. Les 6-14 ans et le pouvoir adulte : enjeux, discours, pratiques quotidiennes. *Autrement n°10*, Paris, Le Seuil, 1977

<sup>116</sup> *ibid*

<sup>117</sup> Ernest Pignon Ernest (né en 1942). La fresque sur la bourse du travail a été réalisée en 1979. Il existe un projet de restauration de la fresque portée par Brigitte Daillant.

Nous n'avons pas eu l'occasion de contempler les douze variations du radeau de la Méduse – elles ont fini dans une décharge - mais nous sommes rentrés dans le vaste espace marchand que la coopérative de peintres « les Malassis » critiquait : le centre commercial Grand Place. Le week-end, 30 000 personnes y viennent. Il y a trois restaurants, deux pizzerias, une cafétéria et les chaînes de restauration rapide où les sandwiches n'ont pas de saveur. C'est un vaste lieu d'échange commercial, mais aussi un lieu de déambulation pour les habitants. Nous avons observé les passants surexposés aux biens de consommation mis en évidence dans les vitrines des enseignes. L'espace est lisse, brillant, sécurisé, privatisé, ne laissant aucune possibilité de créer des pratiques sociales autres que marchandes. Nous repensions à nos lectures : « *dans la société capitaliste, le désir doit se plier à la loi de la valeur, qui constitue la loi des rapports sociaux ; il n'émerge que pour être réifié, rabattu sur les objets matériels, dénaturé en besoins, et il ne peut trouver à s'investir que dans la consommation marchande* » disait Jean Baudrillard<sup>118</sup>. Les galeries ferment à vingt heures, créant un grand vide urbain au centre de Villeneuve. Pour sortir la nuit, il faut aller « en ville ».

Pour les piétons, le centre commercial rayonne aussi loin que l'on trouve des chariots abandonnés. Ces objets roulants métalliques font partie du paysage. Ils servent aux déménagements, au transport des outils de jardinage ou de pièces automobiles entre les logements et les parkings, on y entasse le matériel pour le barbecue dans le parc. Les habitants, les commerçants ambulants et les animateurs des clubs sportifs les utilisent quotidiennement. Les lieux de leur abandon dessinent une carte des espaces de transition : dans les coursives, au pied des immeubles, sur la place de la bourse du travail, dans les quartiers auto-construits<sup>119</sup>, sur les toits des silos ou sur les parkings qui accueillent de petits marchés noirs de mécanique ou d'électronique qui laissent sur le sol des petits fils de couleurs et des poussières de terres rares.

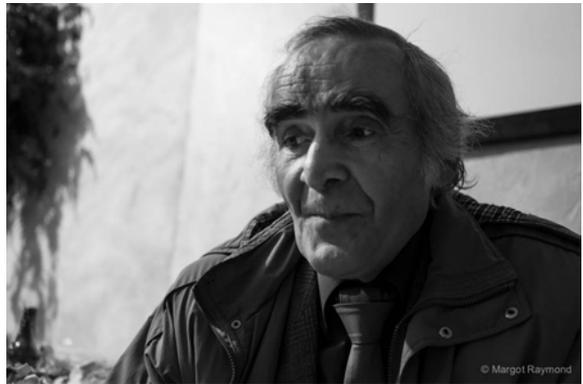
<sup>118</sup> BAUDRILLARD J, *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard Coll. Les Essais, 1972

<sup>119</sup> Au cours de notre expérience, plusieurs quartiers auto-construits sont apparus autour de Villeneuve. Il n'était pas rare de voir des habitants utiliser les chariots pour transporter du matériel de construction. Cette problématique a été prise en compte dans le projet urbain à partir de l'année 2014.

## Les conversations pour établir des relations

Après avoir passé plusieurs mois à Villeneuve, nous étions capables de reconnaître des figures juvéniles ou ridées, crispées ou détendues, bouffies ou boutonneuses, maquillées ou marquées, abritées sous un voile ou une casquette, souriantes, soucieuses ou tourmentées... Un face-à-face silencieux avait débuté jusqu'à ce que des paroles viennent rompre la glace. Nous échangeons des premiers mots en vue d'établir les relations qui seront essentielles pour notre action future.

Les premières conversations sont souvent spontanées : au détour d'une rue, à l'ombre, dans un parc ou dans les rares cafés. Il ne faut pas forcer la discussion. Dans sa dimension quotidienne, le dialogue est une manière d'affronter en commun des problèmes qui surgissent parmi les « *difficultés de la vie* » ; un « *arrêt* » des occupations routinières, dans l'intention d'y retourner, mais après les avoir vivifiées, les avoir rendues plus effectives, précisément en



Portrait d'un habitant

Crédit : Margot Raymond

vertu du dialogue disait Giannini<sup>120</sup>. Il y a toujours une petite appréhension avant d'engager une conversation. Parfois, un doute intérieur s'installe et fait place à un scepticisme : peur du rejet et de l'inutilité de notre présence. Nous aimerions nous réfugier dans les livres ou les cartes pour connaître la réalité sociale. Mais nous voulions dépasser nos propres appréhensions pour accéder au réel. Avec un peu d'exercice et beaucoup de disponibilité en étant attentifs à la situation, nous réussissions à entamer les discussions avec plus de finesse.

<sup>120</sup> GIANNINI, H. *La « Réflexion » quotidienne, vers une archéologie de l'expérience*, édition Alinéa, 1987

Mais rapidement, les discussions impromptues deviendront insuffisantes pour saisir pleinement la profondeur des organisations sociales. Nous chercherons les bons intermédiaires pour faciliter les rencontres. C'est une attente qui peut être longue mais qui ouvre de nouvelles perspectives. Lorsque nous commençons à rencontrer des groupes auxquels nous n'étions pas habitués, comme par exemple une communauté évangélique, nous avons dû nous défaire de nos propres peurs et préjugés. Il s'agit de « trouver et régler la distance critique, au-delà ou en deçà, de laquelle une crise peut se produire (...) ». Puis, il faut entretenir les relations avec « délicatesse : « *distance et égard, absence de poids dans la relation et, cependant, chaleur vive de cette relation* » nous rappelle Roland Barthes<sup>121</sup>. Dans un langage plus sociologique, il s'agit d'un jeu d'observation où l'on adopte des contraintes rituelles, des distances, et autres marqueurs du respect de l'espace personnel de chacun, écrivait Goffmann<sup>122</sup>. Grâce à nos relations, nous avons eu une meilleure compréhension des structures sociales retraçant les histoires individuelles, les trajectoires de vie et les liens de parenté entre les habitants... C'était un point de départ essentiel pour notre processus d'organisation sociale.

Connaître la diversité des groupes sociaux de Villeneuve était indispensable pour envisager de mener une action en profondeur. Au-delà des institutions publiques, qui sont prégnantes, nous découvriions les autres réseaux de relations qui structurent le territoire : les familles et les groupes « communautaires » ou religieux créent un maillage serré entre les individus. Loin d'être enclavés, nous constatons que les habitants de Villeneuve ont des réseaux métropolitains, régionaux, nationaux et internationaux. Nous voulions comprendre comment tout cela fonctionne. Pour cela, nous avons rencontré de manière systématique les commerçants, les responsables associatifs, les membres des organisations musulmanes, les adeptes de l'église catholique, des églises évangéliques ou des groupes communautaires comme l'association sénégalaise ou des collectifs congolais.

<sup>121</sup> BARTHES R., *Comment vivre ensemble, Cours et séminaires au Collège de France (1976-1977)*, Le Seuil, 2002

<sup>122</sup> GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne, tome 2, Les relations en public*, Les Éditions de Minuit, 1973

Arrêtons-nous ici sur le terme « communauté » qui cause tant de crispations dans le débat public français : nous ne cherchons pas à renforcer les communautés ni ne souhaitons leur délitement. Nous ne voulons pas non plus créer des catégories pour classer les habitants en fonction de leurs appartenances supposées. Nous considérons seulement les communautés pour ce qu'elles sont : des organisations sociales qui structurent la vie des gens. Elles méritent toute notre attention car la connaissance de ces organisations sociales permet d'agir au plus près de la population, sans jugement ni idéalisation. Notre approche est pragmatique, elle part du monde tel qu'il est, et pas forcément tel qu'on aimerait qu'il soit. Elle nous a permis de mieux comprendre comment Villeneuve fonctionne et d'identifier des « leaders sociaux », qui prennent une place centrale dans les réseaux de relations de Villeneuve<sup>123</sup>.

## Densité des interactions à Villeneuve

Grâce à notre connaissance des habitants, nous commençons à mieux évaluer la réalité que recouvre le « *foisonnement associatif* » de Villeneuve. Nous avons pu distinguer au moins trois formes sociales qui interagissent entre elles : des associations, des réseaux de relations informels et des groupes politisés.

Premièrement, on dénombre de nombreuses associations. Nous pouvons établir une typologie en fonction des activités : sportives (football, tennis, judo, boxe, aikido...), culturelles (compagnie de théâtre, atelier d'art plastique, festival...), éducatives (parents d'élèves, soutien scolaire...), concernant le logement ou le cadre de vie (association de locataires, union de quartier, collectif d'habitants...) ou « communautaires » (Algériens, Antillais, Congolais, Marocains, Sénégalais, Tunisiens...). Comme partout en France, le phénomène associatif est très vivant à Villeneuve, les dernières nouveautés étant la junior association de la Place des Géants et l'association « 1300 » composée de jeunes trentenaires.

<sup>123</sup> Pour plus de détail sur les « leaders sociaux » voir ECHO, op.cit.

Deuxièmement, il existe des réseaux plus informels liés aux relations de voisinage, aux liens familiaux ou communautaires. Les réseaux de voisinage se créent par la proximité géographique et autour des bâtiments scolaires. Ils correspondent à la sociabilité imaginée par l'AUA<sup>124</sup>. Les habitants ont entre eux des « liens faibles » qui jouent néanmoins un rôle important dans la circulation de l'information et pour certains services (entraide pour garder les enfants, vente d'objet entre particuliers, relais pour trouver un emploi...). Mais d'autres groupes ont des liens plus « forts » entre leurs membres. Il s'agit le plus souvent de réseaux familiaux ou communautaires. Ils sont clairement sous-estimés alors qu'ils jouent un rôle tout à fait important dans l'organisation sociale de Villeneuve. Dans les deux cas, ces réseaux sont souvent mobilisés pour soutenir une cause ou participer à un événement précis.

Troisièmement, on recense de nombreux groupes politisés dont les relations se sont tissées à l'occasion des consultations publiques, des manifestations, des luttes, ou des élections. On retrouve la grande diversité des organisations de gauche : des partis politiques (EELV, LO, NPA, PCF, PG, PS...), des mouvements sociaux (ATTAC, collectifs de locataires, alliances paysannes, associations de solidarité internationale, groupes libertaires, forum social des quartiers populaires...), et des groupes plus spécifiques (Go Citoyenneté, réseaux citoyens...). Ces habitants sont impliqués dans la vie du quartier, les écoles, la culture, l'actualité internationale... Ces groupes ont une base assez stable même si tous les groupes politisés n'ont pas réussi à se renouveler au fil des années.

L'interaction entre ces trois formes sociales provoque une ébullition assez spécifique à Villeneuve. Les mobilisations entraînent une politisation des réseaux de voisinage, des associations ou des groupes communautaire. L'orientation politique, clairement marquée à gauche, de ce tissu socio-politique tire son origine des expérimentations sociales des premières années et du rôle des équipements sociaux conçus comme de grands condensateurs sociaux<sup>125</sup>.

<sup>124</sup> En concevant l'Arlequin, l'AUA avait envisagé plusieurs zones de voisinage notamment la Crique Sud, la Crique Centrale, la Crique Nord...

<sup>125</sup> KOPP A., *Ville et révolution. Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Anthropos, Paris, 1978



Nissa, la géante

Crédit : Droits réservés

## Histoires de jeunesse

Au fil des rencontres, nous nous sommes intéressés aux histoires de vie des habitants, et notamment ceux qui ont grandi à Villeneuve en affrontant les difficultés sociales.

Pour certains, la nuit avait été une échappatoire pour faire émerger de nouvelles pratiques sociales et culturelles. Une boîte de nuit existait à Villeneuve jusque dans les années 80. C'était un lieu propice pour la diffusion de musiques au croisement du rock, du reggae, du hip-hop mêlant des influences américaines, antillaises, africaines, berbères et arabes. C'est une époque où les graffitis fleurissaient dans la galerie de l'Arlequin ou la place des Géants avant d'inonder toute la région<sup>126</sup>. Si le nombre de jeunes qui se sont impliqués dans les cultures urbaines à Villeneuve reste modeste, leurs histoires nous ont permis d'éclairer certains espaces sociaux relativement peu visibles.

Le chômage a été un redoutable fléau qui rendait les journées longues. Alors pour faire face à la déprime ou l'ennui, il y avait la « médecine douce ». On se souvient des paroles de François Cusset qui parlait de « ces modalités de la désertion et de l'exil intérieur : façonner des « contres-mondes » pour le rendre habitable et des autonomies plus ou moins temporaires – un monde dissous, où être triste tient lieu en soi de rapport au monde, et même, comme le dit l'un d'entre eux, est « la seule manière de n'être pas tout à fait malheureux<sup>127</sup> ». Pour beaucoup, c'est la politique de prohibition du cannabis qui a créé des tensions. Il y a eu des confron-

<sup>126</sup> Parmi les pionniers du graffiti à Villeneuve : OCB, Koeb, DKP, Dem's, Zion Posse, 3RA, Skad et Mozde.

<sup>127</sup> CUSSET F., *La décennie : Le grand cauchemar des années 80*, La Découverte, 2006

tations avec la police, puis des histoires d'argent entre certains jeunes qui ont fini par s'exposer aux institutions disciplinaires. Comme dans tous les quartiers populaires, les discriminations, tels que les contrôles au faciès, et les conflits avec la police ont généré de la violence sociale.

Malgré tout, les jeunes se sont impliqués dans des clubs sportifs, dans les salles de boxe, de taekwondo ou de fitness ou de futsal ; ils ont persévéré pour poursuivre leurs études universitaires notamment chez les filles. Face au chômage, certains ont monté leurs petites activités économiques : des salons de coiffure ou d'esthétique, des entreprises de services, des petites boutiques ou les marchés. Certains groupes se sont impliqués dans des actions politiques tandis que d'autres ont choisi la religion, ou les deux.

Actuellement, la diffusion de la culture populaire brésilienne a tendance à remplacer les arts martiaux ; une « batucada » sillonne les villes françaises et la capoeira se répand. Le cinéma est venu compléter le champ des cultures urbaines : un collectif vient de réaliser le film « Le Baiser » diffusé à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes. C'est une génération réaliste et pragmatique : les jeunes cumulent plusieurs petites activités sociales, culturelles et économiques, dont certaines informelles, pour vivre dignement.

## De la place du marché aux limites de Villeneuve

L'immersion nous a permis de relever d'innombrables informations sur la vie quotidienne des habitants. Sur la place principale de l'Arlequin, on trouve un café, une épicerie africaine, un bureau de tabac, une ressource, une boulangerie, un magasin de vêtements, un opticien, un bar fermé et un taxi. Des marchands ambulants participent à l'animation de la place en s'installant toutes les semaines sous une halle : un vendeur de légumes est présent tous les jours et un marché de petits producteurs s'installe le mercredi et le samedi matin vendant fruits, légumes, pain, miel, viande et fromage ; enfin le jeudi après-midi, la place



La Place du Marché de l'Arlequin

Crédit : Sara Caradec

se remplit de chalands qui vendent des tissus, des vêtements, du matériel ménager, des affaires déstockées, du matériel de bricolage et toutes sortes d'autres biens de consommation. Connaître l'origine des marchandises nous donnait des indices sur de potentielles dynamiques économiques. Pour les producteurs locaux, les produits viennent du Trièves ou de Chartreuse, les autres s'approvisionnent aux grands marchés de Turin, Villeurbanne et Belzunce et au-delà : du Maroc, de la Thaïlande. Villeneuve est inscrit dans les réseaux locaux et ceux de la mondialisation par le bas.

Tôt le matin, la place est traversée par les employés qui prennent le premier tram à cause de leurs horaires décalés. Elle se remplit ensuite doucement, au moment où les enfants partent pour l'école. Des premiers passants s'arrêtent pour boire un café, lire quelques brèves du journal et discuter. Au cours de la matinée, les conversations mêleront le dernier fait divers, les résultats sportifs, la politique locale, l'actualité internationale (selon France 24, Al-Jazeera ou BFMTV)... Il suffit de s'asseoir et d'attendre le bon moment pour engager une conversation. Pendant les jours de marché, nous regardons avec amusement l'occupation de l'espace par les marchands, au grand dam du contrôleur chargé de la régulation du lieu. Au marché, comme dans la ville, chaque espace est négocié, approprié, hiérarchisé. Au croisement des (chemins entre les) quartiers de Villeneuve, la place du marché est rythmée par les allées et venues de la population qui se déplace en tramway. Nous avons passé beaucoup de temps à cet endroit pour nouer des contacts, échanger des informations sur la rénovation de Villeneuve et revenir continuellement à chaque nouvel événement. Cela nous permettait de nous tenir au courant, de rencontrer constamment de nouvelles personnes et de rester attentifs aux contingences qui ne tardent jamais à arriver. Nous devenons nous-mêmes des personnages du quartier, produisant à notre tour de nouveaux réseaux de relations.



Le Zénith, ensemble d'habitation construit par Paul Chemetov 1978-1980

*Crédit : Alexandra Lebon*

Initialement centrée sur l'Arlequin, notre pratique du territoire s'est progressivement élargie aux frontières de Villeneuve aussi bien physiques que sociales. Au nord, les Résidences 2000 sont habitées par des familles plutôt aisées qui apprécient la faible hauteur des bâtiments, les grandes terrasses et le calme qui règne dans cette partie du parc Jean Verlhac. D'autres copropriétés sont disséminées dans Villeneuve : allée de la pelouse, le Zénith, village IV bénéficiant d'un cadre de vie globalement favorable au cœur de la métropole. Notons que ces bâtiments ne sont pas « résidentialisés » et ne possèdent pas de grilles ou de caméras de surveillance. Leurs habitants témoignent ainsi qu'ils veulent partager l'espace public au-delà des différences de classes.

## L'immersion : une étape nécessaire

Ainsi, au cours des premiers mois, nous avons appréhendé « l'infra-ordinaire » de Villeneuve en esquissant une géographie quotidienne de la condition urbaine des habitants. Nous avons sans doute évité de saisir Villeneuve « par le haut » ou « de l'extérieur », comme c'est souvent le cas lors des diagnostics élaborés par les autorités ou les bureaux d'étude. Aux catégories stigmatisantes, nous avons substitué une connaissance située pour tenter d'élargir les perspectives de transformation urbaine. Faisons-nous bien comprendre, il ne s'agissait pas de remplacer l'analyse statistique, le plan-masse et la typo-morphologie par des bribes de conversations ou un inventaire détaillé des lieux. Mais plutôt de prendre le temps de façonner une autre perception de Villeneuve, évidemment liée à notre propre histoire et à notre façon d'être-au-monde. Dans ses recherches sur la structure de l'expérience individuelle de la vie sociale, Erving Goffman disait « celui qui



Des pas dans la neige

*Crédit : C. Guiraudie*

voudrait lutter contre l'aliénation et éveiller les gens à leurs véritables intérêts aura fort à faire, car le sommeil est profond. Mon intention ici n'est pas de leur chanter une berceuse mais seulement d'entrer sur la pointe des pieds et d'observer comment ils ronflent ». Si à notre tour, nous sommes rentrés en douceur dans la vie sociale d'un territoire, notre objectif ne se limitait pas à l'observation. Il s'agissait également de passer à l'action pour répondre à l'appel des habitants de « Villeneuve Debout » afin de construire une alternative à la rénovation urbaine.



# L'ATELIER POPULAIRE D'URBANISME





Rencontre de l'APU à la salle 150

Crédit : Planning

*« Il s'agit bien, à un moment donné, dans des lieux très réels, dans une conjoncture on ne peut plus concrète, d'une position à tenir ».*

FERNAND DELIGNY<sup>128</sup>

« Ce qui se fait pour les habitants, sans les habitants se fait le plus souvent contre eux » avait déclaré la ministre du Logement Cécile Duflot, lors de son discours d'investiture en mai 2012. Ce slogan avait été immédiatement repris par les habitants de Villeneuve dans la perspective de créer un espace de participation, autonome des pouvoirs publics. Après les échecs de la participation institutionnelle, les habitants voulaient élaborer une alternative à la rénovation urbaine en créant une alliance stratégique avec des professionnels. Cette initiative permettait d'envisager une transformation des rapports de pouvoir entre les autorités et les habitants. La proposition de créer un Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) va alors être formulée par un militant du collectif inter-associatif « Villeneuve Debout » qui se souvenait de l'APU de Roubaix. Il raconta l'histoire de ce mouvement<sup>129</sup> qui avait marqué son propre engagement politique. La façon dont les habitants avaient obtenu gain de cause malgré le projet de démolition de leur quartier, inspira les militants de Villeneuve qui décidèrent de créer à leur tour leur APU. Ce chapitre porte précisément sur la description du fonctionnement de la première année de l'APU (décembre 2012-automne 2013). Il s'agit, une nouvelle fois, d'une

<sup>128</sup> Deligny F., *Oeuvres*, éditions L'arachnéen, p161

<sup>129</sup> Voir l'ouvrage publié récemment sur l'histoire de l'APU de Roubaix, TALPIN J., COSSART P., op.cit.



Création de l'Alliance Citoyenne en décembre 2012

Crédit : Nico

description de nos pratiques d'organisation collective qui s'inscrivent à la suite de l'immersion. Nous chercherons à répondre aux questions suivantes : comment avons-nous réuni les habitants ? Quels étaient les intérêts communs ? Comment avons-nous élaboré le projet urbain alternatif ? Tout au long des paragraphes suivants, nous serons attentifs à distinguer notre point de vue (équipe Planning) des points de vue des habitants participant à l'Atelier Populaire d'Urbanisme, même si souvent les deux positions ont eu tendance à se confondre<sup>130</sup>. C'est à la fin de l'année 2012 que les conditions de notre implication dans l'APU étaient enfin réunies : pour un membre de l'équipe initiale d'ECHO, l'expérimentation du « *community organizing* » touchait à sa fin (avec la création d'une nouvelle organisation l'Alliance Citoyenne). Tout était prêt pour commencer une nouvelle expérience inspirée des théories de l'*advocacy planning*. Le 4 décembre 2012, 300 leaders sociaux ont créé l'Alliance Citoyenne ; le lendemain avait lieu la première rencontre de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) à Villeneuve.

Cette nouvelle initiative était d'autant plus attendue que l'automne avait été éprouvant : deux jeunes adultes de la Villeneuve d'Échirolles avaient été assassinés à la suite d'une rixe avec un groupe de jeunes mineurs de la Villeneuve de Grenoble. Le président de la République, François Hollande, s'était déplacé. Deux ans seulement après l'été 2010, les médias avaient resservi le récit de l'utopie dégradée aux publics qui cherchaient légitimement une explication à ce double meurtre. La réaction des habitants d'Échirolles et de l'agglomération fut digne : une immense marche blanche a été organisée démarrant symboliquement par l'envol de deux colombes dans le ciel<sup>131</sup>.

<sup>130</sup> De manière générale, le « nous » désigne l'équipe Planning, tandis que « ils » ou « les habitants » désignent les habitants mobilisés dans l'APU, qui, bien-sûr, ne peut résumer à lui seul le point de vue de tous les habitants.

<sup>131</sup> Cette marche blanche fut suivie de la création d'un collectif puis de l'organisation de plusieurs journées pour la non-violence dans lesquelles le collectif Villeneuve Debout est très impliqué.

## Principe de fonctionnement de l'APU

La première rencontre du 5 décembre 2012 a rassemblé un groupe hétéroclite, d'une petite centaine de personnes, composé de militants du collectif anti-démolition, de membres de « Villeneuve Debout » et de l'Alliance Citoyenne, et de quelques curieux. Cette première base sera constamment élargie au fil des rencontres. La question du nombre et de la diversité est importante dès la création de l'APU, les autorités locales affirmèrent que l'APU n'est pas « représentatif des habitants » et que seuls les élus avaient la légitimité pour définir l'intérêt général. Cet argument tactique, du pouvoir municipal pour réduire l'APU à l'expression « d'intérêts particuliers », est efficace pour décrédibiliser une action citoyenne mais peu convaincante en soi. Il a été assez facile de la réfuter. La conception (hégélienne) de l'État détenteur de l'intérêt général a vécu, il est désormais acquis que les espaces démocratiques de la société civile participent à sa définition. L'intérêt général n'existe pas en soi mais s'élabore à travers des processus délibératifs et une confrontation des points de vue.

Les premières rencontres permirent de poser les principes de fonctionnement de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). Nous avons été attentifs à créer des espaces ouverts, où chacun ait la possibilité de s'exprimer en évitant, au maximum, les phénomènes de domination. C'est ce que nous appelons la « micro-politique des groupes ». Chaque participant exprimait son intention, ses attentes, ses intérêts, ses désirs... Les propos engloberont des récits de mobilisations passées, des colères portant sur des questions précises, des préoccupations profondes pour l'avenir de Villeneuve... Les paroles des habitants témoignaient de leur besoin d'espaces de discussion démocratique pour échanger sur la rénovation urbaine. Ils éprouaient le sentiment de ne pas avoir été respectés en tant que citoyens dans les instances de concertation officielle qui n'avaient jamais modifié le projet initial. Certains exprimaient même leur indignation. L'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) était une occasion pour reconstruire un « espace public » après les conflits. L'APU s'est alors constitué autour de deux grands objectifs : renforcer les mobilisations face au projet de rénovation urbaine et formuler un nouveau projet urbain pour Villeneuve. Pour être un espace le plus inclusif possible, nous avons défini trois règles de fonctionnement :

- Un principe démocratique : inconditionnalité du droit à l'expression de ses opinions et à la participation à la décision quels que soient son statut, son origine, son genre, ses orientations politiques ou religieuses ou ses positions concernant la rénovation de Villeneuve.
- Un principe d'organisation : l'APU est un processus qui se construit progressivement, en fonction des avancées et du contexte, avec la possibilité de créer des groupes de travail, dont la cohérence d'ensemble devra être assurée par des assemblées régulières.
- Un principe d'indépendance vis-à-vis des autorités locales, des partis politiques, des entreprises ou des groupes religieux pour garantir notre liberté d'action.

Nous voulions distinguer l'Atelier Populaire d'Urbanisme des pratiques de concertation cadrées, dirigistes et limitées menées par les autorités. Au lieu de construire une organisation centralisée et hiérarchique, nous avons créé un « espace ouvert » qui laisse la place à l'émergence des initiatives ascendantes et « réseau-centrées ». Cette exigence nécessitait une réflexion sur le rôle d'animation de notre association Planning. Nous devons trouver un équilibre entre notre volontarisme et une forme de retrait pour ne pas trop influencer la façon dont les publics s'approprient cet espace pour défendre leurs intérêts. Il était pour cela utile d'expliquer les raisons d'avoir deux entités : l'Atelier Populaire d'Urbanisme qui est l'espace des habitants, et le groupe Planning qui est un groupe d'appui méthodologique. Il s'agissait de ne jamais faire à la place des habitants, tout en étant suffisamment présent pour maintenir une dynamique continue. Nous avons dû tâtonner avant de trouver un positionnement adéquat. La bonne distance des professionnels est sans doute l'une des plus grandes difficultés de mise en pratique des méthodes du « pouvoir d'agir ».

Les rencontres publiques de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) étaient la face visible de l'iceberg. Parallèlement, nous poursuivions notre pratique quotidienne de l'immersion. Nous discutons quotidiennement avec des habitants, continuant à découvrir de nouveaux aspects de Villeneuve. Nous avons également mené un travail d'investigation sur des problématiques qui émergeaient dans les conversations, comme nous allons le voir avec la lutte contre la vente des logements sociaux. Notre action progressait comme un train apportant ses

propres rails ou, pour reprendre les mots d'un célèbre poème sud américain « notre chemin se dessinait en marchant ». Nous cherchions à dégager des idées de projet dans la même optique que celle définie par le philosophe et psychanalyste Miguel Benasayag : « *un projet est dynamique : il se dessine en même temps que se construit le mouvement effectif qui le porte. Aucun projet ne pré-existe à l'agir qui tend à le réaliser*<sup>132</sup> ».

## La lutte contre la vente des logements sociaux

Les habitants ont été rapidement rattrapés par les réalités du projet de rénovation urbaine. Constatant l'état dégradé des immeubles du 10/20 galerie de l'Arlequin, nous avons mené une petite enquête pour déterminer les causes de la situation. Nous avons découvert que la réhabilitation des immeubles avait été jugée prioritaire lors de la concertation de 2003, puis interrompue suite aux conflits entre les élus et l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Une dizaine d'années s'était écoulée sans aucune amélioration de l'habitat ! La perspective d'une réhabilitation avait même incité le bailleur (SDH) à négliger certains petits travaux d'entretien des parties communes (galerie, mezzanines, passerelles), entraînant une dégradation de l'habitat selon un phénomène similaire à celui des années 80<sup>133</sup>. Apprenant que des entreprises étaient venues expertiser les logements, nous avons découvert un projet de vente des immeubles à la Société Nationale Immobilière (SNI). Après avoir pris le soin de vérifier nos sources, nous avons diffusé largement l'information aux habitants (qui étaient les premiers) concernés par l'opération<sup>134</sup>.

Ce projet de vente de 160 logements sociaux a suscité beaucoup de débats à Villeneuve. Sur le fond, l'opération se faisait contre l'intérêt des habitants. Sur la forme, le fait que les habitants des immeubles à vendre n'aient pas été consultés montrait, une nouvelle fois, le caractère non démocratique de la rénovation

<sup>132</sup> BENASAYAG M., DEL REY A., *De l'engagement dans une époque obscure*, Le passager clandestin, 2011

<sup>133</sup> Voir chapitre 1, « La disqualification de Villeneuve » p46, 47.

<sup>134</sup> La diffusion d'un tract anonyme dénonçant la vente du 10/20 galerie de l'Arlequin nous a été parfois reprochée par des militants proches des fédérations de locataires. Si le reproche porte sur le fait que notre travail d'investigation n'ait pas été mené collectivement, nous n'avions tout simplement pas les moyens de tout faire.

urbaine. La semaine suivante, l'Atelier Populaire d'Urbanisme rassembla un nombre important d'habitants, dont ceux du 10/20 en colère. La rencontre fut houleuse, la confiance envers la municipalité était une nouvelle fois rompue. Les habitants se demandaient s'il n'existait pas d'autres projets cachés ; nous finirons par apprendre qu'effectivement l'architecte en chef avait également envisagé la démolition de l'immeuble du 100 et du 140 galerie de l'Arlequin. Devant l'indignation des habitants, la réponse des élus fut laborieuse. Ils commencèrent par rejeter la faute sur le bailleur de logement social puis écrivirent une lettre à tous les locataires pour les rassurer. Ils expliquèrent que la vente ne changerait rien à leur condition de logement, justifiant l'opération par l'objectif d'atteindre un taux de 50% de logement social dans la galerie de l'Arlequin. Leur réponse ne fut pas très convaincante et les locataires créèrent alors un collectif pour défendre leurs intérêts. Cette séquence montre que les autorités ne maîtrisaient plus la communication du projet de rénovation urbaine.

En réalité, la vente du 10/20 est issue des négociations entre les autorités municipales et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU). On doute que le choix de la SNI soit un hasard. Depuis plusieurs années, le directeur de cette filiale de la Caisse des Dépôts ne cache pas sa volonté de libéraliser le logement social<sup>135</sup>. Selon sa conception, le désengagement de l'État doit se poursuivre et les bailleurs sociaux se transformer en promoteurs immobiliers. Face au retrait de l'État, les bailleurs sociaux auraient besoin d'un nouveau modèle économique, où les ventes des logements sociaux génèrent les moyens de construire des logements ou de réhabiliter le patrimoine existant. La vente du 10/20 galerie de l'Arlequin est une illustration des orientations libérales promues à l'ANRU.

Dans un premier temps, le bailleur SDH vend les immeubles du 10/20 pour financer la restructuration lourde du 40 galerie de l'Arlequin, jugée prioritaire après la démolition de l'immeuble du 50. Dans un second temps, la SNI entreprendra la réhabilitation des immeubles, grâce au soutien de l'ANRU, pour ensuite revendre les logements un par un, afin d'obtenir des plus-values immobilières (voir schéma ci-dessous). Cette logique entraîne une marchandisation du logement social

<sup>135</sup> YCHE, A., *Logement, habitat & cohésion sociale. Au-delà de la crise, quelle société voulons-nous pour demain*, Bordeaux : édition Mollat, 2011, 133p.

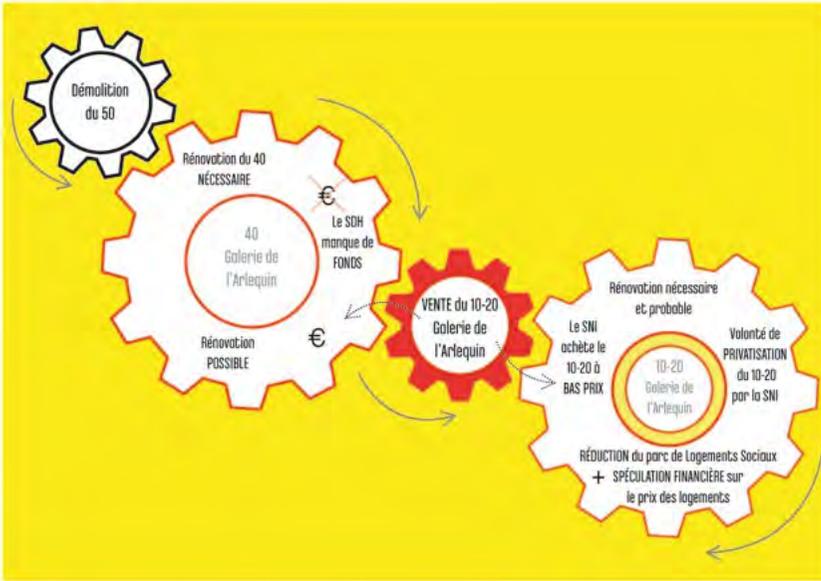


Schéma d'explication du mécanisme de la rénovation des immeubles

Crédit : Planning

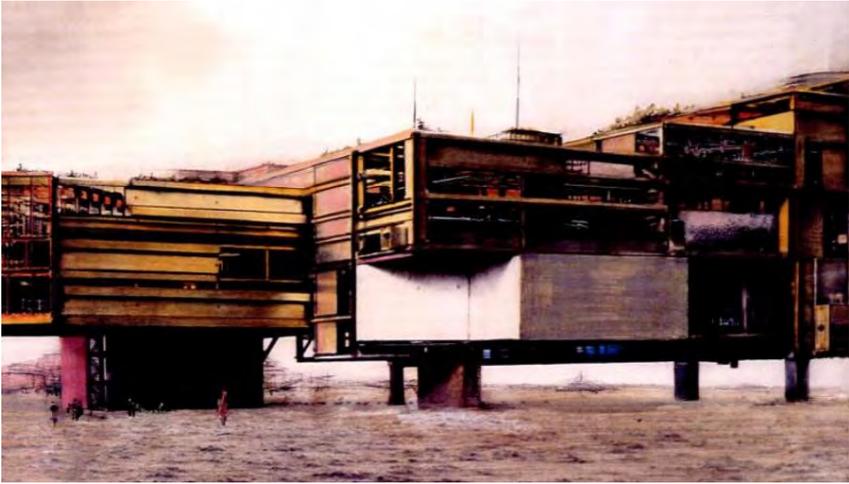
dénoncée par les habitants de Villeneuve, relayée par le mouvement Droit au Logement qui occupera le siège de la SNI à Paris au printemps 2013.

## Pratiques quotidiennes et scenarii

Au fil des mois, la rénovation urbaine est devenue un sujet de conversation quotidienne. Nous avons constaté une appropriation des enjeux du projet urbain par une multitude de personnes et de groupes qui se sont sentis, à juste titre, concernés.

Régulièrement, les habitants nous demandaient les dernières informations sur les travaux ou les projets futurs. Les discussions suscitaient parfois la colère de certains jeunes de la galerie de l'Arlequin qui faisaient face à l'ennui : « pourquoi ne vendent-ils pas les logements à nos parents ? », « pourquoi ne sommes-nous pas embauchés dans les travaux ? » « à qui profite la rénovation urbaine ? ». Nous les incitions à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Certains nous envoyaient leur curriculum vitae, ce qui tend à signifier qu'ils voulaient avant tout du travail. Lorsque les chantiers ont débuté, ils mèneront une action pour bloquer les travaux et obtenir ainsi quelques emplois. C'était exactement ce que nous voulions : impulser une dynamique citoyenne pour que les habitants agissent par eux-mêmes, selon le principe du pouvoir d'agir. Malheureusement, les entreprises privées ont mené seules le travail d'accompagnement des jeunes, ce qui provoquera des conflits non régulés alors que cela représentait pour certains une première expérience professionnelle.

Nos démarches devaient allier sans cesse deux dimensions : la prise en compte de la situation présente et la projection future pour élaborer un nouveau projet urbain. Nous avons la conviction qu'il fallait partir des attentes des habitants et repérer l'espoir qu'ils ont placé dans les lieux pour concilier leurs préoccupa-



La New Babylon

Crédit : CCCB

tions quotidiennes et les perspectives à long terme. Nous avons continué à organiser régulièrement des rencontres de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) pour recueillir un patchwork de propositions mêlant des histoires vécues, des colères, des usages, des espoirs, des problèmes sociaux... Mais comment élaborer un nouveau projet urbain à partir d'un recueil de propositions de natures aussi différentes ? Nous ne voulions pas figer trop rapidement les propositions sur un plan, mais écrire un document qui serve de référence à l'action future des habitants. Une sorte de partition dynamique<sup>136</sup> qui permette aux habitants de s'accorder. Une forme de planification démocratique et créative sans véritable chef d'orchestre. Le collectif Villeneuve Debout eut l'idée d'élaborer des scénarii pour Villeneuve à exposer lors du quarantième anniversaire, pour définir des premières tendances. Tous les habitants présents se prêtèrent au jeu. Nous avons alors sélectionné deux cents images dans les livres de l'école d'architecture, portant sur l'espace public, les logements, les transports, le paysage, le cinéma (...) que nous avons utilisées comme supports de discussion pour inviter les habitants à imaginer le futur de Villeneuve. Quatre scénarii ont ainsi été formulés :

**1. Le Scénario « Futuriste »** interroge la place de Villeneuve dans une métropole spécialisée dans les nouvelles technologies.

Il s'agit d'éviter à tout prix la fragmentation socio-spatiale de la technopole, avec les classes moyennes et supérieures dans les quartiers nord reléguant les classes populaires dans les quartiers d'habitat social au sud. Les images de la « smart city » ont ainsi été remises en cause : les technologies devaient être libres et appropriées par tous. Les habitants ont ainsi imaginé une Villeneuve ouverte à une grande diversité de classes sociales. Le scénario futuriste visait à renforcer la qualité des immeubles, créer de l'activité économique et des loisirs à proximité.

<sup>136</sup> Nous nous sommes inspirés ici du travail du paysagiste Lawrence Halprin, voir HALPRIN L., *The RSVP Cycles : creative processes in the Human Environment*, G. Braziller, 1970

**2. Le Scénario « Démocratique »** imagine une nouvelle étape du projet politique de Villeneuve, approprié par la jeunesse. Les parents d'élèves et les instituteurs continuent à lutter contre la reproduction de classe, les habitants organisés par coursives améliorent collectivement leurs conditions de logement tandis que les équipements servent de « condensateurs sociaux ».

Les espaces démocratiques de Villeneuve seraient renforcés avec ses écoles, ses salles de réunions, ses salles polyvalentes, ses équipements, ses panneaux d'affichage, sa place Rouge...

Ce scénario vise à s'appuyer sur les savoirs existants parmi les habitants pour développer les processus d'apprentissage social et poursuivre la longue transformation des rapports sociaux.

**3. Le Scénario « Fertile »** figure Villeneuve comme un territoire écologique. Les habitants jouent un rôle majeur dans la transformation du quartier au-delà des labels de « ville durable » ou « écoquartier » : végétalisation des infrastructures et des habitations, de l'agriculture urbaine, rénovation thermique, réorientation de l'alimentation, développement de l'agriculture urbaine. Il s'agit de valoriser le potentiel existant : un parc de 14 hectares, un lac artificiel, des toits, des façades, les balconnières.



Chromatisme des façades de l'Arlequin  
Crédit : SADI

**4. Le Scénario « Patrimonial »** pense la réhabilitation des logements et équipements en suivant strictement les intentions initiales des concepteurs, comme on le ferait pour un monument historique. La scénographie urbaine de la galerie de l'Arlequin est revisitée et une attention est portée à tous les détails qui font la qualité du lieu. Villeneuve renforce en quelque sorte une identité « années 70 », parfois qualifiée de « rétro ». Le taux de logements sociaux est maintenu pour que le quartier demeure populaire et pour parer à la gentrification.

Ces scénarii furent rendus publics lors du « banquet des 1000 » où des centaines de personnes sont venues festoyer à l'occasion du quarantième anniversaire de Villeneuve. La synthèse de ces quatre scénarii informa les premières lignes du « plaidoyer pour Villeneuve » : « A Villeneuve, les citoyens agissent pour améliorer leur quotidien et transformer les rapports sociaux, dans la continuité du projet politique, pédagogique et urbain à l'œuvre depuis 1973. Les actions fertiles contribuent à l'équilibre environnemental et la démocratie est affirmée comme un principe d'égalité et de liberté. Les nouvelles technologies doivent être libres d'accès et appropriées par tous. Les immeubles et les équipements doivent être réhabilités dans le respect du patrimoine, en maintenant un taux de logements sociaux élevé pour que les quartiers restent toujours populaires ».



Le banquet des 1000 à Villeneuve en juin 2013

Crédit : Véronique Serre

## La définition de catégories lisibles pour le projet urbain

Après les scénarii, nous avons classé les propositions des habitants, ce qui fut en soi une opération assez problématique. Nous voulions éviter les catégories trop générales comme « l'ouverture » qui avait servi de justification au projet de démolition<sup>137</sup>. Nous avons conscience que la structuration de notre projet urbain était importante car elle allait nécessairement produire une certaine représentation du territoire. Pour éviter de définir Villeneuve par ses problèmes, et pour mettre en valeur les potentiels et ressources du territoire, nous avons choisi un classement thématique selon cinq grands axes : habitat, éducation, environnement, gouvernance et économie<sup>138</sup>. Ces catégories ont été discutées avec des habitants, qui se sont ensuite répartis en groupes pour approfondir les premières propositions.

Georg Simmel avait observé « *qu'un groupe, à partir d'une certaine dimension, doit élaborer, pour se maintenir et se développer, des règles, des formes et des organes dont il n'a pas besoin auparavant ; et que d'un autre côté, des cercles plus restreints présentent des qualités et des actions réciproques qu'ils perdent inéluctablement dès que le nombre de leurs membres s'étend*<sup>139</sup> ». Constatant empiriquement ce phénomène, nous avons été obligés de transformer notre fonctionnement initial. Les commissions thématiques sont devenues des petites entités autonomes. Cette forme d'organisation permettait d'améliorer le travail de chaque groupe, mais nous a fait perdre une certaine visibilité de notre démarche globale. Le rôle de l'instance de coordination s'est accru. Pour recréer de la cohérence au sein de l'Atelier Populaire d'Urbanisme, nous avons décidé

<sup>137</sup> Voir chapitre 2 « Incohérence de la rénovation urbaine », p74

<sup>138</sup> L'élaboration collective des catégories est un enjeu important pour une planification urbaine démocratique. Elles sont nécessaires pour organiser notre connaissance mais il faut éviter au maximum qu'elles ne créent des lignes de partage qui finissent par s'inscrire dans la réalité sociale.

<sup>139</sup> SIMMEL G., *Sociologie études sur les formes de la socialisation*, PUF, 1999

d'organiser plus régulièrement des « assemblées plénières ». Si nous n'avions pas été attentifs à cette « dynamique de groupe », il est probable que l'APU aurait décliné progressivement.

La description de chaque commission thématique nous amènerait à décrire les relations interpersonnelles, les disponibilités et désirs de chaque participant. Elle montrerait la genèse de chaque proposition, les négociations et délibérations qui permettent d'expliquer pourquoi telle proposition a été choisie plutôt qu'une autre. Si nous avons pleinement conscience de l'existence de ces dynamiques et de leurs influences importantes sur le contre-projet, nous n'allons pas les détailler ici. Évoquons simplement la participation aux commissions thématiques : les deux groupes les plus actifs se sont formés autour des axes « habitat » et « environnement ». La thématique « éducation » a été approfondie en fonction des disponibilités aléatoires des parents d'élèves, et le volet « démocratie » a été construit en lien avec la dynamique locale autour du rapport Mechmache-Bacqué. Malheureusement, la thématique « économie » n'a pas été suffisamment travaillée mais elle sera approfondie les années suivantes.

Chaque groupe avait pour objectif de formuler des propositions qui concilient, si possible, des préoccupations quotidiennes avec des enjeux à long terme. Cette prise en compte des temporalités était un enjeu essentiel de la planification comme le rappelait Marcel Roncayolo : « il faut sans doute concevoir ces temps, non comme une opposition radicale entre le passé et le futur, de part et d'autre d'un présent (...), mais plutôt comme le développement d'action de trajectoires entre passé, présent et futur<sup>140</sup> ».

## I. L'habitat : maintenir l'équilibre entre locataires et copropriétaires

Dès la première rencontre de cette commission, nous avons constaté la diversité des enjeux. Chaque participant avait sa propre perception des questions liées à l'habitat en fonction de son âge, son genre, son statut, son modèle culturel et son logement. Certains évoquaient des problèmes spécifiques comme l'inadap-

<sup>140</sup> RONCAYOLO M., op.cit.

tation des logements pour les personnes âgées ou le manque de logement adapté pour les décohabitations, tandis que d'autres étaient préoccupés par les questions d'économie d'énergie. Comment prendre en compte les centres d'intérêt de chacun tout en élaborant des propositions collectives dans l'intérêt du plus grand nombre ? Cette question était au cœur de notre problématique.

Nous avons commencé par réfléchir aux usages du logement, élargissant progressivement la réflexion aux coursives, aux mezzanines et aux galeries. Les discussions entraînaient des débats sur la gestion des parties communes, la rénovation thermique et le logement social. Sur chacun de ces points, il était nécessaire de distinguer ce qui relevait des intérêts ou des valeurs. Prenons deux exemples. Certains habitants considéraient les parties communes comme relevant de la responsabilité des bailleurs sociaux, car ils payaient des charges, tandis que d'autres souhaitaient que les locataires s'approprient ces espaces pour changer les rapports sociaux. Ils n'avaient absolument pas le même rapport à ces espaces. Autre exemple, pour certains habitants, la rénovation thermique est liée au changement climatique, pour d'autres, elle est affaire de facture à payer. Ce travail d'articulation et de reformulation est particulièrement délicat. Nous risquions toujours de mal interpréter certaines paroles parfois confuses. Entre les intentions, les discours et notre réception, il existe un écart qui crée des malentendus. La rédaction et la validation des comptes-rendus est alors devenu un enjeu crucial.

Élaborer une contre-proposition de réhabilitation de l'habitat nécessitait un accord entre les copropriétaires et les locataires. S'il y avait un intérêt partagé à l'amélioration globale du cadre de vie, les locataires et les copropriétaires n'avaient ni les mêmes priorités, ni les mêmes enjeux économiques face à la réhabilitation.

Pour les locataires, la réhabilitation était d'abord perçue comme une opportunité pour améliorer leurs logements (chambres, salle de bain, cuisine ou fenêtres...) sans qu'elle n'engendre de coût direct. Ils exprimaient également une préoccupation pour la rénovation thermique mais elle était conditionnée par la défense de leurs intérêts économiques : elle ne devait pas entraîner d'augmentation de loyer mais une baisse des charges. Quant aux parties communes, leur entretien et aménagement étaient le plus souvent considérés comme le lot du bailleur social.



Habitat de l'Arlequin

*Crédit : C. Guiraudie*

Pour les copropriétaires, c'est le coût des réhabilitations qui suscitait de fortes inquiétudes. La forte baisse des prix des logements à Villeneuve, suite à la crise économique et aux incidents de l'été 2010, incitait les copropriétaires à la prudence. Les estimations du coût global de la « réhabilitation lourde » (autour de 70 000 euros par logement) de la rénovation urbaine leur paraissait être nettement au-dessus de leurs moyens. Ils étaient donc plutôt enclins à discuter de la seule rénovation des façades sans envisager une transformation complète de leur habitat. Soulignons ici l'importance de la baisse de la valeur des logements à Villeneuve suite à la crise économique de 2007, au traitement médiatique de l'été 2010 et aux errements de la rénovation urbaine. Ce nouveau contexte ne semble pas avoir été assez pris en compte par les autorités qui poursuivaient, comme s'il ne s'était rien passé, la restructuration lourde de l'Arlequin.

Outre ces intérêts divergents, il nous fallait prendre en compte d'autres facteurs, comme la taille du patrimoine, le legs du projet politique d'origine, les contraintes réglementaires actuelles et les pratiques différenciées de l'habitat. Telle était la complexe équation à résoudre. Le patrimoine immobilier de la Villeneuve de Grenoble regroupe 5869 logements : 1700 logements pour le Village Olympique, 1935 pour l'Arlequin et 2234 logements pour les Baladins. Ces chiffres montrent l'ampleur du défi à relever. Suivant le projet de rénovation urbaine, nous avons circonscrit notre contre-projet à l'Arlequin.

L'imbrication des logements sociaux et privés dans les immeubles a créé une situation spécifique. Selon les bailleurs sociaux, elle a complexifié la gestion des immeubles, tandis que pour certains habitants, elle permet de lutter contre la ségrégation et cela évite toute spéculation immobilière. Le débat est difficile à

trancher. Les problèmes de gestion des copropriétés sont indéniables et aboutissent parfois à une mauvaise qualité de service pour les habitants. Mais les faits donnent aussi raison aux habitants : les deux immeubles composés uniquement de logements sociaux ont été soit vendus (10/20 galerie de l'Arlequin) soit démolis (le 50 galerie de l'Arlequin) ce qui prouve la vulnérabilité de l'habitat 100% social face à la démolition ou la marchandisation du logement social. En outre, il existe une volonté de scission des grandes copropriétés de l'Arlequin pour séparer les immeubles composés de logements privés et ceux avec uniquement des logements sociaux. Il existe une seconde particularité de l'Arlequin concernant l'emprise foncière des immeubles. Avec la complicité d'un notaire grenoblois, les concepteurs avaient produit une innovation juridique désignant uniquement les piliers de la galerie de l'Arlequin comme l'emprise foncière des immeubles, et non la totalité du sol de la galerie. La galerie devenait ainsi un véritable espace public impossible à privatiser. Le premier projet de rénovation urbaine contrevient à ce choix et pourrait aboutir à la disparition de la galerie de l'Arlequin.

Nous avons alors cherché un compromis entre les intérêts des locataires et les copropriétaires, entre le court terme et le moyen terme. Les habitants ont délibéré sur les travaux à engager dans les appartements, les coursives, les façades et la galerie de l'Arlequin aboutissant aux décisions suivantes :

- Soutenir les projets d'auto-rénovation pour que les locataires et propriétaires puissent améliorer leurs logements dès maintenant.
- Réaliser le changement des canalisations et la rénovation thermique dans tous les immeubles, sans augmentation de loyer pour les locataires et avec une charge totale pour les copropriétaires plafonnée à 30 000 euros/logement.
- Renoncer à la restructuration lourde des immeubles, qui vise à séparer définitivement les coursives. Cette opération est trop coûteuse et ses effets sont incertains.
- Garantir l'équilibre entre logements sociaux (50%) et logements privés (50%) à l'échelle de Villeneuve (périmètre défini par l'AURG en 2003). Stopper la vente des logements sociaux, éviter la gentrification et lutter contre la spéculation en prenant en compte les nouveaux modes d'habiter.
- Créer une agence coopérative immobilière pour gérer les locations et les

ventes d'appartement préfigurant une coopérative d'habitant pour améliorer la gestion des parties communes et redynamiser la vie sociale en créant des « coursives Communes » (voir chapitre six). Essaimer l'expérience des correspondants de coursives.

- Promouvoir le potentiel des logements et leur grande qualité architecturale à travers des visites et une communication spécifique.
- Maintenir l'unité de la galerie de l'Arlequin et sa spécificité juridique, tout en favorisant des aménagements modulables.

## II. Développer la qualité environnementale de Villeneuve

En plébiscitant le scénario « fertile » lors du 40ème anniversaire de Villeneuve, les habitants avaient montré leur souhait d'améliorer la qualité de vie en construisant un projet environnemental ambitieux pour Villeneuve, participant ainsi d'un mouvement plus diffus dans la population de la métropole grenobloise. Au cœur d'un écosystème alpin exceptionnel mais fragile, les habitants étaient régulièrement impactés par des épisodes de pollution aux particules fines. Dans ce contexte, Villeneuve possède des atouts : malgré des infrastructures routières surdimensionnées et la présence de la rocade Sud à proximité, les habitations sont à l'écart des circulations. Ils jouissent surtout d'un parc de 14 hectares qui est considéré comme un « poumon » de la métropole.

Le groupe « environnement » était composé d'habitants, de jardiniers et de militants écologistes qui s'étaient rassemblés pour défendre leurs intérêts ou parce que l'environnement compte dans leur conception générale de la défense du bien commun. Ils partageaient la conviction que l'écologie est avant tout une pratique qui nécessite une nouvelle relation à ce qui nous entoure. Il s'agit de repenser collectivement les activités humaines en fonction des relations qu'elles entretiennent avec l'ensemble. Ce vaste chantier débute nécessairement par la pratique et l'apprentissage pour que la prise de conscience s'accompagne des actes à la hauteur des enjeux.

Les habitants voulaient prolonger une dynamique qui avait émergée depuis plusieurs années à Villeneuve. Un « pôle développement durable » avait été créé à la régie de quartier, sous l'impulsion dynamique de l'écologiste René de



Au premier plan, les jardinières situées sur les parkings

Crédit : Planning

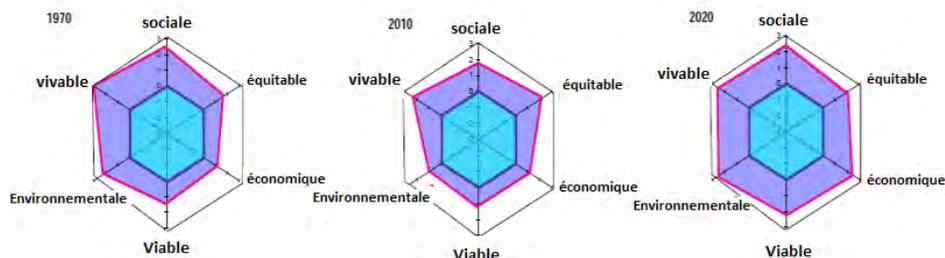
Céglé. Tous les automnes, un « mois du développement durable » est organisé à Villeneuve, suscitant des dizaines d'initiatives, des ateliers, et des débats... Un important travail de sensibilisation est mené avec les écoles. Peu à peu, des jardiniers ont commencé à cultiver spontanément des espaces abandonnés créant le « jardin des Poucets » sur la place des Géants et un jardin sur le toit du parking-silo voué à la démolition. Un espace décrit par J.-F. Augoyard en 1979 :

*« on s'étonne de ces rares jardinières végétales si dérisoires et si seules, écrasées par la haute et rectiligne façade qui les assiège. Le collage d'un décor privé de sens, superposé à une fonction à laquelle il reste absolument étranger (toit d'un silo à voitures) et qu'il n'arrive pas à recouvrir (...). Cette terrasse où séjournent volontiers des adolescents trouve un sens tout autre selon le vécu moteur : les escaliers à monter, les recoins où s'asseoir, les espaces « où jouent les gosses » et, surtout, le fait d'être un lieu de passage favori et habitable, même si de l'inquiétude s'y mêle parfois (la vue oppressante de toutes les fenêtres). Mais telle est bien la nature dynamique de l'habiter vécu qui n'en finit pas de recréer à sa manière des espaces donnés et les usages préconçus.<sup>141</sup> »*

Les habitants avaient repéré une friche à l'emplacement de l'ancien gymnase de la piste. Ils avaient interpellé la municipalité pour créer un jardin, sans obtenir de réponse. Le « groupe environnement » rassembla 80 personnes le 8 avril 2013, un jour de pluie, pour commencer à cultiver le jardin : ils plantèrent des fleurs et autres petites plantes qui formaient un grand point d'interrogation visible depuis

<sup>141</sup> AUGOYARD J.-F., op.cit.

### Evolution des qualités environnementales de l'Arlequin dans le temps



Crédit : Interland

les immeubles : une invitation à réfléchir au devenir de ce lieu. Des élus municipaux s'étaient discrètement mêlés à l'action, entraînant des discussions mouvementées sur leur présence et surtout sur leurs responsabilités. Après plusieurs négociations, la municipalité concéda la création d'un jardin collectif, financé par l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) !

S'il ne s'agissait que d'une petite victoire symbolique, le succès de cette action affirmait l'intérêt des habitants pour l'environnement. La présence des autorités montrait également un petit changement de positionnement. Dans un premier temps, leur présence était interprétée comme de la « récupération », mais elle correspondait en réalité à une nouvelle stratégie des élus grenoblois : créer le premier éco-quartier de France suite à une opération de renouvellement urbain. Cette nouvelle orientation était désormais affichée publiquement. Après tous les conflits, il était difficile de ne pas percevoir cette nouvelle stratégie comme un simple affichage de bonnes intentions. Le label « écoquartier » était perçu comme une coquille vide qui n'entraînerait pas une transformation profonde de la rénovation urbaine, ni une volonté de transformer radicalement les modes de production ou de consommation nécessaires à la préservation de l'environnement. Comment faire confiance à un pouvoir municipal qui a imposé des projets urbains sans concertation ? Outre la rénovation urbaine de Villeneuve, le vaste projet sur la presqu'île scientifique témoignait de ce que signifiait la « ville durable » pour le pouvoir municipal : un projet urbain porté par les grands groupes de BTP et les grands laboratoires de recherches pour trouver des débouchés industriels aux investissements considérables dans le domaine de la recherche.

Nous n'obtiendrons l'évaluation des qualités environnementales de l'Arlequin, réalisée par le cabinet Interland que longtemps après la rupture de leur contrat. L'étude montrait le caractère assez exemplaire du projet initial de Villeneuve et la perte de certaines qualités au fil du temps. Selon Interland, les principaux handicaps actuels étaient la faiblesse du leadership politique sur les questions environnementales et la difficulté à identifier une logique urbaine globale et des interventions cohérentes.

Après plusieurs rencontres du groupe de travail, le géographe Sébastien Breynat synthétisa les propositions du groupe environnement :



La moisson d'une parcelle de blé dans le parc de Villeneuve

Crédit : C. Guiraudie

- Valoriser le parc Jean Verlhac, en aménageant les espaces publics du parc autour de l'espace de jeux central, du lac et de la Place Rouge pour faciliter l'organisation d'événements réguliers.
- Créer un espace pilote pour l'agriculture urbaine en vue de multiplier les jardins, et créer une ferme urbaine occasionnelle, en lien avec d'autres territoires.
- Développer les partenariats locaux concernant la filière alimentaire en lien avec des programmes de recherche des universités du territoire.
- Végétaliser l'infrastructure de l'Arlequin en utilisant les balconnières et les toits des immeubles et des équipements.

### III. L'éducation, une priorité du projet urbain

Tout au long des mobilisations contre le projet de rénovation urbaine, les habitants avaient dénoncé la totale absence de prise en compte du champ éducatif alors qu'il correspond pourtant aux attentes des familles. Ces intérêts avaient été révélés par la campagne de l'Alliance Citoyenne pour la reconstruction de l'école des Buttes suite à un incendie en décembre 2011. Certains parents d'élèves mobilisés avaient également participé aux rencontres de l'APU. Ils affirmaient que l'éducation devait être une priorité du projet alternatif. Nous avons alors imaginé un plan d'investissement dans l'infrastructure scolaire. Cette intention rejoignait également le rappel incessant de l'importance de la pédagogie dans le « projet Villeneuve<sup>142</sup> » formulé par d'anciens instituteurs toujours actifs dans les

<sup>142</sup> Voir Chapitre 1, « Coup de projecteur sur Villeneuve », p39

associations du quartier. Le groupe a alors mené une campagne pour réintégrer l'éducation dans le projet urbain de Villeneuve. Nous voulions montrer les incohérences du projet de rénovation urbaine et la nécessité d'investir fortement le champ éducatif :

*« si l'on considère que le choix résidentiel est corrélé à l'attractivité scolaire, et si l'objectif est d'attirer de nouvelles familles et d'améliorer les conditions de vie des habitants actuels, alors l'amélioration des écoles doit être une priorité. Il s'agit non seulement d'investir fortement dans l'infrastructure mais également de repenser le projet pédagogique ».*

L'APU renouait ainsi avec l'objectif de lutte contre la ségrégation et la reproduction des inégalités. Il ne s'agissait pas que d'un attachement à l'histoire du quartier. Comme nous l'avons déjà évoqué, le projet pédagogique de l'Arlequin avait attiré un public nouveau et des instituteurs pleinement engagés. Les « maisons d'enfants » avaient accueilli des enfants de toutes catégories sociales. C'est le démantèlement du statut expérimental des écoles, la fermeture de nombreux établissements au cours des années 90, et le classement ZEP qui avaient entraîné une perte d'attractivité des écoles. Depuis, aucune mesure n'enrayait les stratégies de contournement de la carte scolaire, en particulier au moment de l'entrée au collège. Cette situation avait provoqué un cercle vicieux qui entraînait une perte d'attractivité résidentielle et un renforcement des phénomènes ségrégatifs. Ni les dispositifs de « réussite éducative », d'inspiration libérale, ni les « plans éducatifs locaux » n'avaient apporté de changements significatifs. Comment expliquer que le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre aient pu négliger l'enjeu des écoles pour un territoire où, justement, un pédagogue avait affirmé : « après Villeneuve, il ne sera plus possible de construire un projet d'urbanisme sans prendre en compte les questions pédagogiques ! »

Le « groupe éducation » proposa d'investir fortement dans les écoles pour agir à long terme sur la résolution de certaines difficultés sociales. Si l'ANRU était capable de construire des parkings, pourquoi ne serait-il pas possible de consacrer des sommes importantes dans l'infrastructure scolaire ? De plus, certaines écoles avaient besoin de travaux d'isolation, en particulier des toits, et d'une amélioration des salles de classes, des espaces d'accueil pour les parents, et

éventuellement de créer des petits préaux dans les cours. Les écoles ayant fait à l'origine l'objet de recherches assez poussées sur le lien entre architecture et pédagogie, cette qualité devait être préservée et valorisée<sup>143</sup>. La création de deux nouveaux établissements pourrait faire l'objet d'un concours sur les liens entre architecture et pédagogique.

Voici les propositions du groupe éducation :

- Investir massivement dans les écoles pour améliorer les équipements scolaires et réhabiliter les bâtiments actuels.
- Créer deux nouveaux établissements intégrant plusieurs cycles (maternelles, primaires) dans la lignée des liens entre architecture et pédagogie nouvelle pour recréer une offre scolaire attractive.

A la suite de ce groupe de travail, notre équipe Planning s'est interrogée sur la place des enfants dans l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Après tout, ils étaient les premiers concernés par le volet éducation du projet urbain. Nous avons commencé à tisser des liens avec les enfants du Club UNESCO du collège Lucie Aubrac pour mener des ateliers autour de l'architecture et de l'urbanisme à Villeneuve. Puis, nous nous sommes impliqués dans un projet de pédagogie sociale mené par l'association Madame Ruetabaga, pour être plus disponibles auprès des enfants dans l'espace public et nous avons fait appel au Conseil Architecture Urbanisme et Environnement (CAUE) pour mener des ateliers dans des écoles et des centres de loisirs. Ces ateliers nous ont permis de mieux comprendre et intégrer les intérêts des enfants dans le projet urbain, (une fois qu'ils ont compris qu'ils pouvaient intervenir sur le projet) les enfants ont demandé :

Créer un jardin potager et installer des balançoires !

<sup>143</sup> Voir Chapitre 1, « Coup de projecteur sur Villeneuve », p39

## Le projet urbain stratégique et démocratique

Au cours de l'été 2013, nous avons publié une première version d'un projet alternatif<sup>144</sup>. Ce contre-projet a été élaboré à partir des attentes immédiates des habitants, des scénarii, des discussions des groupes de travail, tout en prenant en compte des considérations techniques, juridiques ou politiques ainsi que les enjeux à plus long terme. Le résultat correspond-il aux objectifs initiaux ? Par rapport au projet de rénovation urbaine officiel, on constate un réel élargissement des propositions aux nombreux champs de la vie quotidienne des habitants. Il paraît mieux correspondre aux intérêts des habitants. D'autre part, l'Atelier Populaire d'Urbanisme a sans doute permis que l'urbanisme ne soit pas un domaine réservé à quelques experts mais devienne une pratique sociale et un objet de connaissance qui soient appropriés par une pluralité d'acteurs : des habitants, des associations et même des enfants ! L'autonomie de l'Atelier Populaire d'Urbanisme vis-à-vis des pouvoirs publics et le soutien de notre équipe Planning ont été des éléments décisifs pour créer un nouveau rapport de force. En créant un nouvel espace de réflexion et de proposition, nous avons commencé à modifier l'organisation du pouvoir au sein du projet de rénovation urbaine. D'autre part, nous avons fait émerger de nouvelles connaissances sur Villeneuve grâce à notre proximité avec les habitants et aux relations tissées lors de l'immersion.

Publié à la veille de la campagne pour l'élection municipale, le projet urbain stratégique et démocratique suscitera de nombreux débats et plusieurs propositions seront reprises par la nouvelle coalition de gauche, citoyenne et écologiste qui remportera haut la main les élections.

<sup>144</sup> Voir à la fin de l'ouvrage la première version de ce projet, p.189 actuellement en cours de réécriture. Il a reçu le soutien de deux experts internationaux : Yves Cabannes et Gustave Massiah qui ont encouragé les habitants à poursuivre leurs initiatives.





# REQUALIFIER L'ESPACE PUBLIC





Exposition sur la place des Géants

Crédit : ENSAG

*On voudrait montrer ici que l'énigme de la vitalité, de la force de cette expérience réside dans ce flux, bientôt devenu maelström, de contacts, d'échanges, de rencontres, d'interactions quotidiennes qui, des habitants aux institutions en passant par les intervenants sociaux, les visiteurs et ceux qui ont mené cette expérience, a fait de cette cité un lieu où la vie éclatait de toute part<sup>145</sup>*

Progressivement, les premiers signes d'un changement commençaient à être perceptibles à Villeneuve : de nouvelles personnes, de nouveaux collectifs prolongeaient les actions menées depuis plusieurs années. Bien sûr, la dynamique sociale de Villeneuve était bien antérieure à notre action, mais on pouvait constater une petite renaissance avec l'émergence d'une nouvelle génération d'habitants et de militants. Ce sont des « petits changements sociaux qu'il s'agit de surprendre sur le vif et par le menu » disait Gabriel Tarde<sup>146</sup>. Le « plaidoyer pour Villeneuve », le projet urbain stratégique et démocratique, suscitait un débat entre les différents groupes politiques qui se présentaient à l'élection municipale. Le principe d'indépendance que nous avons posé initialement nous obligeait à une certaine neutralité partisane, même si une partie des participants à l'APU était pleinement impliquée dans la coalition écologiste, de gauche et citoyenne. En attendant le résultat des élections municipales, nous avons commencé à renouveler nos modes d'actions en agissant plus souvent dans l'espace public. Au cours de l'été, nous avons agrémenté les abords du lac, construit des bancs, posé des stands sur la place du marché, occupé les universités pour agir en direction d'un nouveau public. Nous avons la volonté collective de reconsidérer le potentiel que représente Villeneuve en organisant des moments collectifs où les habitants imaginent ensemble le devenir de leur quartier.

<sup>145</sup> ANSELME M., *Du bruit à la parole, la scène politique des cités*, Éditions de l'Aube, 2000

<sup>146</sup> TARDE G., *Les lois sociales. Esquisses d'une sociologie*, Paris, Alan, 1898

A première vue, il s'agissait de la suite logique de notre immersion à Villeneuve et des actions menées avec le « groupe environnement ». Ces émanations de l'APU ont été également facilitées par notre autonomie vis-à-vis des pouvoirs publics et notre ancrage dans les réseaux relationnels locaux. Nous avons constaté certains effets de notre action sur l'espace public et le pouvoir d'agir des habitants. Nous allons présenter trois actions successives qui se sont déroulées au cours de l'année 2013-2014 : un événement organisé autour du lac dans le parc Jean Verlhac, un projet de réappropriation des coursives et une stratégie d'action en direction des universités à proximité de l'Arlequin. Ces projets, parmi d'autres, ont engendré des petites transformations sensibles à Villeneuve : une nouvelle atmosphère accompagnée de l'arrivée de nouvelles personnes. Il y avait là, sans doute, une volonté d'agir à un niveau « infra-ordinaire ». Cette dynamique vertueuse mais fragile a failli être mise à mal par un reportage de l'émission Envoyé Spécial (France Télévision) qui dressait un portrait d'un territoire au bord du gouffre, contrôlé par des « bandes » qui affrontent la police. Heureusement, nos craintes furent démenties et ce reportage caricatural suscita un mouvement citoyen qui confirmait que les habitants avaient bel et bien décidé de prendre en charge le devenir de leur quartier.

### Le radeau « Villeneuve Plage »

Quelques petites touches de couleurs et une météo favorable suffirent parfois à transformer l'atmosphère d'un lieu. Au cours de l'été 2013, nous avons monté un stand de fortune : quelques parasols, des tables, des chaises de couleur, un terrain de volley-ball autour du lac de Villeneuve... Quelques affiches avaient été collées sur les panneaux de la galerie de l'Arlequin pour inviter les passants à se rassembler. L'espace fut investi par beaucoup d'enfants et des parents aux visages souriants qui venaient faire une pause ou tout simplement passer l'après-midi avec nous... Une habitante installa une petite table pour proposer des boissons fraîches, des jeunes venaient discuter, des mamans se reposaient sur la pelouse, assises sur de grand tissus... Dans la plus grande simplicité, les enfants et les grands se baignaient et jouaient avec l'eau. Si le lac est utilisé chaque été, cette fois les habitants nous disaient que l'ambiance était particulièrement détendue, un petit plus rendait le site plus agréable.



Scène de jeux au bord du lac de Villeneuve, été 2013

Crédit : Planning

Le lac est un lieu stratégique, au cœur de Villeneuve, au croisement des cheminements entre l'Arlequin et les Baladins. Notre initiative visait à montrer la qualité et le potentiel des lieux, consolider des pratiques, transformer la perception collective d'un environnement. Pour un aménagement futur, nous avons relevé des usages et les articulations possibles avec les équipements sportifs, la piscine et le gymnase de la piste. Notre action ravivait la mémoire du lieu. Un habitant nous a montré une photographie d'une personne naviguant sur le bassin de Villeneuve avec un radeau. Les pieds dans l'eau, quelqu'un raconta alors l'importance de la métaphore du radeau chez Fernand Deligny<sup>147</sup>. Peut-être étions-nous en train de tracer de nouvelles lignes d'erre ? Un ancien directeur d'école nous amena un journal réalisé par les enfants<sup>148</sup> titré « Villeneuve Plage » relatant un événement organisé pendant l'été 1991, à la suite de plusieurs tensions<sup>149</sup> :

*« A la rentrée, les enfants qui étaient restés à la Villeneuve n'avaient que la piscine à la bouche. Pourquoi ? Parce que, cet été, il y a eu un snack, des animations, une fête, des jeux d'eau, de l'initiation au canoë (sur le lac), des ateliers de construction de cerfs-volants, etc. et même, spécialement pour les nageurs, une heure de piscine sans enfants dedans ! Tout le monde est d'accord pour penser que l'été à la piscine a été un succès. (...) «J'aimerais bien qu'on fasse encore Villeneuve Plage...(...). Il y avait deux tables de ping pong, un baby foot. On pouvait y boire et manger. Ils avaient mis des parasols. On pouvait y fabriquer des cerfs-volants. Un soir, les gens se sont baignés avec les lumières ».*

Preuve de plus qu'il est important que l'espace public soit ouvert aux enfants. Notre initiative consistait justement à réactiver ce lieu au cœur de Villeneuve. Elle suscita l'enthousiasme des habitants et des enfants, qui en parlèrent jusqu'à la rentrée des classes. Mais quelques semaines plus tard, une entreprise com-

<sup>147</sup> Voir DELIGNY F., *Œuvres*, Paris : L'arachnéen, 2007, 1854p.

<sup>148</sup> Les Enfants s'en mêlent, *Journal de l'école des Charmes*, septembre 1991

<sup>149</sup> Voir Chapitre 1, « Coup de projecteur sur Villeneuve », p49

mença à couler un revêtement pour aménager une placette autour du lac. Après une rapide investigation, nous avons compris que ces travaux avaient été décidés à la suite à nos actions estivales. Il est néanmoins regrettable que nous n'ayons pas été associés au projet, car les travaux réalisés ne correspondent pas du tout aux usages que nous avons relevés. Nous constatons une fois de plus l'écart entre nos pratiques de terrain et leur interprétation par les services municipaux qui pensaient pourtant bien faire... « Villeneuve Plage » a été reconduite avec succès plusieurs années et nous espérons que l'événement devienne un petit festival. Au-delà des bons moments partagés, cette opération offrait une sensibilisation aux qualités urbaines et paysagères de Villeneuve, apportant une pierre de plus à la construction d'un nouveau projet urbain.

### « Coup d'Étage »

A la rentrée 2013, nous avons organisé un simple apéro dans les coursives de Villeneuve pour discuter de l'avenir de ces espaces. Comme nous l'avions fait l'été autour du lac, nous entendions : réactiver un lieu, montrer son potentiel et raviver une mémoire. Nous l'avons déjà vu, les coursives sont une caractéristique inhérente à l'architecture de Villeneuve<sup>150</sup> mais elles font l'objet d'une polémique récurrente.

Les autorités affirment qu'elles génèrent des nuisances : elles seraient trop difficiles à gérer et à sécuriser. Les bailleurs sociaux se plaignent d'une inadéquation entre leurs procédures de gestion standardisée et la spécificité des coursives. Ils veulent réduire au maximum leur taille et supprimer les cheminements d'un immeuble à un autre en arguant qu'elles faciliteraient la fuite des délinquants dans le dédale de l'Arlequin... D'un autre côté, quelques habitants rappellent le rôle de ces espaces dans le projet de transformation des rapports sociaux. Ils affirment que ces lieux doivent être maintenus parce qu'ils favorisent la rencontre entre des habitants. Ces deux visions s'affrontent et révèlent un imaginaire qui entoure la notion de « coursives ». Comme l'a très bien décrit Pierre Sansot<sup>151</sup>, la fuite de

<sup>150</sup> LUCAN J., op.cit.

<sup>151</sup> SANSOT P., *Poétique de la ville*, Armand Colin, 1996

l'homme traqué est un classique de l'imaginaire urbain. C'est une extrapolation abusive qui associe les quartiers populaires aux « bas fonds » et aux quartiers dangereux. D'un autre côté, les expériences des habitants ont bien existé mais elles ont été minoritaires :

*« Nous étions parmi les premiers arrivés dans notre montée (...) En face de notre porte, un étudiant a proposé qu'on se mette en relation avec de jeunes agriculteurs pour commander directement des œufs frais. On a constitué « la coopérative des œufs ». (...) Nous avons commencé à notre niveau, d'autres personnes ont pris le relais dans les autres étages. Le samedi, la livraison et la distribution des œufs a eu lieu d'abord dans les « mètres carrés sociaux ». Ensuite, on a fait ça chez nous : les habitants commençaient à se connaître. Par la suite, j'ai proposé que l'on prenne un pot ensemble, puis un café, les relations sont devenues plus conviviales encore, et des fêtes ont suivi. Après les œufs, il y a eu le pain bio. »*

En réalité, les coursives sont, ni plus ni moins, de grands couloirs que les habitants traversent pour rentrer tout simplement chez eux. Au lieu de pointer du doigt ces espaces, qui sont au cœur de l'architecture de Villeneuve, nous pensons préférable de les réhabiliter d'un point de vue physique et symbolique. Lors d'une grande réunion publique en juin 2014, le collectif « Coup d'Étage » présente un projet d'habitat groupé dans une coursive : chaque famille ou collectif aurait son propre logement tandis que certains espaces seraient mutualisés : une laverie, une cuisine collective, un atelier et un centre média.

Grâce aux initiatives de l'Atelier Populaire d'Urbanisme, ce collectif s'était approprié l'histoire des coursives de l'Arlequin dans la perspective d'inventer de nouveaux modes d'habiter. Le projet suscita de nombreuses discussions sur le potentiel des lieux, contribuant à une requalification de ces espaces au cœur de l'Arlequin. Le collectif « Coup d'Étage » fut éphémère mais une association spécialisée sur les questions d'habitat groupé a repris l'idée et travaille à l'émergence de projet d'habitat groupé à l'Arlequin.

## La place des universités à Villeneuve

Parallèlement à nos actions aux côtés des habitants, nous avons noué des relations avec des enseignants-chercheurs des universités situées à proximité de Villeneuve : l'École d'Architecture, l'Institut d'Urbanisme et l'Institut de Géographie Alpine. Plusieurs enseignants-chercheurs s'intéressaient à nos pratiques du « *community organizing* » et à nos références à « *l'advocacy planning* » qui suscitaient par ailleurs un intérêt grandissant en France. Commençons par décrire rapidement la place des universités dans le territoire avant de présenter succinctement les actions que nous avons menées impulsant un nouvel attrait pour le territoire.

La première institution universitaire du sud de l'agglomération a été l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Grenoble (ENSAG). Construite par l'architecte Roland Simounet en 1979, c'est un équipement phare de Villeneuve situé au croisement entre les galeries de l'Arlequin et des Baladins. L'école était initialement traversée par une rue piétonne pour que les habitants participent à la vie de l'école et les architectes à la vie des quartiers. Au fil du temps, des difficultés non surmontées (propreté, dégradations...) ont conduit l'école à se replier sur elle-même, s'isolant de son environnement immédiat. Après l'aménagement de son entrée sur la rue de Constantine, l'école d'architecture tourne aujourd'hui le dos aux immeubles d'habitat social et au parc de Michel Corajoud. La seconde étape du développement de l'université dans le sud de Grenoble date du début des années 90. L'État avait mis en place un plan de modernisation des universités françaises intitulé « Université 2000 ». Un concours international d'idées avait choisi un architecte-conseil, Peter Ahrends, pour réfléchir au développement de l'université à Grenoble. Puis, une étude nationale sur le thème « l'université et la ville » donnera l'occasion aux responsables locaux de réfléchir à sortir du campus universitaire. Cette démarche aboutira à la construction de l'Institut de Communication et des Médias (ICM) à Échirolles en 1996, puis de la Cité des Territoires en 2002, à quelques centaines de mètres de l'Arlequin, qui accueillera l'Institut de Géographie Alpine (IGA) et l'Institut d'Urbanisme de Grenoble (IUG). Ces institutions universitaires étaient appelées à jouer un rôle important pour le développement urbain des quartiers sud. Mais du point de vue architectural, les bâtiments universitaires sont assez peu accueillants, mal-

gré une grande façade en verre. L'architecture semble signifier qu'elles ne sont pas à destination des habitants de Villeneuve. Les deux mondes se sont ignorés pendant des années. Il nous semblait pourtant évident que le nouveau projet urbain de Villeneuve devait émerger en lien avec les universités spécialisées sur les questions d'architecture, d'urbanisme et de territoire.

Nous avons alors cherché à développer des relations avec des chercheurs et des étudiants. Un groupe de travail fut créé au cours de l'automne 2013 pour expérimenter des méthodes de recherche participative et discuter de la place de l'université avec les habitants. Ces actions se déroulaient dans l'espace public de l'Arlequin sur des sujets que nous avions repérés. La première action portait sur un conflit d'usage entre des habitants et des services techniques au sujet d'un banc. Pour les jeunes, c'était le lieu où ils passaient du temps à discuter, en bas de chez eux ; certains voisins dénonçaient que c'était un lieu de trafic, alors que les services techniques estimaient cet espace difficile à nettoyer. Ils décidèrent alors de « murer » le banc provoquant la colère des jeunes qui nous interpellèrent pour nous faire part de la situation. Nous avons alors passé un après-midi à discuter avec les différents protagonistes pour entendre leurs points de vue, mais la police est intervenue au même moment et un membre de notre équipe a été interpellé ! Il aurait certainement été préférable que cela se passe autrement, mais le banc est devenu le symbole de la rencontre entre les habitants et les chercheurs, une sorte de « métaphore de l'immersion » : un objet qui offre un point de vue, une orientation pour regarder le monde, un appel à ne pas se contenter de traverser les territoires mais de prendre le temps de s'établir pour faire partie du paysage.

Après plusieurs actions de ce type dans l'espace public, un séminaire réunira des habitants, des chercheurs et des associations pour interroger la place des universités à Villeneuve<sup>152</sup>. Ce séminaire, qui sera suivi d'autres initiatives, témoignait qu'un nouveau regard était porté sur le territoire par les enseignants-chercheurs et les étudiants. Comme en témoigne un projet de fin d'étude présenté en juin 2015 : « co-construire les localités de la Villeneuve à partir de ses ressources<sup>153</sup> ».

<sup>152</sup> DIJKEMA C., DAVID GABRIEL, KOOP K., op.cit.

<sup>153</sup> LAILLE C., PROST S., RANDIER E., SCHERMESSE, *Co-construire les localités de la Villeneuve à partir de ses ressources, impulser, habiter, pérenniser les espaces « oubliés »*, PFE, juin 2015

## Nous sommes les médias, une illustration du pouvoir d'agir des habitants

Alors que nos actions de requalification de l'espace public de Villeneuve émergeaient, fragiles, un reportage de vingt-six minutes<sup>154</sup> diffusé à la télévision faillit balayer tous nos efforts. Dans cette émission diffusée au cours de l'automne 2013, Villeneuve était assimilée à « *un ghetto, replié sur lui-même, synonyme d'échec et gangrené par la violence, où des bandes occupent le pavé* ». Quel décalage avec notre vécu quotidien sur la place du marché, autour du lac, dans les coursives ou les équipements ! Ce reportage ressassait les vieilles rengaines : tous ces moments où les difficultés de la vie sociale avaient généré des violences qui avaient été ensuite utilisées par les médias et certaines autorités pour disqualifier le quartier. Mais cette fois, le reportage est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Indignés, les habitants s'organisèrent immédiatement en assemblée populaire rassemblant des centaines de personnes. Ils se répartissent alors en trois groupes : « action » ; « droit de réponse » et « soyons les médias » pour réagir à un rythme soutenu tout au long de l'automne 2013. Cette mobilisation va bien au-delà de l'expérience de l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU). La rapidité de la mobilisation et la forme d'organisation illustrent bien la résilience des habitants et, nous allons le voir, leur pouvoir d'agir.

Tout d'abord, deux pétitions sont lancées pour demander un droit de réponse et rétablir la vérité. Elles sont immédiatement signées par plusieurs milliers de personnes. Les habitants demandèrent des explications au PDG de la chaîne et exigèrent un nouveau reportage conforme à la réalité. Ils publièrent une lettre pour demander des comptes à France Télévision.

Puis les habitants découvrirent que la réalisatrice du reportage était marraine de promotion à Sciences Po Grenoble. Ils décidèrent d'investir la cérémonie de remise des diplômes malgré l'absence de la journaliste qui évita la confrontation.

Parallèlement, le groupe « Soyons les Médias » reprenait un slogan diffusé à la fin des années 90 dans les réseaux de médias indépendants<sup>155</sup>. Un premier

<sup>154</sup> CHAMBELLAND A. (réal.), La Villeneuve : le rêve brisé, Ligne de Mire, 2013, diffusé dans Envoyé Spécial, France Télévision, 26mn

<sup>155</sup> Voir [www.indymedia.org](http://www.indymedia.org) ou sa version locale : <http://grenoble.indymedia.org>



«Nous sommes les Médias »

Crédit : C. Guiraudie

reportage sera monté dans un temps record intitulé « Villeneuve la Joie<sup>156</sup> » ; une centaine de personnes mèneront un travail de décryptage du reportage d'Envoyé Spécial, avec la contribution du sociologue Jérôme Berthaud<sup>157</sup>. Ces initiatives des habitants seront relayées par la création d'un nouveau média local : « Le Crieur »<sup>158</sup> grâce à l'engagement du journaliste Ben Bultel tandis que deux journalistes indépendants débiteront une immersion pendant plus d'une année pour réaliser un nouveau reportage intitulé : «Villeneuve, l'Utopie Malgré Tout<sup>159</sup> ».

Enfin, le collectif rencontrera le « défenseur des droits » et décidera de déposer une plainte pour diffamation contre le président de France Télévisions. Une collecte de fonds réunira 4000 euros pour financer les frais d'avocat . Un procès aura lieu au printemps 2014, entraînant une nouvelle mobilisation. Ce mouvement social inédit sera couvert par plusieurs médias nationaux<sup>160</sup> et suscitera de nombreux articles sur des sites spécialisés (Acrimed, Terrains de Luites, Arrêt sur Images...). En janvier 2014, une prise de position inattendue du Conseil supérieur

<sup>156</sup> HAMMADA S., Villeneuve La Joie, 2013

<sup>157</sup> BERTHAUT J., *La Banlieue du « 20 heures », Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Éditions Agone, 2013

<sup>158</sup> Voir [www.lecrieur.net](http://www.lecrieur.net)

<sup>159</sup> MASSOT V., VIENOT F. (réal.), *La Villeneuve, l'utopie Malgré Tout*, Production John Paul Lepers, On y Va ! Média, 2015, 52 mn

<sup>160</sup> Par exemple FELIX V., A la Villeneuve, pas de quartier pour les clichés, *Télérama*, 15 mai 2014 ; FRANCE INFO, Les habitants du quartier de la Villeneuve poursuivent France Télévisions, 15 mai 2014, CARREL F., « Envoyé Spécial », cité à comparaître, *Libération*, 15 mai 2014

de l'audiovisuel (CSA) estimera que la chaîne avait manqué à ses obligations<sup>161</sup>, ne respectant pas la nécessité d'assurer la diversité des points de vue sur un sujet prêtant à controverse, et que le reportage n'apparaissait pas suffisamment équilibré. Le CSA déplorera en particulier que seuls les aspects négatifs du quartier aient été mis en avant, stigmatisant l'ensemble du quartier de la Villeneuve. Dans une tribune publiée dans *Libération*, des chercheurs proposeront de réfléchir à la notion de « diffamation territoriale<sup>162</sup> ».

Cette mobilisation est la meilleure réponse que les habitants pouvaient apporter aux constats superficiels des journalistes. Voilà une preuve, s'il en faut, *des capacités qu'ont les habitants de Villeneuve* à intervenir sur le cours des événements. Un phénomène que nous appelons l'*agency*<sup>163</sup> qui est l'un des buts recherchés du pouvoir d'agir (*empowerment*). D'où vient cette capacité d'agir des habitants de Villeneuve ? De notre point de vue, les capacités ont été acquises par les habitants lors des expériences de mobilisation passées. Elles se sont diffusées assez largement au sein de la population pour devenir ce qu'on appelle des « apprentissages sociaux » (*social learning*). Ce phénomène est certainement issu des expérimentations sociales des années 70 avant d'être complété par d'autres expériences au fil des années. Ainsi, les mobilisations du collectif Villeneuve Debout, les campagnes de l'Alliance Citoyenne, l'Atelier Populaire d'Urbanisme ou la mobilisation contre Envoyé Spécial n'ont été que les dernières manifestations d'une capacité plus diffuse, au sein des habitants de Villeneuve, à agir sur le cours des événements. Toutefois, nous avons certainement contribué à élargir la base sociale des personnes concernées à travers la création de nouvelles relations et la diffusion de nouvelles méthodes d'organisation sociale. C'est l'ensemble de ces phénomènes que nous désignons avec d'autres le « pouvoir d'agir<sup>164</sup> ».

<sup>161</sup> CSA, intervention auprès de France Télévisions, 8 Janvier 2014, [consulté le 18 décembre 2015], disponible: <http://csa.fr/Espace-juridique.Decisions-du-csa/Reportage-Villeneuve-le-reve-brise-dans-le-magazine-Envoye-special-intervention-aupres-de-France-Televisions>

<sup>162</sup> DEBONO E., DEDIEU J-P., Briser la banlieue par l'image, *Libération*, 14 Juillet 2014

<sup>163</sup> On désigne par *agency* la capacité des acteurs à intervenir sur le cours des événements. Voir BANDURA A., Social cognitive theory : an agentic perspective. *Annual Review of psychology*, 52 1-26. The Agency (1956). Describes the form of agency

<sup>164</sup> BACQUE M-H., BIEWENER C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, La Découverte, 2013

## Un nouvel espace public

Ces quatre initiatives illustrent une autre facette de l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Notre expérimentation a non seulement élaboré un contre-projet qui servait de repère pour l'action des habitants dans le champ de la rénovation urbaine, mais contribuait à produire, avec d'autres dynamiques coexistantes, certains effets visibles dans l'espace public. Les initiatives que nous avons décrites, parmi d'autres<sup>165</sup>, participaient à la création d'un nouvel espace public à Villeneuve. Peu à peu, nos démarches ont suscité l'intérêt de chercheurs, d'étudiants ou de personnes qui venaient nous rendre visite car « il se passait quelque chose à Villeneuve ». Ce qui n'était qu'une simple pratique ordinaire, une certaine manière d'agir, commençait à produire des pratiques collectives dans des espaces urbains qui subissaient fortement la crise du fordisme et la métropolisation. Elles pouvaient être des points de départ pour réfléchir à la place des grands ensembles dans la métropole. Si nos actions avaient un caractère ludique, nous n'avons jamais perdu de vue que l'objectif central de l'Atelier Populaire d'Urbanisme était une transformation de l'organisation du pouvoir. Ainsi, nous voulions ouvrir des négociations avec les autorités locales pour reconstruire un projet urbain négocié dans l'intérêt des habitants. Il faudra alors attendre les résultats des élections municipales du printemps 2014 pour que ce sujet soit de nouveau sur la table.

<sup>165</sup> Pour être complet, il faudrait ajouter les actions que nous avons menées autour de la salle de spectacle, les écoutes collectives, les jams sessions, la création d'un collectif de locataires, les ateliers de rue avec les enfants, des actions au CROUS du Village Olympique ou au quartier auto-construit d'Allibert...



# ÉLOGE DU CONFLIT



Alors que les effets de notre expérimentation commençaient à être visibles à l'échelle infra-ordinaire dans les lieux utilisés quotidiennement par les habitants, notre action participera au changement du pouvoir municipal qui entraînera des modifications du dispositif de rénovation urbaine. C'était le début de la transformation de l'organisation du pouvoir, l'un des objectifs des méthodes du *community organizing* et de notre pratique inspirée des théories de *l'advocacy planning*. Un changement qui ne vient pas d'en haut mais qui est issu de nouvelles aspirations « d'en bas ». Bien sûr, il n'est pas question de dire que nos expériences expliquent, à elles-seules, les changements politiques qui ont eu lieu à Grenoble au printemps 2014. Mais les campagnes de l'Alliance Citoyenne, les luttes contre la rénovation urbaine de Villeneuve et l'Atelier Populaire d'Urbanisme ont, modestement, joué un (petit) rôle dans la chute d'une équipe municipale déconnectée de la réalité et l'émergence d'une nouvelle coalition écologiste, de gauche et citoyenne.

L'émergence de l'Atelier Populaire d'Urbanisme avait introduit un nouvel espace dans le paysage de la rénovation urbaine à Villeneuve. D'une part, il concurrençait directement les dispositifs de participation institutionnels qui paraissaient éloignés des habitants, et d'autre part il imposait de nouveaux termes aux débats qui opposaient les habitants et les autorités, grâce au projet urbain stratégique et démocratique. Tout au long de ce chapitre, nous allons tenter de caractériser le rapport entre l'Atelier Populaire d'Urbanisme et le pouvoir municipal. Nous débuterons par une description du Patio qui, après tout, est l'espace où les habitants interagissent le plus souvent avec les institutions. Puis nous reviendrons sur la négociation tentée par Jérôme Safar juste avant qu'il ne soit balayé aux élections municipales par la nouvelle coalition de gauche, écologiste et citoyenne. Nous nous intéresserons alors aux premiers pas de la nouvelle équipe municipale à Villeneuve et à son appréhension du dossier de la rénovation urbaine, qui engendra des questionnements sur le positionnement de l'Atelier Populaire d'Urbanisme.



Atelier de l'APU dans le Patio

Crédit : Planning

## Description du Patio

« Comment décrire cette étrange et énorme météorite qu'est l'institution centrale d'animation et dont on se demande de quel firmament elle a bien pu tomber » se demandait déjà Jean-François Augoyard<sup>166</sup>. Au cœur de la mégastructure de l'Arlequin, le Patio est un espace complexe, de plusieurs niveaux reliés par des escaliers et des colonnes décorées par le plasticien Rougemont. C'est à la fois un passage qui relie le parc à la galerie et un forum qui distribue plusieurs équipements : un café, une bibliothèque, un lieu d'exposition, un centre social, une salle de spectacle, un centre audiovisuel et des services administratifs. Un espace public intérieur qui a longtemps été le siège des institutions communautaires de Villeneuve.

La description du Patio est importante car c'est le lieu des interactions quotidiennes entre les habitants et les institutions. L'espace intérieur du Patio est surchargé de signes témoignant de la diversité des activités quotidiennes : des dizaines d'affiches, un mur de boîtes aux lettres associatives, des prospectus, des panneaux signalétiques, des œuvres d'art, et le reste. Ces lieux sont à la fois appropriés par les habitants et hiérarchisés par les pratiques professionnelles. Cette « machine sociale » rythme la vie quotidienne de l'Arlequin, à quelques mètres de la place du marché. Lieu emblématique du service public local, de l'animation, de la culture et de l'assistance (CCAS), cet espace héberge toutes sortes de métiers, au moins une quarantaine, allant de l'agent administratif à l'intermittent du spectacle, du « directeur de territoire » au bibliothécaire. Ici, la hiérarchie offi-

<sup>166</sup> AUGOYARD, op.cit.

cielle s'inverse parfois : les gardiens sont aussi des habitants qui connaissent tout le monde, attentifs aux plus petits signaux, procurant de précieux conseils à ceux qui sont perdus dans la forêt administrative. Ils savent mieux que quiconque ce qui se passe à « l'extérieur » du Patio, et perçoivent rapidement les tensions avant qu'elles ne se répercutent dans les équipements.

Lorsque nous avons compris la fonction du Patio à Villeneuve, nous allions décider d'occuper stratégiquement le terrain. Au cœur du Patio, le café « le Barathym » était presque devenu notre bureau temporaire. C'est là, à cet endroit là que nous donnions rendez-vous à nos interlocuteurs. Combien de personnes avons-nous rencontrées autour d'un simple café, qu'ils soient habitants, activistes, étudiants, journalistes, techniciens, experts ou chercheurs ? Ainsi, notre présence devenait beaucoup plus visible que celle du chef du projet de rénovation urbaine enfermé dans son bureau.

## Premiers effets de notre action sur le projet de rénovation urbaine

Longtemps, les effets de notre action sur la rénovation urbaine sont restés mineurs : ni la démolition du 50 galerie de l'Arlequin, ni la vente des immeubles du 10/20, ni la démolition des silos de la crique centrale n'avaient été évitées. A la veille des élections municipales, la seule transformation que nous avons obtenue était la créa-

Gravats du chantier de la rénovation urbaine

*Crédit : C. Guiraudie*



tion de jardins partagés dans la Crique Nord. Bien sûr, on constatait des effets dans l'infra-ordinaire, qui commençaient à être visibles, mais nos résultats sur la rénovation urbaine en tant que telle étaient faibles. Pourtant, notre action avait coïncidé avec une paralysie du dispositif de rénovation urbaine et une fragmentation de l'action municipale. Le dispositif de rénovation urbaine avait perdu toute consistance : le schéma de « *cohérence urbaine* » était perçu comme une accumulation d'incohérences, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes. Le projet était moribond, maintenu par l'inertie administrative. Il ne suscitait ni l'adhésion, ni l'enthousiasme des habitants, mais au contraire, un profond ressentiment.

Pour les habitants les plus critiques, les autorités publiques n'avaient pas été à la hauteur de leurs responsabilités : le maire avait brillé par son absence, laissant son dauphin occuper seul le devant de la scène en vue des élections municipales, Jean-Philippe Motte s'était retiré en plein champ de bataille, tandis que l'architecte-urbaniste Yves Lion poursuivait ses missions de conseil à distance. Les habitants n'avaient pourtant cessé d'interpeller les institutions publiques pour les alerter sur les impasses du projet de rénovation urbaine et présenter les propositions de l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Comme nous l'avons déjà évoqué, ils avaient discuté de la situation avec la ministre du Logement, Cécile Duflot, lors d'une entrevue au cours de l'année 2013<sup>167</sup>. Mais les élus restaient inflexibles et ne voulaient rien entendre. Au lieu de faire émerger une nouvelle stratégie prenant en compte l'Atelier Populaire d'Urbanisme, ils avaient adopté une position défensive, cherchant à mettre en œuvre coûte que coûte ce qui avait été prévu, malgré le décalage de plus en plus flagrant entre le plan et la réalité.

Difficile de comprendre cet entêtement des autorités, malgré les interpellations, les pétitions, les lettres publiques et les articles dans la presse locale. Est-ce la grande complexité du projet ou une trop grande assurance qui ont rendu les élus aveugles aux évolutions du terrain ? C'est certainement la rigidité du dispositif de rénovation urbaine qui a entraîné sa paralysie. Héritière d'une forme archaïque d'intervention de l'État dans les territoires, la rénovation urbaine de Villeneuve a été en totale contradiction avec les recommandations habituelles d'élaboration

<sup>167</sup> Cette rencontre a eu lieu en marge de la remise de la légion d'honneur à Maryvonne Boileau dans le quartier Très Cloîtres.

du « projet urbain ». Pour décrire avec précision ce phénomène, il nous faudrait retracer les modalités d'interactions au sein des institutions, régies par la verticalité des échanges, et des rapports sociaux hérités des vieilles chaînes de dépendances de l'appareil bureaucratique. Chaque désaccord avec les habitants, les collectifs ou l'assistance à maîtrise d'ouvrage provoquait un raidissement de la « chaîne de commandement », au lieu de faire émerger de nouveaux espaces négociés, comme le recommandent les pratiques de « gouvernance urbaine ». Éloignés du terrain, gênés par la présence de l'Atelier Populaire d'Urbanisme, les élus étaient en train de perdre tout contact avec la réalité.

## Jeu de dupe avec le candidat socialiste

Longtemps, les élus ont justifié le bien-fondé du projet de rénovation urbaine en se positionnant comme les garants de l'intérêt général. L'élu Jean-Philippe Motte analysait l'opposition des habitants à la rénovation urbaine comme une résistance à tout changement du projet initial. Il voulait prendre ses responsabilités pour ne pas rester dans l'immobilisme et donc mettre en œuvre le projet. Mais il choisira le pire moment pour se retirer du projet : en plein conflit entre les habitants, les élus et l'assistance à maîtrise d'ouvrage et juste après les incidents de l'été 2010. Il laissa le champ libre à Jérôme Safar que les habitants décrivaient comme plus intéressé par sa carrière politique que par l'amélioration de la qualité de vie à Villeneuve.

Quelques mois avant l'élection municipale, Jérôme Safar chercha à rencontrer l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Malgré les doutes des habitants sur le bien-fondé de cette rencontre, ils décidèrent d'entendre ce qu'il avait à leur dire. Cette rencontre se déroula à l'Hôtel de ville, sous la forme d'un comité de pilotage de la rénovation urbaine, en présence de plusieurs élus, des bailleurs sociaux, du chef de projet et du directeur du territoire. Le candidat socialiste voulait montrer qu'il avait la situation bien en main. Sûr de son élection, il annonça un nouveau cycle de concertation au cours du printemps 2014, pendant les élections, dont les grandes thématiques seraient inspirées des propositions de l'APU, dans la perspective du dépôt d'un nouveau dossier à l'État. La proposition paraissait intéressante, car elle correspondait tout à fait au projet de *advocacy planning* : élaborer

un contre-projet qui serait ensuite repris dans ses grandes lignes par les autorités. Mais Jérôme Safar cherchait surtout à créer un climat favorable en vue de sa future élection. Ce n'était pas l'élu qui faisait cette proposition mais le candidat. Politiquement habile, ce retournement de situation était néanmoins arrivé beaucoup trop tard, car pendant ce temps, une large coalition était en train d'émerger à Grenoble, réunissant de très nombreux courants de la gauche grenobloise.

Le nouveau cycle de concertation posait toutefois un sérieux dilemme aux membres de l'Atelier Populaire d'Urbanisme :

- Soit, l'APU refusait de participer à la concertation, renonçant à la seule occasion de peser sur le contenu au second programme de rénovation urbaine.
- Soit, l'APU participait au dispositif, au risque de sembler se compromettre avec un pouvoir municipal fortement contesté, qui n'avait jamais voulu négocier jusqu'alors.
- Ou alors il était possible de protester en demandant d'attendre la fin des élections pour mener la démarche de concertation.

Il serait possible d'éclairer cette situation en transposant les travaux de l'économiste Albert Hirschman dans le champ des études politiques : se retirer, protester ou être loyal<sup>168</sup> ? Face à l'incertitude du contexte, nous avons néanmoins opté pour une quatrième position : ne pas prendre position tout en garantissant qu'un membre de l'APU soit présent à chaque rencontre. En définitive, la concertation ne sera pas à la hauteur des enjeux de la rénovation de Villeneuve. Elle fut peu suivie malgré les importants moyens mis en œuvre par les services municipaux. Les habitants avaient sûrement compris qu'il s'agissait d'un leurre destiné à faire adouber un candidat. Toutefois, sans aborder ici le contenu des séances, nous observerons pour la première fois la reprise des grands axes de notre projet urbain stratégique et démocratique par les techniciens municipaux, ce qui signifiait peut-être un fléchissement des cadres habituels de l'action publique.

<sup>168</sup> HIRSCHMAN, A, 1970, *Exit, voice and loyalty : responses to decline firms, organizations and states*, Cambridge, MA : Harvard University Press, Tr. fr. de Claude Besseynias. *Face au déclin des entreprises et des institutions*. Paris : Editions Ouvrières, 1973



Eric Piolle entouré de son équipe le soir de sa victoire

*Crédit : Bruno Ansellem/  
Signatures*

## L'arrivée d'une nouvelle coalition municipale

A l'annonce des résultats des élections municipales au printemps 2014, des pétales de fleurs tombèrent au-dessus du nouveau maire, Eric Piolle, entouré de sa nouvelle équipe municipale. Des milliers de personnes se rassemblèrent alors spontanément devant le musée de Grenoble. L'histoire semblait se répéter cinquante ans après la victoire des GAM en 1965 : une nouvelle coalition écologiste, de gauche et des réseaux citoyens accédaient à la mairie de Grenoble. Un mouvement de fond avait traversé Grenoble qui témoignait une nouvelle fois de la vitalité politique et citoyenne de la capitale des Alpes. Dès le lendemain, les observateurs cherchaient à expliquer cette victoire par la lutte contre le lycée Mounier ou contre le projet urbain de l'Esplanade, l'épisode récent de pollution ou la sociologie très particulière de la ville. En réalité, la campagne s'était jouée à gauche : le candidat socialiste s'était effondré, sourd aux attentes de la population et aux aspirations des mouvements sociaux urbains qui s'étaient déployés à Grenoble depuis plusieurs années favorisant l'émergence d'une force alternative. Les grands choix stratégiques comme le projet urbain de la presqu'île ou la rénovation urbaine de Villeneuve avaient été imposés. De fait, parmi les grands sujets de campagne, les débats sur l'urbanisme et la démocratie ont été déterminants. C'est la coalition menée par Eric Piolle qui suscitera l'enthousiasme en reprenant les slogans « une ville pour tous » et surtout « pouvoir d'agir », devenant une sorte d'adaptation locale du « Yes we Can » de Barack Obama !

Dans un régime démocratique, les conflits non résolus pendant l'exercice du mandat sont généralement arbitrés par les élections. Au lendemain des élections municipales, des habitants nous interrogeaient : que va-t-il désormais se passer pour la rénovation urbaine ? Est-ce que le projet sera enterré ? Quelle sera la nature des relations entre l'APU et la nouvelle équipe municipale ? Ces questions méritaient d'être débattues collectivement. Nous avons alors convoqué une nouvelle assemblée pour définir le positionnement de l'APU. Quinze jours seulement après l'élection, cent-vingt personnes se réunissent à la salle 150 de l'Arlequin. Notre indépendance fut réaffirmée ainsi que nos deux orientations principales :



Affiche de la coordination des quartiers populaires  
Crédit : Planning

tout faire pour modifier le projet de rénovation urbaine et coproduire un nouveau plan inspiré du projet urbain stratégique et démocratique. Cette assemblée sera également l'occasion de discuter de l'avenir de la salle de prière du 50 galerie de l'Arlequin avec les responsables de ce lieu de culte musulman. Le sujet avait émergé au cours de la campagne municipale, car aucune solution satisfaisante n'avait été trouvée par l'ancienne municipalité. Cette situation fut immédiatement prise en compte par les nouveaux élus, qui décideront d'installer un bâtiment provisoire. Quelques jours après l'assemblée, plusieurs membres de l'APU rencontreront Vincent Fristot, le nouvel élu à l'urbanisme, pour l'entendre dire qu'il avait besoin de temps pour bien connaître le dossier, s'assurer de la maîtrise de l'appareil administratif et prendre connaissance des nouvelles dispositions législatives : en particulier la loi de métropolisation et la loi Lamy de février 2014. Au vu des premières interactions avec les élus, les habitants appréciaient la disponibilité au dialogue qui tranchait avec le climat de défiance envers les citoyens instauré par les autorités précédentes.

Dans la foulée, nous avons participé à un foisonnement d'initiatives démocratiques menées par des mouvements citoyens, qui attiraient l'attention des médias toujours prêts à scruter l'exception de la politique de Grenoble. En juin 2014, nous avons organisé une grande réunion publique avec la future coordination nationale « Pas Sans Nous », rassemblant des militants des quartiers populaires de Paris, Lyon, Marseille, Toulouse ou Nantes autour du slogan « Pouvoir d'Agir ». Nous demandions une nouvelle politique de réhabilitation des grands ensembles, la mise en place des tables de Quartier, des Conseils Citoyens et le respect du principe de co-construction des projets urbains. Plusieurs membres de la coalition municipale s'étaient glissés dans le public, dont le maire Eric Piolle.

Puis nous nous sommes impliqués avec d'autres mouvements citoyens, pour l'élargissement des Conseils Citoyens à tous les quartiers de Grenoble, au-delà

<sup>169</sup> Voir le site de la démarche VILLE DE GRENOBLE, site internet des conseils citoyens indépendants, 27 octobre 2014 [consulté le 18 décembre 2015], disponible : [www.coconstruiregrenoble.fr](http://www.coconstruiregrenoble.fr)

des seules zones définies par la politiques de la ville. Une commission extra-municipale, composée d'élus et des citoyens, sera mise en place à l'automne 2014 pour définir le rôle et le fonctionnement de ces nouvelles instances<sup>169</sup>. La dynamique sur les conseils citoyens sera accompagnée par le groupe Aequitaz<sup>170</sup> dont les fondateurs avaient joué un rôle clef pour la réussite de l'expérimentation du *community organizing* à Grenoble. L'universitaire Marion Carrel sera invitée à présenter ses travaux sur les « artisans de la participation », dont la définition correspond assez bien à notre action : « *des groupes qui interviennent temporairement sur un territoire, (...) revendiquent le souci de faire entendre les sans voix, (...) rejettent les modes traditionnels d'expertise par le haut...*<sup>171</sup> ».

L'arrivée de la nouvelle équipe municipale engendrait un débat de fond parmi les mouvements sociaux grenoblois et au sein même de l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Valait-il mieux continuer à mener des campagnes citoyennes en dehors du cadre institutionnel ou s'investir dans la coproduction des politiques publiques ? Pour l'Atelier Populaire d'Urbanisme, l'élection de la nouvelle coalition municipale permettait d'envisager une possible transformation du projet de rénovation urbaine. L'APU adopta donc une position intermédiaire : premièrement, réaffirmer son indépendance pour éviter son institutionnalisation. Deuxièmement, être pragmatique vis-à-vis du nouveau pouvoir, ce qui voulait dire se féliciter des décisions qui sembleraient aller dans l'intérêt des habitants et combattre celles qui iraient à leur encontre. Troisièmement, expérimenter la « co-construction » du projet urbain de Villeneuve. Au sein de l'équipe Planning, on se demandait si nous étions encore dans l'expérimentation des théories de *l'advocacy planning* ? Nous avons conscience qu'un cycle était en train de se terminer et qu'il fallait que nous renouvelions, une nouvelle fois, nos méthodes et nos stratégies. Nous faisons surtout le constat que les résultats concrets de notre action sur le projet de rénovation urbaine n'étaient pas encore assez significatifs. Nous devons aller plus loin.

<sup>170</sup> AEQUITAZ, Manu Bodinier et Jérôme Bar, Agir collectivement pour la Justice Sociale, 1er Juin 2012, [consulté le 18 décembre 2015], disponible : [www.aequitaz.org](http://www.aequitaz.org)

<sup>171</sup> CARREL M., *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions, 2013



Le détronement d'Yves Lion

Crédit : Planning

## Le détronement d'Yves Lion

La nouvelle municipalité s'était engagée à mettre en œuvre les principes de co-construction des politiques publiques, tels qu'ils avaient été définis dans le programme électoral basé sur le « pouvoir d'agir » des habitants. Mais, les élus héritaient également des dossiers en cours de la municipalité précédente, dont la rénovation urbaine de Villeneuve. Ils découvrirent assez rapidement que leurs marges de manœuvre seraient assez réduites pour modifier le projet urbain élaboré par l'architecte-urbaniste Yves Lion (voir ci-dessus). Cette situation était délicate : comment expliquer cette réalité aux habitants qui attendaient un changement concret ? Les élus commencèrent par prendre la température en organisant une première grande réunion publique à l'Espace 600, une scène qui a vu défiler tous les maires depuis Hubert Dubedout.

Un rapide aperçu du déroulement de cette rencontre permet d'illustrer les rapports de force au lendemain des élections municipales. Pierre-Loïc Chambon, le chef du projet social de Villeneuve, avait insisté pour présenter les résultats de la concertation du printemps 2014, malgré le fait que tout le monde se rappelait qu'il s'agissait d'une idée du candidat malheureux. Deux par deux, les personnes ayant pris part à cette démarche avaient été invitées à lire une liste interminable de propositions, suivie de quelques séquences vidéos. Nous ne garderons pas un souvenir mémorable de cette présentation tellement le spectacle était ennuyeux, jusqu'à un happening signé APU.

Des habitants se levèrent de leurs sièges et se dirigèrent vers la scène, brandissant de grandes pancartes de couleur où l'on pouvait lire des revendications concernant l'éducation, la démocratie, l'habitat, l'environnement, l'économie. Puis un diaporama fut projeté sur un grand écran. La première diapo était une photo du 50 galerie de l'Arlequin, suivie d'une image de la démolition inutile de cet immeuble qui avait causé tant de conflit. La troisième était un portrait de l'architecte-urbaniste Yves Lion déguisé en chef d'orchestre. Un trucage fit disparaître sa baguette qui atterrit dans les mains du maire et des habitants. Cette baguette

volée au chef d'orchestre devenait un symbole du pouvoir partagé entre l'équipe municipale et les habitants pour l'avenir de Villeneuve.

Notre happening avait pour objectif de détrôner l'un des responsables du projet de rénovation urbaine de Villeneuve. Nous nous inspirions de la stratégie terriblement efficace du sociologue de Chicago, Saul Alinsky : « *Pick the target, freeze it, personalize it, and polarize it. Cut off the support network and isolate the target from sympathy*<sup>172</sup> ». Quelques mois plus tard, Yves Lion sera remercié. Le ridicule est une arme puissante, disait Alinsky. Cette réunion publique était également l'occasion de remettre en cause le mythe tenace de « l'urbaniste, grand magicien de la création urbaine, inventeur génial de la ville » que déplore souvent Jean-François Tribillon<sup>173</sup>. En effet, derrière les noms il y a des processus concrets de production de la ville. C'est ce que nous avons mesuré au bout de quelques semaines : le départ de l'architecte en chef ne signifiait pas pour autant la fin de son projet pour Villeneuve, restait encore à la nouvelle municipalité à gérer les fragments de son schéma « d'incohérence » urbaine.

## La petite victoire du 130 galerie de l'Arlequin

Le dispositif de rénovation urbaine était moribond mais toujours debout. La remise à plat totale du projet n'était pas possible. Les appels d'offre avaient été validés par le conseil municipal durant le mandat précédent. L'arrêt total des travaux risquait d'entraîner des conflits juridiques aux résultats incertains et aux coûts non-négligeables, dans un contexte de baisse des dotations de l'État aux collectivités territoriales. Après avoir étudié toutes les possibilités, les élus organiseront une seconde réunion publique à l'Espace 600 en décembre 2014 pour présenter la situation aux habitants. Le message principal pouvait paraître contradictoire :

*Rupture officielle avec l'architecte-urbaniste Yves Lion tout en maintenant la plus grande partie de son projet de rénovation urbaine, mis à part le déplacement de la place du marché.*

<sup>172</sup> ALINSKY S., op.cit.

<sup>173</sup> TRIBILLON J-F., *L'urbanisme*, La Découverte, 2009

Les habitants avaient de bonnes raisons de ne pas se satisfaire de la situation. Le compte n'y était pas. Dès le lendemain de la réunion publique, des habitants voulaient engager un nouveau cycle de mobilisations intitulé « pour une autre fin de l'ANRU1 ». Un nouveau rapport de force s'engagea avec la nouvelle coalition municipale pour obtenir de nouvelles avancées. Si les habitants étaient conscients des contraintes juridiques et comptables, ils savaient qu'il existait une brèche : le projet de démolition d'une partie du 130 galerie de l'Arlequin nécessitait une enquête publique car la copropriété s'était opposée à cette démolition. La remise en cause de ce projet était donc un objectif atteignable. La mobilisation rassembla deux cents habitants au début de l'année 2015. Grâce à la transparence de la nouvelle équipe municipale<sup>174</sup>, nous avons obtenu tous les documents publics. Pour les membres de l'équipe Planning, cela réduisait considérablement le temps d'enquête, permettant de se concentrer sur la mobilisation. Cinq séances furent organisées, les habitants affirmeront les positions contre la construction de la rue Dodero, la démolition partielle du 130 galerie de l'Arlequin, la fermeture de la piscine et demanderont une nouvelle insertion des équipements sur la place des Géants et la Crique Centrale. Cette mobilisation entraîna une négociation à l'Hôtel de Ville en présence du maire de Grenoble et de plusieurs élus et techniciens. L'équipe municipale décida d'abandonner la démolition partielle du 130 galerie de l'Arlequin tout en maintenant les travaux de voirie de la rue Dodero. Outre ce compromis, un accord fut trouvé pour retravailler sur le projet des nouveaux équipements en lien avec les professionnels et les habitants. A la fin de la rencontre, seule la fermeture de la piscine restait un point d'achoppement.

Ces petites victoires marquaient enfin la fin de plusieurs années de conflit entre les habitants et les élus dans le contexte du premier projet de rénovation urbaine de Villeneuve.

<sup>174</sup> Délibération du conseil municipal d'octobre 2014, la ville de Grenoble a pris l'engagement de « rendre publiques les données publiques ».

## Vers une démocratie d'interpellation

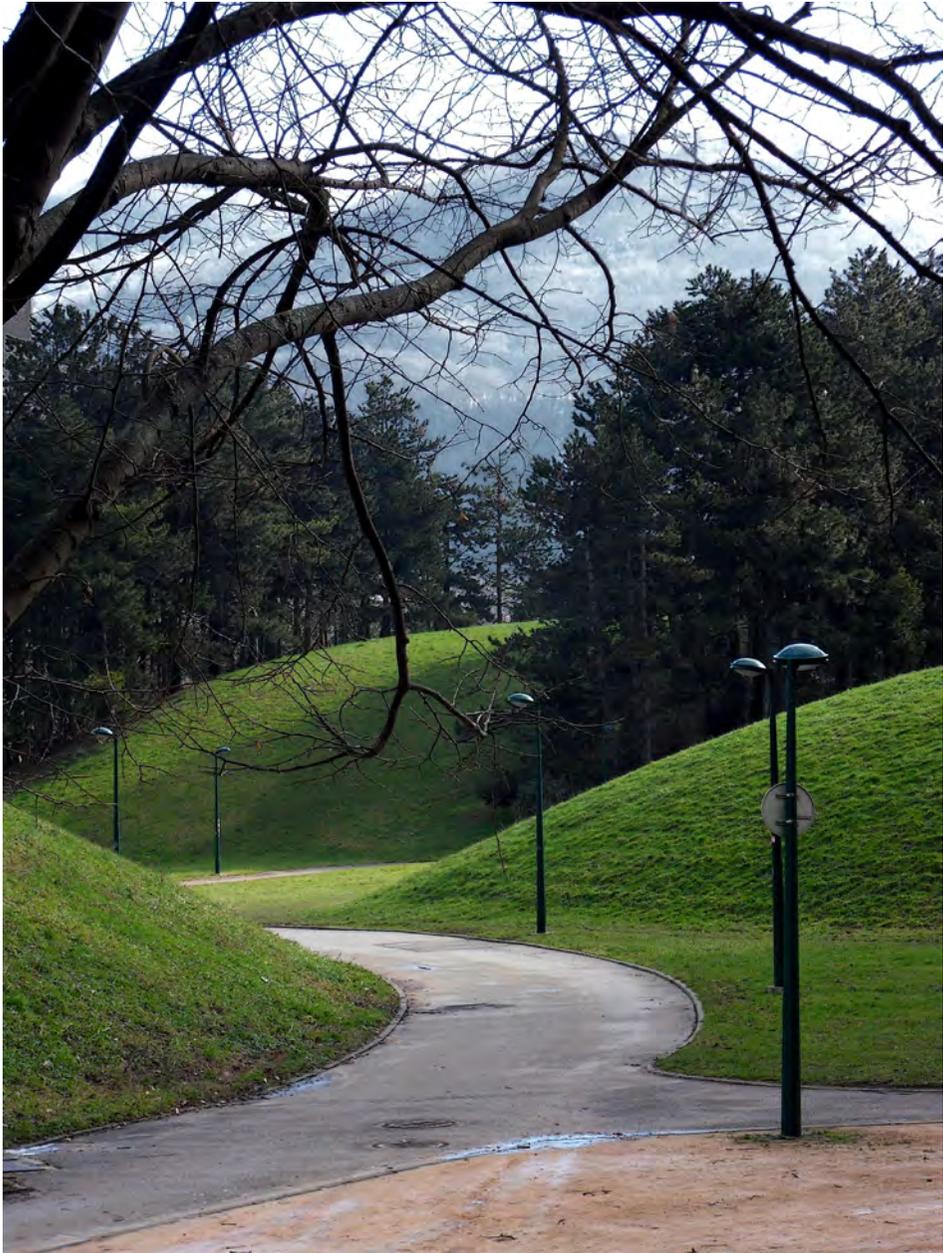
Un long chemin a été parcouru par les habitants de Villeneuve depuis les premières mobilisations de 2004 contre le schéma de cohérence urbaine. Si elles n'avaient pas abouti à des résultats significatifs, la persévérance des habitants finira par payer, participant à une transformation du pouvoir municipal et certains aspects de la rénovation urbaine. Cette expérience s'inscrit dans les expériences de la « démocratie d'interpellation », une expression qui a commencé à être utilisée à Grenoble par l'Alliance Citoyenne<sup>175</sup>, avant d'être reprise dans le rapport Mehmache-Bacqué<sup>176</sup> ou encore dans un ouvrage récent sur l'expérience de l'Alma-Gare<sup>177</sup>. L'interpellation définit bien le rapport que nous cherchons à instaurer entre les citoyens et les élus : demander à des responsables des explications sur leurs actes. Cette notion est très proche du terme anglais *accountability*, qui est souvent traduit par le devoir de « rendre des comptes ». Mais il existe une seconde acception du mot : une chose nous « interpelle » quand elle suscite un écho, un intérêt chez quelqu'un. Cette double définition correspond bien à notre pratique : interpellier pour susciter l'intérêt des citoyens tout en demandant des comptes aux décideurs. Au-delà du seul champ de la participation, *la démocratie d'interpellation* vise à transformer le pouvoir.

Notre plaidoyer pour Villeneuve aurait très bien pu se terminer là. Notre expérimentation avait été l'occasion de mettre en pratique les théories de *l'advocacy planning*. Nous avons désormais une connaissance pratique de l'immersion dans un territoire, dans le but de créer des relations avec les habitants, souvent éloignée de la définition des projets urbains, et de bâtir un espace autonome pour élaborer un contre-projet. Nous avons fini par obtenir quelques résultats significatifs en négociant avec la nouvelle coalition municipale, malgré les difficultés de transformation du projet initial. Mais si l'élaboration d'un contre-projet avait été nécessaire pour faire reconnaître les intérêts des habitants et transformer l'organisation du pouvoir, ce n'était certainement pas suffisant. Pour confirmer le tir, nous devons désormais aboutir à la co-construction d'un projet urbain partagé.

<sup>175</sup> BALAZARD H., op.cit.

<sup>176</sup> BACQUE M.-H., MECHMACHE, M., op.cit.

<sup>177</sup> TALPIN J., COSSART P., op.cit.



Chemin dans le parc

*Crédit : C. Guiraudie*





# PRATIQUES DE CO-CONSTRUCTION





Atelier de l'APU lors de la semaine de co-construction

*Crédit : Planning*

Dans un contexte général d'austérité budgétaire, la réforme de la politique de la ville de février 2014 a instauré trois nouvelles mesures symboliques : la mise en place de « conseils citoyens », le principe de co-construction pour les projets de rénovation urbaine et la création de « maisons du projet ». Si la transformation en profondeur de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) n'est pas à l'ordre du jour, ces mesures répondaient aux nombreuses critiques qui avaient pointé le manque démocratique des projets de démolition-reconstruction de logements sociaux au cours de la décennie précédente. Maigre résultat pour les associations des quartiers populaires, qui avaient contribué à la rédaction du rapport rédigé par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache intitulé « Pour une réforme radicale de la politique de la ville ». Le rapport avait été diffusé bien au-delà des cercles habituels rappelant l'impact de celui d'Hubert Dubedout. Mais il n'avait pas abouti à une réelle transformation de la politique de la ville. Ces mesures sont symboliques car les mouvements sociaux des quartiers populaires doutent que les « conseils citoyens » puissent engendrer du « pouvoir d'agir » et que le principe de co-construction sans transformation du pouvoir permette aux habitants de défendre leurs intérêts dans les projets de rénovation urbaine. Quant aux maisons du projet, il y a fort à parier qu'elles ne seront que de simples organes de communication institutionnelle. Pour autant, toutes ces mesures ne sont pas à balayer d'un revers de la main : le résultat dépendra du rapport de force qui pourra être engagé localement.

En imposant la création de « conseils citoyens » dans les quartiers « politique de la ville », la loi Lamy détourne une proposition du rapport Mechamche-Bacqué, qui suggérait la mise en place de « tables de quartier » inspirées du modèle québécois. Il existe pourtant de grandes différences entre les deux formes d'organisation. Au Québec, les tables sont des instances communautaires indépendantes qui visent une interpellation des pouvoirs publics tandis que les « conseils citoyens » sont des instances de participation institutionnelle. Quant à la notion de « co-construction », il faut la resituer dans un champ beaucoup plus étendu que celui des quartiers populaires. Si le terme de « coproduction » avait été ini-

tialement défini par Ostrom dans le champ de l'économie<sup>178</sup>, le terme voisin de « co-construction » est désormais beaucoup utilisé dans le domaine du management des organisations. On ne compte plus les initiatives pour *co-construire* les plans stratégiques des grandes entreprises ou les missions des services publics. Le succès de la notion de *co-construction* ressemble à celui de la *participation* dans les années 70 qui était aussi bien utilisée par la gauche autogestionnaire que par les réformateurs capitalistes ! Cette analogie nous incite à être prudents et critiques vis-à-vis de ces concepts. Il faudra attendre un peu pour savoir si les innovations institutionnelles de la Loi Lamy conduiront au « pouvoir d'agir » des habitants.

A Grenoble, le rapport « pour une réforme radicale de la politique de la ville » et la « loi Lamy » a suscité l'intérêt de la nouvelle équipe municipale. Au cours des premiers mois, les élus répétaient allègrement qu'ils voulaient *co-construire* les nouvelles politiques publiques. Cela correspondait à un programme politique basé sur le renouvellement de la démocratie en instaurant une nouvelle relation entre les élus et les citoyens. Comme nous l'avons évoqué précédemment, les élus décidèrent de créer une commission extra-municipale pour la mise en place de conseils citoyens indépendants (CCI) dans tous les quartiers de Grenoble. Ils cherchèrent également à faire émerger des « tables de quartier » dans les périmètres politiques de la ville et créèrent un « budget participatif » doté d'un million d'euros par an. Ces dispositifs suscitaient des réactions mitigées ou enthousiastes dans les mouvements sociaux, selon leur volonté d'agir dans le cadre institutionnel ou en dehors. Pour déterminer le positionnement de l'APU, nous avons organisé une nouvelle assemblée.

## Conditions d'émergence de la « co-construction »

Le principe de « co-construction » (ou coproduction) fut mis en débat au sein d'une assemblée de l'Atelier Populaire d'Urbanisme en octobre 2014. Après des années de conflit, les habitants souhaitaient construire un nouveau processus pour négocier un projet urbain dans l'intérêt du plus grand nombre. Le projet urbain

<sup>178</sup> OSTROM E., *Crossing the great divide : coproduction, synergy and development*. World Development, 24 (6), 1037-87

stratégique et démocratique restait une base stable de négociation, mais il fallait l'inclure dans un nouveau projet négocié avec les institutions. Il ne fallait pas que les habitants considèrent que « leur projet » était le seul projet valable pour ne pas reproduire l'erreur d'une planification urbaine limitée. Après avoir élargi le cercle des personnes concernées pour mener un exercice de planification pluraliste, nous devons trouver une méthode pour construire la synthèse.

Nous avons alors proposé une semaine entière de co-construction qui réunirait des habitants, des techniciens et des élus autour de débats, d'ateliers et d'actions dans l'espace public. L'objectif était de trouver les conditions pour commencer à élaborer un projet partagé sans taire les désaccords. La semaine serait structurée par les grandes catégories du projet urbain stratégique et démocratique : habitat, éducation, environnement, démocratie et économie, et ouverte à toute autre proposition. Notre initiative suscita tout de suite l'intérêt de l'équipe municipale. Elle correspondait tout à fait à leurs attentes. Ils avaient la volonté de co-construire les politiques publiques et nous propositions une méthode opérationnelle. Nous allons alors élaborer une proposition à partir des discussions de l'assemblée de l'APU. Après validation par les élus, une réunion fut organisée avec les services municipaux dans la perspective d'organiser « la semaine de co-construction » au printemps 2015.

L'initiative émergea dans un contexte institutionnel en pleine transformation, avec la création du statut de métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2015. L'urbaniste Eric Ruiz, qui possédait une solide expérience d'urbanisme populaire à Fortaleza (Brésil), sera alors désigné chef de projet du projet de renouvellement urbain de la Villeneuve de Grenoble et d'Échirolles. A peine arrivé, il sera chargé de mettre en œuvre la « semaine de co-construction ». Malheureusement pour l'APU, il modifiera le projet initial dans sa nature et ses principes. Premièrement, cette semaine sera organisée à Grenoble et Echirolles, puisque le nouveau projet urbain était désormais commun aux deux Villeneuve. Cet élargissement du périmètre correspondait à une négociation menée par le maire d'Echirolles qui défendait une vision spécifique pour l'avenir de la « polarité Sud »<sup>179</sup>. Deuxièmement, le pilotage de

<sup>179</sup> La « Polarité Sud » est l'un des trois pôles de développement urbain défini par le second projet d'agglomération de Grenoble. Voir NOVARINA G., SEIGNEURET N., *Développement urbain durable. Grenoble entre stratégies et projet*, POPSU2, juillet 2013



David Gabriel et Eric Piolle  
Crédit : C Guiraudie

cette initiative sera modifiée pour réduire l'influence de l'APU. Troisièmement, l'équipe Planning sera dé-saisie de la mise en œuvre opérationnelle confiée à un cabinet de consultants - Attitudes urbaines. Quatrièmement, la participation des techniciens et des élus sera considérablement réduite.

Ces choix visaient clairement à réaffirmer la prééminence des institutions dans le pilotage de la rénovation urbaine. Ils entraînent toutefois de nombreuses protestations de la part des habitants et de notre équipe. Nous avons une petite hésitation : « *cette petite bataille interne* » comme disait Gabriel Tarde<sup>180</sup>. Devions-nous renoncer à la co-construction ? Pourquoi ne pas reprendre l'approche conflictuelle ? Après avoir réfléchi collectivement au problème avec les habitants, nous avons défini trois options possibles reprenant les principes d'Albert Hirschman :

- *Abandonner la semaine de co-construction (exit)*
- *Se plier aux règles (loyalty)*
- *Déborder le cadre pré-établi (voice)*

Cette fois le choix était clair : l'APU participerait aux rencontres des institutions, animées par le cabinet de consultants parisiens, tout en préparant des initiatives parallèles. Du fait de leur éloignement du terrain, les techniciens n'auront connaissance de la nouvelle stratégie qu'au dernier moment. Nous étions en train de construire les conditions pour que « la semaine de co-construction » soit quand même pluraliste.

<sup>180</sup> TARDE G., op.cit.



Atelier sur l'habitat durant la semaine de co-construction

Crédit : Planning

## Mise en place d'une double dynamique institutionnelle et citoyenne

La « semaine de co-construction » peut se résumer à un dispositif officiel piloté par des institutions débordées par une initiative citoyenne (l'Atelier Populaire d'Urbanisme). La situation était totalement inédite car tout se mélangeait : le programme officiel correspondait aux grands axes du projet urbain stratégique et démocratique de l'APU, les techniciens avaient repris les éléments de méthodes esquissées par l'équipe Planning, dont la création d'un lieu de communication qui soit un support permanent pour les techniciens et les habitants. Mais tout le monde se demandait si la semaine n'allait pas devenir un nouvel espace de confrontation entre les habitants et les techniciens.

Dans les derniers jours précédant la semaine de co-construction, une bataille de communication s'engagea entre l'APU et les services municipaux. D'abord, le programme officiel fut insuffisamment diffusé. Au début de la semaine, seule une version noir et blanc était disponible au Patio, avant qu'une version couleur ne soit imprimée. Tandis que le programme « OFF » fut largement diffusé dans les cafés, la galerie, les coursives et les panneaux d'information complétés par des « points d'infos » temporaires montés pour l'occasion aux arrêts de tram. La version alternative se diffusa rapidement dans les réseaux sociaux grâce à l'appui de dizaines de partenaires locaux, nationaux et internationaux. La confusion entre les deux initiatives était à son comble lorsque le maire de Grenoble publia le programme de l'APU sur les réseaux sociaux.

Plus de 500 personnes participeront à des activités, officielles ou officieuses, organisées dans les lieux quotidiens des habitants. Citons quelques-unes des initiatives pour donner une idée du foisonnement démocratique de Villeneuve au cours de cette semaine : une soirée pour discuter des tables de quartier, les ateliers sur les écoles, le sport, l'habitat, les commerces, les équipements, l'open data, l'organisation du carnaval, des actions contre la fermeture du restaurant universitaire, une action de soutien aux habitants du quartier auto-construit, des

visites organisées dans le cadre du Club Ville Aménagement ou en lien avec la biennale de l'habitat durable, un séminaire à l'université, une rencontre avec la coordination *Pas Sans Nous* et le réseau national *Appui*, un grand pique-nique suivi d'un jeu de piste sur les questions d'environnement et de climat, des actions pour réfléchir aux espaces délaissés, des appels et des déclarations, des fêtes dans les appartements, des centaines de conversations...

## Le centre de communication du Patio

Un espace permanent avait été ouvert au Patio en guise de lieu de coordination entre les techniciens et les citoyens tout au long de la semaine. Les habitants pouvaient accéder aux documents, utiliser des postes informatiques ou simplement discuter autour d'un café avec les techniciens. Ce « tiers-lieu » devait créer les conditions d'une collaboration entre habitants et professionnels. Les pratiques professionnelles ne devaient pas trop « marquer » l'espace pour qu'il puisse être également investi par des habitants ou des associations. Le « centre de communication » ne devait ressembler ni à un guichet, ni à un bureau, ni à une salle de réunion. Grâce à ses configurations particulières et son histoire, le Patio présentait tous les atouts pour devenir un tel espace de coopération.

Quotidiennement, des dizaines d'habitants sont venus au Patio pour discuter du projet urbain, donner leur avis, lire les productions ou les comptes-rendus des ateliers de la veille. Mais la collaboration entre les techniciens et les habitants est demeurée balbutiante. Pour accueillir les habitants, il faut de la disponibilité. Les seuls professionnels présents furent deux consultants du cabinet Attitudes urbaines et une stagiaire. Certes, ils écoutaient les habitants et consignaient leurs remarques. Mais ils ne se démarquaient en rien des relations ordinaires au sein d'un service public : un rapport impersonnel impropre à établir une relation durable avec les habitants. Or, l'objectif du centre était justement de renouveler les relations pour co-construire ensemble. De notre côté, avec les membres de l'Atelier Populaire d'Urbanisme, nous nous retrouvions régulièrement au Patio pour échanger des informations ou des tâches : faire les comptes-rendus, préparer une action.... Nous notions quotidiennement les informations importantes et affichions les comptes-rendus des ateliers. Cet espace s'inscrivait dans le prolon-

gement de notre pratique quotidienne : des habitants venaient prendre connaissance des résultats des ateliers, des militants poursuivaient leurs discussions passionnées autour d'un repas, des étudiants de l'école d'architecture déambulaient entre les panneaux, le journaliste Ben Bultel écrivait ses articles pour le média local : Le Crieur...

L'efficacité du « centre de communication » a été compromis par le manque d'interaction entre les dynamiques institutionnelles et citoyennes. Il a toutefois laissé entrevoir la possibilité de construire un autre type de « maison du projet » qui ne soit pas un lieu de communication institutionnelle. De notre point de vue, l'enjeu principal de ce lieu sera de redéfinir le rapport entre les citoyens et les techniciens et de participer à la requalification de l'espace public durant toute la durée d'un projet urbain.

## Quelles perspectives pour co-construire le projet urbain de Villeneuve ?

La semaine de co-construction devait être une première initiative commune entre habitants, élus et techniciens après des années de conflit sur la rénovation urbaine. Elle a en réalité abouti à une multitude d'initiatives autour du projet urbain, menées par les institutions et l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Cette dynamique participait, en tant que telle, à une requalification de Villeneuve mais la semaine de co-construction n'a pas généré les conditions d'élaboration d'un projet urbain partagé. D'une part, les techniciens ne semblaient pas prêts à revoir leurs modalités de travail ni à perdre du pouvoir. D'autre part, l'organisation administrative trop verticale contrastait avec l'organisation « en rhizome » des habitants. Le décalage entre les deux parties était manifeste, et la faculté d'organisation des habitants avec l'Atelier Populaire d'Urbanisme déborda les capacités des institutions publiques.

En juin 2015, les institutions ont organisé un séminaire regroupant seulement des techniciens et des élus. Ils ressentaient le besoin de sortir du débat avec les habitants qui avaient fini par imposer leurs catégories issues du projet urbain stratégique et démocratique. Mais les élus avaient surtout besoin de renforcer

leur expertise publique pour repenser le projet Villeneuve. Ils élaborèrent un cahier des charges pour sélectionner une nouvelle équipe pluridisciplinaire qui arrivera à Villeneuve en janvier 2016. Parallèlement, les techniciens élaborèrent le contrat de ville 2015-2020 sans consulter les habitants, au prétexte que le calendrier imposé par l'État chevauchait celui de la mise en place des conseils de quartiers et des tables de quartier. Ce document contractuel fut signé en juillet 2015, sans les habitants.

Dix-huit mois après l'élection de la nouvelle coalition municipale, la création d'un projet urbain partagé reste d'actualité. Une nouvelle équipe pluridisciplinaire vient d'être désignée pour réaliser une synthèse des travaux et organiser la négociation jusqu'à la signature de la prochaine convention de rénovation urbaine début 2017. Certains habitants attendent beaucoup du travail de cette équipe, tandis que d'autres ont des doutes. La situation est certainement meilleure qu'à la veille du premier projet de rénovation urbaine. Les habitants pourront enfin être représentés dans les instances de pilotage de la rénovation urbaine par deux habitants issus de la « table de quartier ». Mais un débat subsiste sur l'efficacité de la stratégie de co-construction. Elle ne peut remplacer la création d'un espace autonome comme l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) qui est nécessaire pour créer une véritable planification pluraliste. Dans tous les cas, nous souhaitons désormais agir sur le second front à savoir la transformation des modes de production des savoirs. Nous envisageons alors de créer un « Tiers Lieu » à Villeneuve pour une rencontre entre les chercheurs et les habitants, une chaire citoyenne et une université populaire.





**CONCLUSION :  
MESURER  
LES IMPACTS  
DE NOTRE EXPÉRIENCE**



L'expérience que nous avons menée à la Villeneuve de Grenoble visait à créer une alternative à la rénovation urbaine envisagée par les autorités municipales dès 2003. A la suite d'une série de conflits qui avaient opposé des habitants, des élus et des techniciens, nous avons participé à la création d'un nouvel espace autonome, l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU) pour transformer l'organisation du pouvoir au sein de la rénovation urbaine. Il s'agissait de créer une alliance entre les habitants et des professionnels pour construire un contre-projet qui serait ensuite négocié. Tout au long de ce récit de synthèse, nous avons mis l'accent sur la nécessité de nouvelles pratiques pour produire de nouvelles connaissances qui permettent d'élargir le champ d'une planification urbaine limitée et partielle aux mains des autorités. Il ne s'agissait pas d'écrire une étude de portée théorique mais d'exposer notre expérience pratique pour en tirer des pistes utiles à toutes celles et ceux qui mènent des luttes urbaines pour plus de justice sociale et le droit à la ville.

Le premier volet de notre recherche visait à décrire le territoire en question, la Villeneuve de Grenoble. Nous avons montré que le diagnostic élaboré par les autorités était partiel et biaisé pour asseoir un pouvoir confirmant l'idée que la planification urbaine ne peut se réduire à des schémas élaborés par les techniciens. Villeneuve ne se résume pas à une utopie qui se serait dégradée, au fil des années nécessitant une intervention urbaine des pouvoirs publics. Nous avons commencé par revenir sur la genèse de Villeneuve. Ce projet d'urbanisation de la plaine sud de Grenoble était une réponse des autorités publiques pour maîtriser la croissance urbaine des années 60. Suite aux élections de 1965, il a été conçu par une coalition municipale de gauche et une coopérative pluridisciplinaire engagée, l'AUA, qui voulaient construire un centre secondaire pour Grenoble. Ils ont alors élaboré un ambitieux projet politique de transformation des rapports sociaux qui s'est concrétisé par un projet d'urbanisme d'avant-garde. Si des expérimentations sociales de grande importance se sont déroulées à Villeneuve, nous avons montré également qu'il était nécessaire de prendre en compte l'histoire quotidienne des habitants pour aller au-delà de la notion-écran d'utopie. Puis, nous avons interrogé l'idée de dégradation. Si les premiers signes de vieillissement du quartier sont apparus au bout d'une dizaine d'année, la dégradation a surtout été une conséquence de la réduction des moyens alloués à la gestion urbaine par une nouvelle équipe municipale d'inspiration néolibérale. La perception du territoire s'est alors modifiée et les médias ont commencé à associer le nom de « Villeneuve »

aux difficultés des « banlieues ». Un dispositif de la politique de la ville a entraîné une première réhabilitation conçue par l'architecte François Naudin. Puis, lorsque la gauche plurielle est revenue au pouvoir en 1995, elle a investi de nouveau dans la gestion urbaine avant d'imaginer le renouvellement urbain de Villeneuve en l'intégrant dans le large périmètre des « quartiers sud » de Grenoble. Toutefois, cet exercice de planification urbaine s'est limité aux points de vue des élus au pouvoir à Grenoble, excluant les intérêts d'une partie des habitants du territoire.

Nous avons alors décrit le projet de rénovation urbaine de Villeneuve. A partir de 2003, un schéma a été conçu par l'architecte-urbaniste Yves Lion. Il avait explicitement pour objectif de créer de la cohérence urbaine en améliorant les espaces publics et envisager une restructuration lourde de la mégastructure de l'Arlequin mise en œuvre dans le cadre d'un programme de rénovation urbaine signé avec l'État en 2008. C'est à ce moment-là qu'une multitude de conflits oppose les habitants, les élus et l'assistance à maîtrise d'ouvrage. Constatant que leurs intérêts ne sont pas pris en compte, les habitants s'organisent en plusieurs collectifs contre la démolition d'un immeuble et des parkings multipliant les accrochages avec les institutions municipales et l'architecte Yves Lion. Puis, ce sera au tour de l'assistance à maîtrise d'ouvrage de refuser le principe de la démolition de l'immeuble et des parkings, une prise de position qui a abouti à leur éviction. Enfin, au cours de l'été 2010, Villeneuve sera sous le feu des projecteurs médiatiques et politiques, suite à un fait divers entraînant une vaste opération policière et « le discours de Grenoble » qui marquera la fin du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

La seconde partie de notre recherche portait plus précisément sur la pratique de notre équipe à la lumière des théories de *l'advocacy planning*, à travers notre appui méthodologique à l'Atelier Populaire d'Urbanisme créé par les habitants en 2012. Il s'agissait de savoir dans quelle mesure l'élaboration d'un contre-projet permet d'élargir le champ de la planification urbaine pour que les habitants défendent leurs intérêts. Nous avons décrit notre pratique de l'immersion à Villeneuve qui visait à produire de nouvelles connaissances sur le territoire. Nous avons montré qu'une présence au quotidien et un positionnement clair aux côtés des habitants permettent d'enrichir considérablement la compréhension d'un territoire qui vient compléter l'analyse réalisée avec les instruments habituels de la planification urbaine. Nous avons ensuite décrit le fonctionnement de l'Atelier Populaire

d'Urbanisme qui a produit le « projet urbain stratégique et démocratique ». Ce « Plaidoyer pour Villeneuve » avait pour objectif d'interpeller les autorités pour renégocier le projet de rénovation urbaine. Les résultats sont réels : nos actions ont fait émerger les intérêts des habitants dans le champ de la planification à travers de nouvelles catégories comme l'éducation, l'environnement, la démocratie et l'économie. Cela tend à confirmer le bien-fondé d'une planification pluraliste, où des professionnels se mettent au service d'habitants pour élaborer avec eux de nouveaux projets, pour que les habitants aient de la matière à négocier avec les autorités. Non seulement ces méthodes ont permis de surmonter les approches limitées des techniciens, mais nous avons participé à la requalification de l'espace public et au développement du pouvoir d'agir des habitants à Villeneuve.

L'expérimentation initiale du *community organizing* a été fondamentale pour créer les conditions de réussite de *l'advocacy planning*. Grâce à cette expérience première, nous avons une bonne connaissance des structures sociales de Villeneuve, un réseau très dense de relations sociales et une analyse stratégique du pouvoir local. Toutefois, le passage de l'organisation à la planification n'a été si évidente. D'une part, tous les habitants ne sont pas forcément prêts à passer de campagnes citoyennes, basées sur des objectifs directement atteignables, à l'élaboration d'un hypothétique projet urbain. De fait, si des habitants étaient prêts à se mobiliser pour la reconstruction de leur école, ils n'étaient pas forcément tous motivés pour élaborer le plan de réhabilitation de toutes les écoles. D'autre part, l'organisateur ne peut pas mener les deux démarches de front, ce qui l'oblige soit à privilégier le travail d'organisation pour faire émerger des campagnes d'interpellation, soit celui de planification. Nous avons repéré une série d'oppositions dialectiques : pouvoir et savoir, intérêt particulier et intérêt général, domaine communautaire et domaine public, participation et interpellation... qui sont au cœur du passage entre l'organisation de base et la planification urbaine. Si ces questions restent largement ouvertes, il nous semble avoir montré qu'il est indispensable de mener un travail de terrain en profondeur, en dehors de la participation institutionnelle, pour que prenne corps ce que nous appelons désormais la démocratie d'interpellation.

Nous avons participé à requalifier l'espace public de Villeneuve en menant des initiatives sur les places, en créant des médias et en attirant l'attention des uni-

versités, marchant dans le pas de Michel Anselme qui avait insisté sur l'importance des relations tissées quotidiennement entre les chercheurs et les habitants pour produire une nouvelle perception du territoire. Nos actions dans l'espace public mériteraient d'être interrogées et comparées à la lumière des interventions urbaines menées par des collectifs d'architectes, d'artistes et de chercheurs dans l'espace public. En 2014, la chercheuse Hélène Balazard<sup>181</sup> avait organisé une confrontation entre notre équipe et le collectif d'architectes ETC. Deux points nous démarquaient principalement : notre présence à long terme dans un territoire s'opposait aux interventions éphémères tandis que notre indépendance revendiquée s'opposait à la dépendance des collectifs répondant à une commande des autorités.

Notre présence quotidienne à Villeneuve sur cinq années, est une donnée centrale de notre expérience. Nous avons pris le temps de tisser des relations avec les habitants, de saisir comment le territoire fonctionne, de faire émerger de nouvelles connaissances et construire des stratégies pour une transformation des relations de pouvoir et pour agir en profondeur à Villeneuve. Elle pose néanmoins la question délicate de l'articulation des différentes temporalités d'intervention des acteurs qui participent à l'aménagement urbain. Notre pratique ne semble pas transposable aux impératifs des dispositifs de l'urbanisme opérationnel qui privilégie les interventions éphémères ou les dispositifs participatifs *ex ante* pour pouvoir avoir le champ libre ensuite. Par ailleurs, nous avons vu que notre investissement à long terme permet d'accompagner l'émergence de nombreuses initiatives renforçant les « apprentissages sociaux » des populations et les pratiques de résilience des territoires.

La question de l'autonomie de notre démarche vis-à-vis des autorités est également fondamentale. C'est la condition *sine qua non* de la modification des rapports de pouvoir, voir même de l'émergence de nouveaux savoirs en détachant nos pratiques des normes habituelles et des dispositifs territoriaux. Se pose alors la question du financement de ce type de démarche. Nous avons été principale-

<sup>181</sup> Hélène Balazard travaille au CEREMA et est chercheuse associée à la chaire UNESCO « Politiques urbaines et citoyenneté » (ENTPE/RIVES). Elle a été membre de la commission qui a accompagné l'élaboration du rapport Mechmache-Bacqué. Après avoir étudié London Citizens dans le cadre de sa thèse, elle participe au projet de l'Alliance Citoyenne à Grenoble.

ment financés par la Fondation Abbé Pierre, la Région Rhône-Alpes puis, lors de cette dernière année, le programme « Hors Champ de la production urbaine » du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). Le caractère expérimental de notre initiative a permis d'obtenir ces soutiens mais il n'existe pas à l'heure actuelle de source de financement pérenne pour une expertise indépendante à destination des habitants afin de renforcer leur pouvoir d'agir. Cette question se pose aussi bien pour le *community organizing* que pour l'*advocacy planning*. Nous avons, avec d'autres, participé à faire émerger cette question au niveau national dans le cadre de la coordination Pas Sans Nous. Une conférence de consensus a commencé à esquisser des réponses<sup>182</sup> car l'obtention de financement pérenne est une condition essentielle pour voir se diffuser la démocratie d'interpellation.

L'APU de Villeneuve a-t-il développé le pouvoir d'agir des individus et des communautés de manière effective ? Sans aucun doute, cette expérience a renforcé les capacités des habitants de Villeneuve, qui étaient déjà bien dotés. De fait, il est difficile de faire la part entre les apprentissages sociaux déjà existants à Villeneuve, l'apport des formations de leaders sociaux lors du *community organizing* et ceux de l'APU. Mais il est clair que l'APU a suscité un intérêt plus large, pour la rénovation urbaine, bien au-delà des cercles restreints de militants. L'APU a également remobilisé des personnes qui s'étaient résignées au fil du temps. Les petites victoires ont permis de surmonter le sentiment d'impuissance qui se dégageait face à l'ampleur de la rénovation urbaine. Certains groupes se sont mis en action en organisant un événement ou un comité d'immeuble. Mis en alerte et en actions, les habitants ont pu s'emparer de nouveaux sujets : réagir aux médias ou créer une université populaire. Bien entendu, l'APU n'a été qu'un espace parmi d'autres, un nœud dans un réseau, mais nos actions, nos méthodes et nos séances de travail avec les habitants, ont diffusé des apprentissages sociaux dans le champ démocratique et de la production sociale de l'habitat, dans l'objectif final d'agir pour la démocratie et la justice sociale.

Les effets de l'APU sur le premier projet de rénovation urbaine sont à relativiser nous semble-t-il. Si l'élan destructeur a été limité à un immeuble sur trois, le

<sup>182</sup> La Conférence de consensus a été organisée par la coordination nationale Pas Sans Nous les 4 et 5 septembre 2015 sur le thème « Faut-il financer la démocratie participative initiée par les citoyens ? Comment ? Pour quel projet ? » Voir [www.passansnous.org](http://www.passansnous.org)

projet de rénovation urbaine initial a tout de même été en partie réalisé à cause de la verticalité du dispositif et de l'entêtement de la municipalité. Il est trop tôt pour le mesurer, mais il est fort probable que l'avènement de la nouvelle coalition municipale ait un réel impact sur Villeneuve, notamment parce qu'elle semble avoir entendu les propositions de l'APU. Ils ont commencé par remercier l'architecte en chef Yves Lion, maintenir le marché sur la place centrale et stopper la démolition d'une partie du 130 galerie de l'Arlequin mais il faut attendre encore quelques années pour évaluer le rôle de l'APU dans le prochain projet de rénovation urbaine.

La création du projet stratégique et démocratique a certainement permis d'élargir le champ de la planification au-delà de la vision partielle des techniciens. Nous avons eu toutefois l'impression d'atteindre les limites de *l'advocacy planning*. Nous estimons avoir pu transformer en partie l'organisation du pouvoir, une condition nécessaire mais non suffisante pour construire un projet urbain partagé. Il faudrait désormais un véritable croisement entre les pratiques professionnelles et l'Atelier Populaire d'Urbanisme. Pour que la co-construction permette de dépasser les limites, trois conditions nous paraissent primordiales :

Premièrement, faire émerger des organisations de base indépendantes qui puissent solliciter l'appui des professionnels pour défendre leurs intérêts. Cela nécessite d'avoir des financements adéquats. Deuxièmement, que la co-construction devienne une pratique et non une intention. Il s'agit d'éviter que ce ne soit que le titre des dispositifs qui change. Il est pour cela nécessaire d'envisager une transformation du *modus operandi*, ce qui nécessite de trouver les personnes capables de le faire. Troisièmement : transformer les modes de production des savoirs et compléter les instruments dominants de la planification urbaine en intégrant d'autres types de savoirs et d'intelligences. Au regard de ces trois recommandations, il apparaît clairement que les mesures de la loi Lamy sont insuffisantes et qu'il est plutôt probable que rien ne change au niveau national. L'innovation est certainement ailleurs : dans les territoires et les pratiques concrètes.

Pour finir, nous espérons avoir modestement apporté notre petite pierre à l'édifice de Villeneuve au moment où d'autres ne répugnent pas à démolir une partie de ce monument de l'architecture et de l'urbanisme français du XX<sup>e</sup> siècle. Il nous a certainement manqué une véritable monographie de Villeneuve qui por-

terait aussi bien sur le bâti que sur l'histoire vécue. Le sociologue Jean Maglione en avait esquissé une au début des années 1990 mais elle reste inachevée. Si cette recherche est complétée, elle prendra nécessairement en compte les initiatives récentes des habitants qui s'inscrivent dans la longue tradition des expérimentations sociales qui marquent ce territoire. Une fois de plus, les habitants ont montré que la transformation des rapports sociaux n'est pas une utopie mais un horizon à atteindre collectivement pour établir une plus grande égalité dans nos villes.



# PROJET URBAIN

Stratégique et démocratique

Première version modifiée – Septembre 2013

La Carte du Projet urbain stratégique et démocratique



La carte du projet urbain stratégique et démocratique

Crédit : Planning / H. Bourgeois

## Introduction

Pour élaborer ce projet urbain, les participants aux ateliers populaires d'urbanisme ont « marché sur deux pieds ». Un pied basé sur leurs réalités quotidiennes pour formuler des propositions concrètes d'amélioration de l'environnement urbain. L'autre pied s'offrant la liberté d'imaginer le futur de la Villeneuve. Par conséquent, ce document conjugue plusieurs dimensions : hier, en proposant des aperçus du riche passé de la Villeneuve, aujourd'hui, en formulant des propositions concrètes de transformation de la Villeneuve, et demain grâce à des scénarii d'évolution crédibles.

Contrairement à la démarche du projet ANRU, nous avons pris en compte les « conflits d'idées » entre les habitants. Selon les sensibilités, certaines personnes pourront être rebutées par certains aspects du projet urbain, nous les invitons à en discuter jusqu'à ce que nous trouvions un terrain d'entente.

Ce document est divisé en 5 parties indépendantes, qui correspondent aux 5 volets du projet urbain, accompagnés d'un slogan aux accents mobilisateurs.

1. Réhabilitation « Lorsque le passé croise le futur ! »
2. Education « Une priorité : l'apprentissage social ! »
3. Environnement « Semons la ville fertile ! »
4. Gouvernance « Territoire insoumis ! »
5. Economie « Vill9, la créative ! »

Ce document d'une vingtaine de pages présente une synthèse de nos réflexions destinées au plus grand nombre. Chaque proposition fera l'objet d'un dossier de mise en œuvre opérationnelle, que nous rédigerons au fil de l'avancée du projet urbain. Comme tout processus, les propositions formulées ne sont nullement définitives, elles sont indicatives et soumises au débat. Si elles vous inspirent, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à l'adresse suivante : [asso.planning@gresille.org](mailto:asso.planning@gresille.org)

# HABITAT

## ORIGINE

Dès sa création en 1973, la Villeneuve se veut résolument futuriste : utilisation de la couleur sur des façades « murs-rideaux », projet de « tramway aérien », galerie modulable à l'Arlequin, appellation résidence 2000...

Cette époque était marquée par l'idée du progrès. Les concepteurs voulaient construire une ville sur un sol qui paraissait vierge (mais ne l'était pas). Cette ville serait « intégrée » et la vie serait différente. Quoiqu'on pense des limites de cette expérience, ce défi a attiré des centaines de personnes qui sont venues vivre à la Villeneuve, par choix idéologique et pour bénéficier d'un logement de qualité.

Depuis, beaucoup d'habitants ont déménagé, d'autres sont arrivés. Certes, l'ensemble a pris de l'âge en 40 ans, mais il résiste au temps. Le désir de vivre différemment, de changer la vie, est encore présent chez de nombreux habitants même s'ils sont aux prises avec des difficultés. La Villeneuve en tant que projet de transformation sociale est donc toujours d'actualité.

A bien le regarder, cet ensemble de 1973 est composé de petites pépites. Son côté « vintage » fait écho à d'autres lieux caractéristiques de Grenoble : la gare, l'hôtel de ville et rappelle qu'elle est liée au destin moderne de la capitale du Dauphiné. Lieu maintes fois visité et décrit, décrié et fascinant, c'est un système urbain original et une inépuisable source d'inspiration. Le projet urbain que nous proposons est une invitation à rejoindre cette odyssée.

Nous nous inscrivons dans une continuité paradoxale : entre passé et futur, entre utopie et réalité. Alors que l'on oppose trop souvent les termes, nous proposons de les réconcilier. En référence à une tendance actuelle, nous l'avons appelé « rétro-futuriste ». Il s'agit de prendre en compte à la fois le riche passé de la

Villeneuve, tout en regardant vers l'avenir. Cette réflexion a été largement diffusée au cours du 40ème anniversaire de la Villeneuve qui a rassemblé des centaines de personnes autour d'une riche programmation. Nous proposons de nous projeter à court terme, pour formuler une alternative au projet ANRU, et à moyen terme en proposant de tracer un sillon pour les 40 ans à venir.

## I. Les logements dominos

Quiconque rentre dans un appartement de la Villeneuve ne peut qu'être impressionné par la qualité des logements : jeu de volume, jeu de lumière, larges espaces de vie, fonctionnalité... A l'Arlequin, les appartements ont été dessinés par des architectes en lien avec l'Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) à partir d'un schéma domino (d'inspiration Le Corbusier), permettant de créer des appartements traversants en alternant les accès aux appartements en fonction des coursives. Ces appartements de « haute qualité architecturale » sont un point d'appui important pour la transformation de la Villeneuve. Situés au cœur de la métropole Grenobloise, ils peuvent attirer de nouveaux habitants notamment des familles et des jeunes.

Pour garantir leur attractivité, la rénovation de nombreux logements est nécessaire. Pour cela, nous proposons d'agir à deux niveaux. Pour les moins dégradés, subventionner l'achat de certains matériaux permettant aux habitants, ou à des artisans du quartier, de mettre à profit leurs compétences dans la rénovation des logements. Pour les logements dégradés voir vétustes, une rénovation complète s'impose. Dans les deux cas, ces opérations sont à réaliser pendant le changement de façade qui permettra d'augmenter la qualité thermique des logements (voir paragraphe suivant).

Parallèlement, nous proposons de souligner l'attractivité de ces logements à travers une campagne d'information de diffusion de la qualité des appartements, sous la forme de brochure, clip internet, etc. Une agence coopérative (à créer) prévoit de se charger de ce travail, avec un site internet proposant visites de logements, location, colocation et vente non spéculative. Un travail préparatoire doit être mené avec les copropriétés, pour assurer la cohérence de la campagne.

## PROPOSITIONS

### Rénovation des logements :

- Création d'une subvention pour certains matériaux permettant l'auto-rénovation.
- Rénovation complète des logements vétustes au moment du changement de façade.
- Changement des sols et désamiantage.

### Dynamique d'attrait des logements de la Villeneuve :

- Création d'une agence immobilière alternative.
- Proposition de visites des logements de la Villeneuve pour faire connaître leur qualité architecturale.
- Publicité sur la qualité des logements (site internet, brochure...).

## II. Les façades

Contrairement à ce qui est affirmé par certains experts, la question des façades n'est pas une question strictement technique. Elle concerne tous les habitants directement. Même si nous l'oublions au quotidien, la façade est un élément important de notre cadre de vie. Un soin particulier sur les façades peut influencer sur l'image extérieure et le confort intérieur, tout en conservant certaines caractéristiques (les couleurs des murs-rideaux).

Le renouvellement des façades est en outre l'occasion d'œuvrer pour une rénovation thermique de qualité, permettant une réduction des charges sans augmentation de loyer, pour que la galerie de l'Arlequin « change de peau ». Les études Lacaton & Vassal ont montré qu'il était possible de créer des jardins d'hiver et d'augmenter les surfaces des logements à l'occasion de la rénovation thermique. Ces possibilités nouvelles doivent être envisagées en prenant en compte les possibilités de financement des copropriétaires.

Nous proposons d'étudier collectivement le remplacement des façades actuelles par des versions plus performantes, permettant d'améliorer l'isolation et de

conserver les couleurs « Arlequin » et d'associer les habitants sous la forme de formations qualifiantes.

## **PROPOSITIONS**

### **Transformation des façades en associant les habitants :**

- Rénovation thermique des façades sans augmentation de loyer et dans les possibilités de financements des copropriétaires.
- Création de jardins d'hiver et de nouveaux balcons.
- Accentuer les efforts de végétalisation des balcons en béton.
- Test de végétalisation sur certaines façades.
- Organiser une filière de rénovation thermique (formation qualifiante, soutien à la création d'entreprises...).
- Réaliser un effort d'information sur les « murs-rideaux » (brochure en cours).
- Conservation des couleurs Arlequin.

## III. Les coursives

Les coursives sont une caractéristique de l'habitat à la Villeneuve. Leur histoire mériterait d'être mieux connue. Elles procèdent des projets architecturaux du socialisme utopique (le familistère de Guise de Godin au XIX<sup>e</sup> siècle), puis ont été réutilisées dans l'architecture moderne : chez Le Corbusier, qui conçoit des véritables rues intérieures, puis dans les projets de Team X dans les années 50 et 60 à Londres ou Toulouse.

Ces couloirs-rues intérieures participent au projet de vie collective de la Villeneuve. Pour les concepteurs, il s'agissait d'aménager l'espace pour favoriser les contacts interpersonnels et réaliser un brassage des différents groupes sociaux afin d'éviter la ségrégation spatiale. Ces espaces intérieurs ont une fonction de circulation, de seuil entre la rue et le logement, et d'espaces de rencontres collectives. Mais pour certains, elles provoquent de la désorientation et peuvent sembler vides, voir hostiles quand il n'existe pas de vie de coursives.

Alors que le projet simpliste de l'ANRU s'attaque aux coursives comme étant la source de tous les maux, nous pensons agir en sens contraire, dans deux directions. D'une part, repenser l'aménagement des coursives, et d'autre part, réhabiliter la vie sociale dans ces lieux. Comme nous le verrons dans les parties suivantes, nous nous inscrivons de fait dans le prolongement du projet initial, social, pédagogique et politique, tout en l'orientant vers l'avenir et en affirmant la coursive comme mode d'habitat populaire.

## **PROPOSITIONS**

### **Amélioration des coursives actuelles :**

- Réhabilitation en s'inspirant de la coursive 42 (architecte G. Veslin).
- Introduire de nouveaux matériaux.
- Améliorer l'éclairage et l'insonorisation.
- Sécurisation des escaliers de secours.

### **Dynamiser la vie sociale dans les coursives :**

- Créer un événement une fois par an dans chaque coursive.
- Valoriser l'existence d'activités économiques à domicile (coiffeur, groupements de consommateurs...).
- Expérimenter des formes d'habitat collectif dans les coursives.

## **IV. La galerie**

La galerie est le cœur du projet urbain et architectural de la Villeneuve. C'est une rue couverte sans façade jalonnée d'une multitude de piliers ; un immense espace ouvert sous les immeubles, dédié à la circulation des piétons, l'accès aux mezzanines et aux logements via les halls et les ascenseurs, et l'accès aux équipements.

Elle s'étend sur 1465 mètres linéaires, avec des parties centrales et d'autres plus périphériques. La galerie est une architecture-espace, aux volumes modulables. Sa largeur est de 15 mètres, sa hauteur de 6 mètres - ou moins, en fonction de la présence ou non des mezzanines et de ses prolongements (locaux associa-

tifs, passerelles...). Côté ouest, elle est entourée par les réseaux techniques (voiries, silos, déchets) et côté est par le parc. Une galerie souterraine est utilisée pour les réseaux urbains (fluides, chauffage...).

Nous nous opposons à la segmentation de la galerie prévue par le projet ANRU et affirmons notre détermination pour défendre son unité. Nous proposons d'agir à quatre niveaux : d'une part réaliser des travaux d'amélioration de la galerie, notamment dans ses parties les plus dégradées. Ensuite, utiliser le potentiel « modulable » de la galerie pour aménager de nouveaux locaux commerciaux et artisanaux, à destination de projets d'habitants ou de nouveaux occupants, puis réaliser un effort d'aménagement des croisements dans la galerie pour prendre en compte les circulations perpendiculaires. Enfin, poursuivre un travail d'animation sociale continue dans la galerie.

## **PROPOSITIONS**

### **Travaux d'amélioration de la galerie :**

- Remplacement progressif des revêtements des sols et des plafonds.
- Amélioration de certains recoins.

### **Aménagement de nouveaux locaux :**

- Introduction de nouveaux commerces de proximité (bars, coiffeurs...).
- Création de locaux artisanaux.
- Création de bureaux pour des équipes d'architectes, graphistes, designers venant vivifier l'esprit novateur du projet Villeneuve.

### **Création de « carrefours » dans la galerie :**

- Installation de mobilier urbain (bancs, poubelles, éclairages).
- Refonte totale de la signalétique.

### **Animation continue dans la galerie :**

- Formation de nouveaux professionnels de l'animation.
- Création d'ateliers collectifs (auto-rénovation, réparation de vélo, atelier de rue...).

# ÉDUCATION

## ORIGINE

Lorsque les premiers immeubles de la Villeneuve sortirent de terre, un pédagogue s'exclama : « plus jamais un projet d'urbanisme ne pourra occulter la dimension éducative ! ». En effet, c'est l'une des expériences les plus abouties de synthèse entre urbanisme et éducation : création d'une commission pédagogie au sein de l'équipement intégrée, écriture d'une charte, prise en compte de la pédagogie dans l'architecture des écoles, réflexion sur la place de l'enfant dans la ville, cheminement piéton des écoles aux équipements, jeux... La célèbre étude de Marie-Jo Chombart de Lauwe met en lumière cet aspect tout à fait exceptionnel de la Villeneuve.

Comment est-il possible que le projet ANRU de 2008 ne mentionne jamais l'éducation dans le projet urbain ? Simple « oubli » des techniciens de l'urbanisme ou erreur de cadrage des priorités par les élus ? Est-ce une intention délibérée alors que le dispositif « Grenoble Sud » avait formulé de nombreuses propositions des habitants en lien avec l'éducation. Cet oubli dans le projet ANRU1 est d'autant plus étonnant qu'un rapport du CES-ANRU avait alerté sur ce point en 2008, rappelant que seul 50% des projets signés projetaient des investissements sur l'infrastructure scolaire. Surtout, comment attirer de nouveaux habitants à la Villeneuve si les écoles ne sont pas au niveau des autres établissements de la métropole ? Nous savons tous l'importance de cette dimension dans le choix résidentiel des familles. La transformation de la Villeneuve risque de rester un vœu pieux si un effort conséquent n'est pas fourni dans l'infrastructure scolaire.

## PRIORITÉS

L'amélioration des écoles et la mise en place d'une dynamique d'apprentissage social sont des priorités absolues dans la transformation de la Villeneuve et nous l'inscrivons en tant que tel dans le projet urbain. Ce ne sont pas les arguments

qui manquent : vétusté de certaines écoles mise en lumière par le double incendie de l'école des Buttes, difficulté d'attractivité du collège... Améliorer l'infrastructure scolaire, c'est à la fois prendre soin de l'avenir des enfants de la Villeneuve et améliorer l'attractivité du quartier. Un vaste chantier de longue haleine est à ouvrir, allant de la petite enfance à la formation des adultes, en passant par la création de liens avec les universités.

## I. Infrastructure scolaire

Il aura fallu deux incendies de l'école des Buttes, sans victimes bien heureusement, et une lutte de plusieurs mois des parents d'élèves en lien avec l'Alliance Citoyenne pour que la mairie concède la rénovation de cette école pour septembre 2013. Saluons la ténacité des parents d'élèves qui a permis cette victoire, mais notons que l'effort doit être généralisé. Les infrastructures scolaires ont 40 ans, des parents se sont alarmés de l'état de certains espaces dans les écoles, qui mettent en danger les enfants.

Nous proposons donc un diagnostic partagé entre les parents et les professionnels pour déterminer les besoins de rénovation dans toutes les infrastructures dédiées à l'enfance à la Villeneuve (crèches, écoles maternelles et primaires, PMI, collège...), afin d'élaborer un plan d'investissement pour l'avenir. Une attention particulière doit être portée à l'implication des parents d'élèves et du personnel scolaire. Enfin, pour revaloriser les écoles de la Villeneuve, nous proposons une diffusion des projets pédagogiques des écoles d'hier et d'aujourd'hui, sous forme de brochures et sur internet.

### PROPOSITIONS

#### **Rénover l'infrastructure scolaire :**

- Réalisation d'un diagnostic partagé.
- Élaboration d'un plan d'investissement.
- Mise aux normes accueil du jeune public.
- Rénovation des toits, des sols et des salles de classes.
- Information sur le lien entre pédagogie et architecture.
- Diffusion des projets pédagogiques sur internet et sur papier.

## II. Apprentissage social

La Villeneuve est célèbre pour son expérience de pédagogie alternative parmi les plus importantes jamais réalisées en France. Elle a duré une dizaine d'années dans l'ensemble des écoles et au collège, et certaines écoles l'ont prolongée bien au-delà. Il est important de souligner qu'elle se déroulait dans les écoles publiques, un fait assez exceptionnel en France. Il ne s'agit pas ici de faire une critique de cette expérience, ni d'expliquer son démantèlement. Nous pouvons toutefois mesurer l'écart avec la situation d'aujourd'hui, alors que les questionnements de l'époque restent d'actualité : reproduction sociale, formation du citoyen, approche globale, projet éducatif de territoire... Si pour certains, l'expérience initiale a été un échec, nous ne pouvons pas dire que la « normalisation » actuelle soit une grande réussite. Les écoles actuelles fonctionnent en cercle vicieux qui produit énormément d'échec et un recours des familles aux écoles privées, ce qui aggrave la situation économique de nombreuses personnes et nuit à l'attractivité de la Villeneuve.

Le nouveau projet urbain doit être une occasion pour inverser la tendance. A la Villeneuve, il existe un savoir spécifique sur la pédagogie chez certains acteurs du quartier qui peut être mis à profit pour construire une nouvelle dynamique porteuse d'avenir. Nous proposons de nous inspirer des pratiques d'apprentissage social à destination des enfants, des jeunes mais également des adultes. L'apprentissage social est un processus collectif d'acquisition de connaissances qui peut se dérouler à travers l'organisation d'une multitude d'activités. Devant l'urgence de la situation, aucune piste n'est à négliger : aménagement d'espaces publics éducatifs, partenariats avec l'université pour ancrer les aspirations des familles dans une perspective au long terme et coopération avec d'autres structures comme l'école de la deuxième chance, l'Institution des Métiers et des Techniques (IMT) et le Greta.

A partir de septembre 2013, nous lançons un processus permanent autour de l'apprentissage social à la Villeneuve pour aboutir à l'écriture d'une nouvelle charte. Chaque mois, une rencontre a été organisée au sein d'une école, du collège ou de tout autre espace éducatif pour construire un projet partagé, en lien avec le projet urbain. Nous profiterons du contexte de la réforme « refondation

de l'école ». Pour transformer la situation actuelle, la dynamique doit être portée par l'ensemble des structures et des habitants de la Villeneuve, à tout moment. Les processus de participation des habitants peuvent fonctionner comme un accélérateur de la dynamique pour maintenir la mobilisation.

**Lancer une dynamique d'apprentissage social (enfants et adultes) :**

- Écriture d'une nouvelle charte.
- Lien avec les activités péri-scolaires / ateliers de rue.
- Aménagement d'espaces publics éducatifs (galerie, jardins...).
- Partenariat avec l'université, l'E2C, l'IMT, le Greta.

# ENVIRONNEMENT

## ORIGINE

Grenoble est l'un des berceaux de l'écologie en France, et la Villeneuve est l'un des tous premiers grands ensembles intégrant une dimension écologique. En imaginant un parc au cœur de la Villeneuve, le paysagiste Michel Corajoud répondait à certaines aspirations sociétales.

Il est surprenant que le projet ANRU signé en 2008 ne fasse que survoler la question écologique, au moment où la ville durable est plébiscitée. L'un des seuls points du projet urbain qui rejoint cet aspect est « ouvrir le parc sur la ville » et la « rénovation thermique des logements ». Depuis, sa formulation initiale s'est un peu modifiée (prévu qu'un projet urbain n'est jamais figé) et les promoteurs du projet ANRU souhaitent faire de la Villeneuve un « éco-quartier ». Les élus ont concédé l'aménagement de jardins partagés.

Pour nous, l'écologie n'est pas un slogan, ni un label, c'est un impératif : il s'agit de créer les conditions pour produire une « ville fertile » qui soit vivable. Nous partageons l'objectif d' « ouvrir le parc sur la ville » mais nous condamnons les manières brutales : démolir est inutile lorsque les barrières ne sont pas que physiques.

Nous proposons d'agir selon trois axes : l'agriculture urbaine, le développement du potentiel offert par le parc et la végétalisation d'un maximum d'espaces bâtis.

## I. Agriculture urbaine

Le rôle social des jardins partagés est désormais reconnu. Il existe une réelle demande à la Villeneuve : envie de travailler la terre, d'apprendre et de produire. S'appuyer sur cette dynamique pour construire des espaces publics « fertiles » peut avoir une incidence sociale, et peut répondre à certains besoins de « bien être ». Une réflexion sur le lien particulier environnement/santé est à ouvrir.

### PROPOSITIONS

#### **Devenir un territoire pilote en agriculture urbaine.**

- Création de jardins partagés, parcelles pédagogiques, ferme urbaine.
- Partenariat avec des structures spécialisées dans l'agriculture urbaine (recherche).

#### **Intégrer les jardins au paysage de la Villeneuve.**

- Délimitation et aménagement des abords des jardins.
- Organisation d'un festival du paysage urbain.

#### **Végétalisation des surfaces.**

- Étude de faisabilité pour la végétalisation des toits.
- Expérimentation de végétalisation des façades.
- Anticiper la végétalisation des constructions futures.
- Information sur les effets bénéfiques de la végétalisation.

## II. Le potentiel du parc Jean Verlhac

L'aménagement du parc prend en compte plusieurs dimensions : fonctionnelle, paysagère, écologique. La réflexion sur ce thème dans le projet ANRU est insuffisante, se limitant à « l'ouverture sur le parc », aucune piste d'utilisation des potentiels du parc n'est proposée. C'est pourtant un élément structurant du cadre de vie : la qualité de l'air, l'alimentation, les jardins thérapeutiques, les ambiances paysagères, la vie sociale, l'équilibre des activités.

Le parc est un patrimoine légué par Michel Corajoud, indissociable de l'archi-

teature de la Villeneuve : « *La géométrie (géographie ?) n'est pas ici la figure qui se déploie mais le fond lui-même [...] C'est donc la géographie qui est ici importée, mais une géographie qui ne peut être nature parce que tendue par le champ urbain* ». Il importe de préserver ce parc et de l'aménager dans un esprit semblable à celui de sa création.

Nos propositions explorent deux dimensions. Premièrement, ouvrir le parc à tous les habitants de l'agglomération, en créant des événements réguliers tout au long de l'année qui produisent de la convivialité, et la réalisation de micro-aménagements dans le parc pour favoriser les relations sociales. Deuxièmement, créer, en lien avec les centres de santé et le réseau OMS, un pôle pour l'écologie et la santé à la Villeneuve.

## PROPOSITIONS

### Développement du potentiel du parc.

- Programmation d'événements tout au long de l'année (Villeneuve plage, festivals, culture urbaine...).
- Micro-aménagements dans le parc (aménagement des abords du lac, développement des jeux pour enfants, ouverture d'un terrain de boules, installations de module barbecue...).

### Création d'un pôle pour l'écologie et la santé.

- Partenariat avec les centres de santé et l'OMS.
- Parcours de reconnaissance des végétaux et des oiseaux.
- Parcours de santé contemporains et urbains (freerunning, parkour...).
- Espace détente- « nature » : contemplation, tisanes locales...

## III. Transport

Dès sa création, les concepteurs de la Villeneuve ont fait le choix de séparer circulations douces (vélos, piétons) et motorisées (voitures, motos). Après avoir prévu un tram aérien (le POMA 2000), dans les années 80, ils ont opté pour la construction d'une ligne de Tram, véritable occasion manquée pour commencer le renouvellement urbain. Certaines nuisances sont aujourd'hui corrigées (démon-

lition des parkings silos), alors qu'elles auraient pu l'être il y a 35 ans. Même si la Villeneuve est bien pourvue en transports en commun, nous ne pouvons omettre le volet transport du projet urbain. Située au cœur de la métropole grenobloise, elle présente bien des avantages qui ne tarderont pas à ressortir lorsque inexorablement le pétrole sera devenu trop coûteux. Le cheminement est très développé à la Villeneuve, sur des dizaines de kilomètres, qui permettent des déplacements très pratiques. Toutefois, les circulations Est-Ouest mériteraient d'être mieux indiquées, ainsi que les voies de « sortie » de la Villeneuve. Par exemple, il serait bien d'indiquer que le flan de la montagne d'Eybens n'est qu'à 20 m à pied... Curieusement, on circule peu à vélo dans Villeneuve. A plusieurs reprises, l'idée de proposer des ateliers de rue avec Le petit vélo dans la tête et d'ouvrir un local permanent de réparation de vélo a fait surface. La création de locaux à vélos dans les immeubles est une donnée importante pour son développement.

# DÉMOCRATIE

La Villeneuve est politique : elle a souvent été associée à « l'esprit de Mai 68 » : l'imagination au pouvoir, intégration, mixité, vie collective, médias audiovisuels, alternative pédagogique, anti-autoritarisme... Inspirés par Henri Lefebvre et le PSU, nombre de ses habitants ont été de toutes les luttes des années 70 : Larzac, Malville, luttes féministes, puis des années 80 avec la marche de l'égalité.

Alain Carignon puis Nicolas Sarkozy ne s'y sont pas trompés. Lorsqu'ils ont attaqué la Villeneuve (l'un a démantelé la structure de coordination – CEPASC -, l'autre a envoyé les forces spéciales et les hélicoptères pour rétablir l'ordre), ils s'en sont pris à l'héritage de la Villeneuve en tant que territoire qui cultive son petit côté « rebelle ».

Un projet urbain n'est jamais neutre. En concédant le contrat de la démolition du 50 galerie de l'Arlequin à une filiale de Vinci, en sous-traitant la gestion des parkings à cette même multinationale, en fermant les coursives, en segmentant la galerie, en vendant des logements sociaux, le projet ANRU est orienté politiquement. Cela ne fait aucun doute.

A l'opposé de ces conceptions sécuritaires et libérales, le projet urbain alternatif de la Villeneuve est l'occasion de faire connaître son héritage : socialisme utopique, situationnisme, écologie politique. Nous proposons de prolonger cette inspiration en intégrant de nouvelles références comme nos pratiques récentes du « *community organizing* » ou de « *advocacy planning* », ou d'expériences internationales comme celle de la ville future à Rosario (Argentine).

Pour repenser le fonctionnement de la Villeneuve en cherchant à redonner partout, et à tout moment, du pouvoir aux habitants, la transformation des équipements sociaux et culturels est un chantier prioritaire, car c'est le lieu de construction collective entre les habitants et les institutions. C'est l'occasion de revoir l'or-

ganisation institutionnelle de la Villeneuve. Faut-il ré-inventer une structure de coordination comme le CEPASC ? Dans quelle mesure le collectif interassociatif Villeneuve Debout peut-il jouer ce rôle ? Quelle place pour les structures municipales telles que les maisons des habitants ? Notre boussole reste la question du pouvoir, et le rapport « pour une réforme radicale de la politique de la ville », notre repère pour la mise en place de processus de participation et d'action des habitants.

## I. Les équipements

Au moment de la mise en service des premiers équipements de la Villeneuve, un rapport commandé par l'Etat ébranlait les conceptions qui avaient prévalu jusqu'alors sur le rôle des équipements, conçus initialement pour répondre aux « besoins » des habitants. Le rapport, rédigé par le CERFI (Félix Guattari, Anne Querrien...) proposait une autre lecture : les équipements sont des instruments du pouvoir. Il nous paraît tout à fait essentiel de prendre en compte ce renversement pour repenser les équipements dans le nouveau projet urbain.

Les équipements intégrés de la Villeneuve sont une réalisation emblématique de l'urbanisme des « trente glorieuses ». Initialement créés pour promouvoir l'idée d'une ville intégrée, ils devaient englober tous les domaines de la vie : politique, social, culturel, éducatif... Un centre de coordination, le CEPASC, avait pour tâche d'organiser les activités de tous les équipements. Pas moins d'une centaine de personnes travaillaient pour le CEPASC. Des AG hebdomadaires regroupaient le personnel et les habitants pour définir le fonctionnement. Comme d'autres aspects les plus innovants de la Villeneuve, l'équipement intégré a été démantelé au début des années 80.

Au vu du nombre et de l'importance des équipements à la Villeneuve, il paraît essentiel de repenser leur place dans le projet urbain. Nous proposons de prendre en compte l'analyse du CERFI, pour proposer des changements dans l'objectif de favoriser le pouvoir d'agir des habitants. Premièrement, nous proposons d'ouvrir un espace « souple » de coordination de l'ensemble des équipements. Sans créer une « machine à gaz » comme le CEPASC, il s'agirait d'assurer un minimum de

coordination pour travailler sur des projets communs, réfléchir des transversalités entre secteur d'activité (jeunesse/famille, social et culture), en visant l'apprentissage social par exemple et en garantissant la participation des habitants. Le collectif interassociatif pourrait choisir un lieu.

## JEUNESSE

Le nouvel équipement jeunesse prévu par le projet ANRU rompt avec la logique d'intégration des équipements au quartier. De plus, il semble plutôt orienté sur le quartier de l'Arlequin, créant des attentes sur le quartier des Baladins. Il semble qu'il existe une concertation mais la démarche proposée manque de visibilité. Par ailleurs, la question du lien avec les structures dédiées aux familles est en suspens. Pourtant, la politique Jeunesse, formulée avec l'aide de Joëlle Bordet<sup>183</sup>, privilégie l'axe de la citoyenneté urbaine afin de développer le pouvoir d'agir des jeunes. Ce travail doit être développé.

Au vu de l'importance de la jeunesse à la Villeneuve (plus de 40% des habitants ont moins de 30 ans, 1 jeune Grenoblois sur 4), elle constitue un chantier prioritaire. Pourtant, le projet urbain est très limité pour les jeunes : il n'existe aucune prise en compte du logement des jeunes dans la réhabilitation. Nous savons pourtant que les projets de rénovation urbaine sont des occasions pour créer une offre de studio T1 / T2. D'autres pistes sont à explorer comme, par exemple, le logement des jeunes en apprentissage et des étudiants des universités du territoire, le soutien aux colocations, etc.

Par ailleurs, la restructuration des équipements jeunesse doit être l'occasion d'avancer sur la question de la place des jeunes dans l'espace public, des rapports de genre, de la lutte contre la pauvreté des jeunes, l'aide aux mères isolées... Pour traiter tous ces dossiers, nous proposons d'associer plusieurs partenaires jeunesse à la gestion des équipements.

<sup>183</sup> BORDET J.

## SOCIAL

Ces dernières années, le domaine du social a beaucoup reculé à Villeneuve : disparition des assistantes sociales, fermeture des centres médico-psychologiques, manque de travailleurs sociaux, dépôt de bilan de la Maison des habitants des Baladins, fusion des centres sociaux et des mairies de quartiers, inertie des comités d'usagers...

Malgré des initiatives de rattrapage tels que les « fonds spéciaux pour la Villeneuve » votés après juillet 2010, qui ont permis de soutenir un certain nombre d'activités, il semble que la tendance de dégradation des services publics locaux ne soit pas enrayée. Pourtant, de nouvelles dynamiques sont apparues en marge des services municipaux, comme l'expérimentation du « *community organizing* » avec une « approche relationnelle et conflictuelle » permettant des avancées, certaines visant le pouvoir d'agir des habitants. Le collectif interassociatif a également fait de nombreuses propositions dans un « livre blanc » qui reste un document de référence<sup>184</sup>.

Pour poursuivre le changement engagé dans d'autres secteurs, une véritable re-fonte des équipements sociaux, et de leur approche, est à engager. Nous devons interroger l'idée « du centre social comme place du village ». Nous pensons au contraire, qu'il s'agit de mettre « le centre social dans la place publique », en proposant aux professionnels d'investir les places publiques, les halls, les coursives pour porter un projet citoyen : développer partout et tout le temps le pouvoir d'agir et l'apprentissage social des habitants. Aussi, l'offre exceptionnelle de locaux disponibles à la Villeneuve doit être rendue visible afin d'accueillir régulièrement des séminaires, des formations et des forums citoyens. Le nouveau projet urbain de la Villeneuve est l'occasion de redéfinir le travail social, en s'inspirant des nouveaux métiers qui émergent : organisateur social, pédagogue social, planificateur social.

## CULTURE

Il y a encore quelques années, une passerelle reliait le quartier de la Villeneuve à la Maison de la Culture (MC2). A l'époque, la MC2 était un lieu ouvert sur la ville, utilisé par une multitude d'artistes. De son côté, l'équipement intégré comptait un centre audiovisuel, une des toutes premières télévisions de quartier de France. Dans l'espace public, fresques et sculptures ont figuré parmi des réalisations importantes d'art urbain. A l'Espace 600, des troupes, comme le Théâtre Populaire Maghrébin, montaient des pièces. Dans les années 80, la Villeneuve a vu naître une culture underground avec le hip hop. Sans oublier l'importance de l'architecture, ou encore les ateliers d'écriture au sein des bibliothèques, les cafés philo et le festival autour du roman noir.

Aujourd'hui, la culture est fragilisée mais toujours très vivante : culture populaire brésilienne (batucada, capoeira), un studio indépendant « le petit bonheur », des organes de productions locales (secteur 6 street, 38 Napalm...), les associations Sasfé et La Marmite, des projets aux répercussions nationales comme le travail de Chantal Morel, ou de cinéma comme le projet Vill9 la Série. La culture est un véritable vecteur de renouvellement urbain. Le potentiel historique de la Villeneuve est si important que nous proposons de réaliser un musée urbain, en s'inspirant de la cité Tony Garnier à Lyon. Cela nécessite d'engager un effort de conservation de l'art urbain.

La culture est aussi un secteur de relance économique non négligeable, permettant de générer des emplois, et de revaloriser l'image de la Villeneuve. Les équipements culturels nécessitent une réhabilitation. Nous devons réussir à les ouvrir au quartier en les transformant en ressources pour les jeunes créateurs. Enfin, la richesse de l'histoire de la Villeneuve permet d'envisager la création de publications (livres, brochures, magazines spécialisées) sur les cultures urbaines. Ce secteur du graphisme et de la création multimédia est en pleine expansion et la Villeneuve peut en tirer parti pour attirer de nouveaux habitants.

## PROPOSITIONS

### Création d'un centre « souple » de coordination des équipements.

#### JEUNESSE

- Donner une dynamique et de la visibilité à la concertation Jeunesse.
- Création d'une offre visant le logement des jeunes.
- Restructuration de l'organisation des équipements jeunesse en visant le pouvoir d'agir des jeunes.

#### SOCIAL

- Amener le centre social dans la place publique en rendant les intervenants mobiles.
- Développer une approche relationnelle et repenser le travail social.
- Rendre visible l'offre de locaux pour les formations, séminaires, forums.

#### CULTURE

- Réhabilitation des équipements culturels.
- Réalisation d'un musée urbain / préservation de l'art urbain.
- Création d'un secteur publication, graphisme, multimédia.

## II. Architecture institutionnelle

L'organisation institutionnelle de la Villeneuve a longtemps inspiré la politique de la ville au niveau national. Mais le pouvoir s'est installé dans une routine mêlant municipalisation, semblant de concertation et parfois clientélisme. Les habitants ont du mal à s'y retrouver. Combien d'habitants seraient capables de nommer le chef de projet Politique de la ville ? Quels sont les espaces de coordination des professionnels à la Villeneuve ? La nature ayant horreur du vide, des espaces nouveaux ont émergé : assemblée de l'alliance citoyenne, plénière du collectif interassociatif, ateliers populaires d'urbanisme, et d'autres formes moins ouvertes (repli identitaire). Nous ne pouvons nous contenter de cette organisation à deux vitesses, avec d'une part les espaces officiels souvent vides, et d'autre part, des espaces indépendants non reconnus en tant que tels, malgré

la très forte participation des habitants. Nous proposons donc de revoir l'architecture institutionnelle de la Villeneuve, en nous inspirant des conclusions du rapport « pour une réforme radicale de la politique de la ville ».

## **PROPOSITIONS**

### **Création d'une table de concertation à la Villeneuve.**

- Mise en place de dispositifs de co-décision pour la durée des contrats de ville.
- La représentation des habitants à 50% dans le comité de pilotage du projet de rénovation urbaine.
- Mise en place d'assemblées citoyennes trimestrielles comme instance délibérative.
- Assurer une représentation des habitants dans les instances d'orientation et de décision des services publics.

# ÉCONOMIE

Tout nos efforts pour transformer la Villeneuve seront vains si nous n'arrivons pas à intégrer un volet économique au projet urbain. En effet, les processus de désorganisation sociale constatés depuis plusieurs années sont en partie causés par l'absence de perspectives d'emploi pour les habitants, et une dégradation des revenus et donc de la situation sociale.

Une nouvelle fois, le projet ANRU brille par ses lacunes en la matière. Les élites de Grenoble si performantes dans les nouvelles technologies seraient-elles démunies pour réfléchir aux dynamiques économiques des quartiers populaires ? La Villeneuve n'est pourtant pas un désert économique : des dizaines de professionnels y travaillent, la régie de quartier emploie une centaine de personnes. Il existe également plusieurs zones d'activités (Peupliers, Constantine), un centre commercial métropolitain (Grand Place), deux universités, une école d'architecture, un marché et quelques commerces de proximité. Ce sont sur ces premières ressources qu'il faut s'appuyer pour construire un système économique local.

## I. Économie de la rénovation urbaine

Le projet de rénovation urbaine de la Villeneuve est un accélérateur des dynamiques économiques dans le champ de la construction et du logement. Les grands groupes ne s'y trompent pas lorsqu'ils se positionnent sur ce secteur abondamment financé par de l'argent public. De fait, nous pensons qu'avant de profiter aux grands groupes, les travaux doivent bénéficier aux habitants. Nous avons déjà évoqué la formation d'habitants dans la rénovation des façades de l'Arlequin. Il est tout à fait possible de décliner cette démarche dans d'autres domaines.

Un champ prioritaire doit être celui des nouveaux métiers créés par la transition énergétique. Des formations devraient pouvoir être proposées dans ce sens aux habitants et en soutenant la création d'activité.

## II. Qualifier les emplois de services

De nombreux habitants de la Villeneuve travaillent dans le secteur tertiaire : aussi bien les services à la personne (soin, enfance, personnes âgées, artisanat...) que les services à des entreprises (nettoyage, sécurité...). Ces emplois ont généralement un faible niveau de qualification, tout en étant absolument nécessaires dans l'économie métropolitaine. Ces secteurs sont notoirement inorganisés, ce qui laisse la porte ouverte aux abus qui ont parfois des conséquences sociales importantes.

La puissance publique doit réguler ce secteur. Il nous paraît essentiel d'accompagner les personnes qui travaillent afin de négocier des conditions de travail convenables, et d'œuvrer pour une augmentation du niveau de qualification en proposant des parcours de formation. La proximité de la bourse du travail est une occasion pour la Villeneuve de resserrer les liens avec les syndicats.

## III. Tourisme, Jeunesse, Culture

S'il est nécessaire d'utiliser les leviers actuels, il est de notre responsabilité collective d'œuvrer à long terme en offrant des perspectives aux habitants. Sans exclusion d'autres pistes, nous pensons important de construire une économie locale en nous appuyant sur trois thématiques.

- **Tourisme.** Ce secteur emploie chaque année des milliers de personnes sur le département de l'Isère et les régions alentours, avec des contrats souvent saisonniers qui peuvent répondre, en partie, aux besoins de certains habitants de la Villeneuve qui sont à la recherche d'un emploi. Les métiers de la restauration et du tourisme sont des secteurs d'emploi insuffisamment pourvus. Il serait nécessaire de mettre en adéquation les demandeurs d'emploi et les entreprises qui recherchent des personnes, en proposant une offre de formation ambitieuse, qui proposent par exemple des formations en septembre pour pouvoir accéder aux emplois dès l'ouverture de la saison d'hiver. Un parcours d'approfondissement pourrait être proposé pendant les inter-saisons. Nous pensons que ce travail nécessite une structure spécifique (office alternatif).

- Jeunesse. Comme nous l'avons déjà évoqué, la Villeneuve est caractérisée par une population très jeune. Or le secteur d'activité de la jeunesse peut offrir des perspectives économiques significatives. Il s'agit de mettre en place une véritable filière d'activité aux métiers de l'enfance : assistantes maternelles, l'édition/diffusion de livres pour enfants, fabrications de jouets, confection de programmes pédagogiques. De nombreuses activités de production peuvent également être développées pour les adolescents : jeux vidéos, films, multimédia, cultures urbaines. En s'inspirant de l'héritage pédagogique de Villeneuve, des habitants peuvent se spécialiser dans ce domaine et créer des entreprises vendant leurs services dans d'autres parties de l'agglomération, voir d'autres villes.

#### IV. Entreprendre

La Villeneuve possède plusieurs dizaines de créateurs d'entreprises qui chaque année lancent une activité économique : coiffure, stylisme, soin, artisanat, commerce. S'il existe des dispositifs de soutien à ces entrepreneurs, ils sont loin d'être assez visibles. Au vu de la situation économique et de l'emploi à la Villeneuve, il est nécessaire de passer la vitesse supérieure et d'œuvrer à un processus permanent.

La mise en place d'un dispositif spécifique « Entreprendre à la Villeneuve » nous paraît judicieuse. Celle-ci devrait être financée à un niveau important (demandant aux banques locales d'investir) et accompagnée par des associations spécialisées. Cette initiative pourrait également bénéficier à des créateurs (architecture, graphisme, multimédia...) qui n'habitent pas à la Villeneuve mais qui s'engagent à s'y installer pour participer à la création d'une « ambiance favorable » à l'entrepreneuriat. Des locaux pourraient être mis à disposition dans les mezzanines de la galerie de l'Arlequin et à proximité de la Villeneuve pour favoriser cette dynamique. Nouvelles formes d'emploi oblige, il nous paraît nécessaire d'accroître la visibilité des activités économiques à domicile, au niveau des halls et des coursives.

## **PROPOSITIONS**

### **Dessiner des perspectives économiques pour la Villeneuve**

- Développer l'économie de la rénovation urbaine.
- Qualifier les emplois de services.
- Dessiner des perspectives à long terme : Tourisme, Jeunesse, Culture (TJC).
- Créer un dispositif spécifique « Entreprendre à la Villeneuve ».

# BIBLIOGRAPHIE

AEQUITAZ, Manu Bodinier et Jérôme Bar, Agir collectivement pour la Justice Sociale, 1er juin 2012, [consulté le 18 décembre 2015], disponible : [www.aequitaz.org](http://www.aequitaz.org)

ALINSKY S. *Rules for Radicals : A pragmatic primer for reastic radicals*, Random House, 1971

ANRU, ACTIS, SDH, Ville de Grenoble, *Convention de rénovation urbaine*, juillet 2008

Anonyme, A Propos d'un article paru dans le *Postillon* et le *Trait d'Union* au sujet de la Villeneuve et de la démolition du 50 « l'étude cachée », Indymédia Grenoble, dimanche 19 juin 2011, [consulté le 15 décembre 2015], disponible: <http://grenoble.indymedia.org/2011-06-19-A-propos-d-un-article-paru-dans-le>

ANSELME M., *Du bruit à la parole, la scène politique des cités*, Éditions de l'Aube, 2000

AUA, *Les Quartiers : le point sur l'étude actuelle*, janvier 1970, p1, note dactyl. fonds Jean Tribel, Cité de l'architecture et du patrimoine, 404 IFA, cité par Sybille Le Vot.

AUGOYARD J-F., Pas à pas. *Essai sur le cheminement quotidien en milieu urbain*, Ed. Du Seuil, coll. Espacements, 1979, 190p.

BACQUE, M-H, BIEWENER C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Paris, éd. La Découverte, 2013 ;

BALAZARD H., *Agir en démocratie*, Les éditions de l'Atelier, 2015

- BANDURA A., *L'apprentissage social*, Bruxelles : Mardaga, 1980
- BANDURA A., Social cognitive theory : an agentic perspective. *Annual Review of psychology*, 52 1-26. The Agency (1956). Describes the form of agency
- BARTHES R., *Comment vivre ensemble*, Cours et séminaires au Collège de France (1976-1977), Le Seuil, 2002
- BAUDRILLARD J., *Pour une critique de l'économie politique du signe*, Gallimard Coll. Les Essais, 1972
- BERNARD J-P., BLANCHERIE J-M., LECOMTE P., Les groupes d'action municipale dans le système politique local : Grenoble, Valence, Chambéry, *Revue française de science politique*, vol.22, n°2, 1972, p.296-318
- BERTHAUT J., *La Banlieue du « 20 heures », Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Éditions Agone, 2013
- BEAUNEZ R., ROUSSEAU A., *L'expérience de Grenoble, l'action municipale : ses possibilités, ses limites*, Éditions Ouvrières, coll. « Pouvoir local », 1971
- BENASAYAG M., DEL REY A., *De l'engagement dans une époque obscure*, Le passager clandestin, 2011
- BIENFAIT H., *Villeneuve la trentaine : Paroles d'habitants*, Ed. Cnossos, 2003
- BOURDIEU P., *Le sens pratique*, les éditions de minuit, 1980
- BOUCHAIN P. (dir.), *Simone et Lucien Kroll, une architecture habitée*, Actes Sud Beaux Arts, 2013, 360p.
- BRONNER L., Banlieues et minorités sous l'oeil attentif des Américains, *Le Monde*, 12 décembre 2010
- CARREL F., « Envoyé Spécial », cité à comparaître, *Libération*, 15 mai 2014

CARREL M., *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS Editions, 2013

CHAMBARLHAC V., LAVIN A., TILLIER B. (dir.), *Les Malassis, une coopérative de peintres toxiques (1968-1981)*, Montreuil : Éditions L'Echappée, 2014

CHOMBART DE LAUWE M-J., Un intérêt ambigu, des discours piégés, in *Dans la ville, des enfants. Les 6-14 ans et le pouvoir adulte : enjeux, discours, pratiques quotidiennes. Autrement n°10*, Paris, Le Seuil, 1977

CLERMONT P., Le malaise de Villeneuve, *Politique Hebdo*, n°161, 6-12, février 1975

COHEN J-L., GROSSMAN V., *AUA une architecture de l'engagement, 1960-1985*, Éditions La Découverte, Paris, 2015

COLLYMORE, P., *The architecture of Ralph Erskine*, London : Academy Éditions, 1994

COLLECTIF, Manifeste de la coordination anti-démolitions des logements HLM, 2008, [consulté le 13 décembre 2015], Disponible sur <http://www.grentrification.europa-museum.org/spip.php?article49>

Collectif Pouvoir d'agir, Fédération des Centres sociaux, 2011, mis à jour 15 octobre 2015, [consulté le 15 novembre 2015], Disponible sur <http://www.pouvoir-dagir.fr>

COLLECTIF, *Murs Peints dans la ville*, Grenoble : CRDP, 1989

CREDOC, DSQ les sites concernés et leurs caractéristiques, avril 1988

CSA, intervention auprès de France Télévisions, 8 janvier 2014, [consulté le 18 décembre 2015], disponible: <http://csa.fr/Espace-juridique.Decisions-du-csa/Reportage-Villeneuve-le-reve-brise-dans-le-magazine-Envoye-special-intervention-aupres-de-France-Televisions>

CUPERS K., *The social project : housing postwar France*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2014

CUSSET F., *La décennie : Le grand cauchemar des années 80*, La Découverte, 2006

DAVIDOFF P., Advocacy and pluralism in planning, *Journal of the American Institute of Planners*, vol.31, n°4, p.331-338, 1965 ;

DAVIDOFF P., GOLD N.N., Suburban action : advocate planning for an open society, *Journal of the American Institute of Planners*, vol. 36, n°4, p.12-21, 1970

DEBONO E., DEDIEU J-P., Briser la banlieue par l'image, *Libération*, 14 juillet 2014

DEBOULET A., NEZ H., *Savoirs citoyens et démocratie urbaine*, Les presses universitaires de Rennes, 2013, 138p.

DELIGNY F., *Œuvres*, Paris : L'arachnéen, 2007, 1854p.

DHERS J., LADSOUS J., SOMMAIRE J-C., Faire société autrement : réflexions, résistances, propositions, *Vie sociale*, n°2, 2011

DIJKEMA C. , David Gabriel, KOOP K., *Entre les Tours, renforcer les liens entre l'université et la Villeneuve*, 2015

DIDI R., ARSLAN L. (dir.) Organisez-vous ! *Construire la participation politique dans les quartiers populaires*, Paris, éd. Fondation Jean Jaurès, 2013 ;

DIKEC M., *The badlands of the republic : space, politics and urban policy*, London : Blackwell Publishing, 2007

DRUOT F., LACATON A. & VASSAL J.P., *Plus, les grands ensembles de logements*, Barcelona, Gustavo Gili, 2007, 264p.

DUARTE P. (Dir), *Les démolitions dans les projets de renouvellement urbain, représentations légitimités et traductions*, L'Harmattan, 2010

DUARTE P, SAUVAGE Y., SEIGNEURET N. (dir.) *Comment créer les conditions d'un renouvellement urbain de la Villeneuve de Grenoble*, travaux réalisés par les étudiants de la promotion 2001-2002 DESS Urbanisme et Aménagement

DUARTE P., SEIGNEURET N.(dir.), *Atelier Projet Urbain vers l'ouverture de la Villeneuve*, travaux réalisés par les étudiants de la promotion 2002-2003 DESS Urbanisme et Aménagement.

DUBEDOUT H., *Ensemble, refaire la ville*, La Documentation française, 1983

DUBET F., LAPEYRONNIE D., *Les quartiers d'exil*, Paris : Seuil, 1992.

ECHO, *Expérimentation des méthodes du community organizing septembre 2010- décembre 2012*, Grenoble, 2012

FELIX V., A la Villeneuve, pas de quartier pour les clichés, *Télérama*, 15 mai 2014

FISCHER R., ROMANOFISKY P., *Community organizing for Urban Social Change : a historical perspective*, Greenwood Press, 1981

FRANCE INFO, Les habitants du quartier de la Villeneuve poursuivent France Télévisions, 15 mai 2014

FRAPPAT P., *Grenoble, le mythe blessé*, Alain Moreau, 1977

FRANCILLON C., La Villeneuve n'est plus qu'un grand ensemble ghetto, *Le Monde*, 16 novembre 1990

GAILLEURD C., Disséquer la famille au scalpel des écrans vidéo, Ligne de fuite, 2006, mis à jour 15 octobre 2015, [consulté le 12 Août 2015], Disponible sur [http://www.lignes-de-fuite.net/article.php3?id\\_article=29](http://www.lignes-de-fuite.net/article.php3?id_article=29)

GIANNINI H. *La « Réflexion » quotidienne, vers une archéologie de l'expérience*, édition Alinéa, 1987

GOFFMAN E., *La mise en scène de la vie quotidienne, tome 2, Les relations en public*, Les Éditions de Minuit, 1973

GOLDSCHMIDT D. GARNIER J-P., *Le « Socialisme » à visage urbain*, Éditions Rupture, 1978,

GRAFMEYER Y., JOSEPH I., (éd.), *L'école de Chicago – naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Paris, 1990

GUATTARI F., *Les années d'hiver (1980-1985)*, Les Prairies ordinaires, 2009

HALPRIN L., *The RSVP Cycles : creative processes in the Human Environment*, G. Braziller, 1970

HIRSCHMAN, A., 1970, *Exit, voice and loyalty : responses to decline firms, organizations and states*, Cambridge, MA : Harvard University Press, Tr. fr. de Claude Besseynias. *Face au déclin des entreprises et des institutions*. Paris : Editions Ouvrières, 1973

INTERLAND, LACATON & VASSAL, BAZAR URBAIN, HTC, REMY CONSULTANT, RACINE, ER31, ALTO, LOUIS CHOLET, V.P.E, *Arlequin Villeneuve Grenoble, Scénario global d'évolution*, Document de synthèse, 2010

KALOUAZ A., Les lascars de la Villeneuve, *Les Temps Modernes*, n° 545, Gallimard, 1992

KIRZBAUM, Vers un empowerment à la française ? A propos du rapport Bacqué-Mechmache, *La vie des idées*, 12 novembre 2013 ;

KOPP A., *Ville et révolution. Architecture et urbanisme soviétiques des années vingt*, Anthropos, Paris, 1978

LAILLE C., PROST S., RANDIER E., SCHERMESSER, *Co-construire les localités de la Villeneuve à partir de ses ressources, impulser, habiter, pérenniser les espaces « oubliés »*, PFE, Juin 2015

Le *community organizing* : développer le pouvoir des citoyens ?, Colloque Le collectif Pouvoir d'agir, ENTPE, Vaulx-en-Velin, 14-16 mars 2012 ;

LEGER J-M., *Yves Lion, logements avec architecte*, Paris : Éditions Créaphis, 2006

« Le jeu de Michel Foucault », (entretien avec D.Colas, A. Grosrichard, G. Le Gaufey, J. Livi, G. Miller, J.-A Millot, C. Millot, G. Wajeman), *Ornicar ?*, *Bulletin Périodique du champ freudien*, n°10, juillet 1977, pp.62-93

Les Enfants s'en mêlent, *Journal de l'école des Charmes*, septembre 1991

LION Y., Grenoble Sud, *Étude urbaine pour la conception d'un projet de cohésion urbaine et la réalisation d'aménagement et de réhabilitation d'espaces publics*, juin 2004, p 5

LIPOVETSKY G., « *L'ère du vide : essais sur l'individualisme contemporain* », Paris, Gallimard, 1983 ; rééd. 1989, « NRF Essais », 256 p

LUCAN, J., *France Architecture 1965-1988*, Paris : Éditions du Moniteur, 1989

LYNCH K., *L'image de la cité*, Paris : Dunod, 1969

MAGLIONE J., *Jacques Dreyfus, Cris et écrits de Jean Maglione : quartiers et cultures populaires face à la modernité et aux aménageurs*, Grenoble, PUG, 1994

MAGLIONE J., « *La ségrégation, 1. le traitement institutionnel et spatial des exclus, 2. La ville de l'autre*, UER urbanisation – aménagement, 1977

MCKENZIE W., New Babylon ou le monde des communs, *Multitudes*, 2010/2, n°41, pages 114 à 15. DOI 10.3917/mult.041.0114

MESNARD I., PLASSARD F.,, 2000 « Faut-il démolir les banlieues », *Géocarrefour*, n°75, p165-172

MILLOT R., *Recherche-Action, École ouverte. Recherche-action. Société éducatrice*, Brochure, AFL, 2013, 37p.

Ministère de l'Équipement, *Audit de l'OPALE*, 1989

Mission Villeneuve, *Développement social du quartier Villeneuve*, juin 1989

MORIN Y., Que faut-il faire des banlieues, Les affiches de Grenoble, 21 décembre 1990,

MOTTE J-P., *Politique et action sociale municipale*, 1965-1983, préface de Jean Verlhac, Grenoble : Siin, 1984, préfacé par Jean Verlhac

MOTTE J-P., *Pour un renouveau de la Villeneuve*, Note de travail, mars 2014

NOVARINA G., SEIGNEURET N., *Développement urbain durable. Grenoble entre stratégies et projet*, POPSU2, juillet 2013

OSTROM E., Crossing the great divide : coproduction, synergy and development. *World Development*, 24 (6), 1037-87

PARENT J-F., *Villeneuve de Grenoble Echirrolles, objectifs et réalisations*, 1961-1977 ; 1ère édition et 3ème édition

PAUGAM S., *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté*, Paris, Presses Universitaires de France, 1991

PAULUS V., « Aménagement vifs échanges sur Grenoble Sud », *Le Dauphiné Libéré*, 4 avril 2004

PERROT M., Les chemins « buissonniers »...et balisés de la Villeneuve, in Dans la ville, des enfants. Les 6-14 ans et le pouvoir adulte : enjeux, discours, pratiques quotidiennes. *Autrement n°10*, Paris, Le Seuil, 1977

POUVREAU B., L'urbanisme de l'AUA, de Pantin à Grenoble, entretien avec Michel Steinbach, 2006 dans COHEN J-L., GROSSMAN V., *AUA une architecture de l'engagement, 1960-1985*, Éditions La Découverte, Paris, 2015

ROMAIN J., *Les hommes de bonne volonté*, Robert Laffont, 2003 , 5330 p.

RIVKIN H-C., Cablegate : Embassy Paris - Minority Engagement Strategy, 19 janvier 2010, Wikileaks, avril 2010, mis à jour le 17 Juillet 2013, [consulté le 21 novembre 2015], Disponible sur <http://www.co.nz/stories/WL1001/S00174.htm>

ROSEAU N., *Aerocity*, quand l'avion fait la ville, Éditions parenthèses, date

SADI, *Étude de la demande de logement pour la ZUP de Grenoble-Echirrolles*, 1966-1975

SANSOT P., *Poétique de la ville*, Armand Colin, 1996

SCHWARTZBROD J-L., PARENT, J-F., *Deux hommes, une ville, Grenoble, la pensée sauvage*, 1995

SIMMEL G., *Sociologie études sur les formes de la socialisation*, PUF, 1999

TALPIN J., Mobiliser les quartiers populaires, Vertus et ambiguïtés du *community organizing* vu de France, *La vie des idées*, 26 novembre 2013

TALPIN J., COSSART P., *Lutte urbaine, participation et démocratie d'interpellation à l'Alma Gare*, éditions du Croquant, 2015

TARDE G., *Les lois sociales. Esquisses d'une sociologie*, Paris, Alan, 1898

TRIBILLON J-F., *L'urbanisme*, La Découverte, 2009

VADERLORGE L., *Retour sur les villes nouvelles, une histoire urbaine du XXème siècle*, Créaphis Éditions, 2014

VESCHAMBRE V., *Traces et mémoires urbaines, Enjeux de la patrimonialisation et de la démolition*, PUR, 2008 et voir également

*Ville-Architecture* (DAU), n°1, mars 1995

Ville de Grenoble, *Convention de rénovation urbaine*, juillet 2008

VILLE DE GRENOBLE, site internet des conseils citoyens indépendants, 27 octobre 2014 [consulté le 18 décembre 2015], disponible : [www.coconstruiregrenoble.fr](http://www.coconstruiregrenoble.fr)

Ville de Grenoble, *Requalification de la maison de quartier Villeneuve*, 1997

YCHE, A., *Logement, habitat & cohésion sociale. Au-delà de la crise, quelle société voulons-nous pour demain*, Bordeaux : édition Mollat, 2011, 133p



Morgane Cohen et David Gabriel

Crédit : Ben Bultel

# FILMOGRAPHIE

BRINGHIER J-C., KNAPP H., MASSOT C., *Une raisonnable utopie ou l'expérience de Grenoble*, INA, 1973, 57mn

CHAMBELLAND A. (réal.), *La Villeneuve : le rêve brisé*, Ligne de Mire, 2013, diffusé sur Envoyé Spécial, France Télévision, 26mn

HAMMADA S., *Villeneuve La Joie*, 2013

HERENGER D., Guy Môcquet, Baldanders Films et Vill9 La Série, 2014, 28mn

KNAPP Hubert, *L'Arlequin ou l'auberge espagnole*, TF1-Euroscop, 1979, 52mn,

MASSOT V., VIENOT F. (réal.), *La Villeneuve, l'utopie Malgré Tout*, Production John Paul Lepers, On y Va ! Média, 2015, 52 mn

REGNIER M., *Grenoble-la Villeneuve : réinventer la ville*, Office National du Film du Canada, 1974, 116mn

Ouvrage rédigé pour le programme Hors champ de la production urbaine du Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) par :

Contact : [asso.planning@gresille.org](mailto:asso.planning@gresille.org)



Sébastien Breynat

*Crédit : Ben Bultel*

## Remerciements

Les habitant-e-s de Villeneuve et tous ceux que nous avons rencontrés au cours de cette expérience, les participants à l'Atelier Populaire d'Urbanisme (APU), les associations et les professionnels qui font vivre Villeneuve et toutes les personnes qui sont venues nous rendre visite. L'équipe d'ECHO et tous ceux qui ont participé à Planning ! Merci Françoise & Dounya pour les relectures, C.Guiraudie et Margot Raymond pour les photos, Gustave Massiah, Yves Cabannes, Annik Osmont et Anne Querrien pour leurs soutiens, François Ménard & Bertrand Vallet du PUCA, et Malika Chafi de la Fondation Abbé Pierre qui ont rendu possible cette expérience. En mémoire : Tiska et Clem.



MINISTÈRE  
DE L'ENVIRONNEMENT,  
DE L'ÉNERGIE  
ET DE LA MER

MINISTÈRE  
DU LOGEMENT  
ET DE L'HABITAT  
DURABLE

## Plaidoyer pour Villeneuve

### Pouvoir d'agir et planification démocratique face à la rénovation urbaine de l'Arlequin

L'Atelier Populaire d'Urbanisme a été créé par des habitants en décembre 2012 dans le grand ensemble emblématique de la Villeneuve à Grenoble, longtemps considéré comme « un modèle urbanistique et social ». Il s'inscrit dans la continuité d'une expérimentation des méthodes du community organizing menée par l'association ECHO à partir de 2010, dans une démarche de contestation du projet de rénovation urbaine porté par la municipalité et de co-élaboration d'un projet alternatif (le « projet urbain stratégique et démocratique » élaboré en 2013). L'objectif premier des ateliers populaires d'urbanisme est de dépasser la simple opposition à la rénovation urbaine pour construire des alternatives à des dispositifs descendants en associant les habitants et acteurs associatifs et économiques du quartier à la démarche de rénovation urbaine. Il s'agit à la fois d'élargir le cercle des personnes qui participent à la production de l'urbain, de produire des savoirs réflexifs sur les limites de la production urbaine traditionnelle et d'expérimenter des méthodes alternatives inspirées de l'advocacy planning. Première expérience innovante de « community organizing à la française », l'expérience grenobloise devrait également permettre de nourrir les débats en cours sur la politique de la ville. Cette recherche-action s'inscrit dans le cadre du programme Le hors champ de la production urbaine du Puca.

Le Plan Urbanisme Construction Architecture (Puca) est une agence interministérielle créée en 1998 afin de faire progresser les connaissances sur les territoires et les villes et éclairer l'action publique. Le Puca initie des programmes de recherche incitative, de recherche-action, d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'urbanisme, de l'habitat, de l'architecture et de la construction.

| plan  | urbanisme | construction | architecture |
|---|-----------|--------------|--------------|
| <b>► Production urbaine de solidarité</b>   |           |              |              |
| Développement local et logement : typologie des questions territoriales                                   |           |              |              |
| La ville ordinaire et la métropolisation  |           |              |              |
| Métropolisation   |           |              |              |
| Mise en tourisme des lieux ordinaires   |           |              |              |
| Politiques locales de l'habitat   |           |              |              |
| Vers des politiques publiques de densification et d'intensification « douces » ?                          |           |              |              |
| <b>► Transition éco-énergétique</b>   |           |              |              |
| Amélioration énergétique du patrimoine rural : quelles parts et perspectives pour l'auto-réhabilitation ? |           |              |              |
| Amélioration énergétique en copropriétés  |           |              |              |
| Approche globale des rénovations énergétiques des logements privés  |           |              |              |
| BEPOS, smart grids, territoires et habitants  |           |              |              |
| BIM Maquette numérique  |           |              |              |
| Immeubles à vivre en bois   |           |              |              |
| L'appareil industriel français face à l'exigence de réduction des émissions de GES                        |           |              |              |
| Prébat - Plate-forme de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans le bâtiment                     |           |              |              |
| Réduction de la précarité énergétique   |           |              |              |
| REHA : requalification à haute performance énergétique de l'habitat                                       |           |              |              |
| S'adapter/atténuer les changements climatiques : alternative bioclimatique pour l'habitat                 |           |              |              |
| Vers des bâtiments à énergie positive   |           |              |              |
| Vers une énergie positive augmentée : du bâtiment au territoire   |           |              |              |
| <b>► Adaptabilité des villes, des modèles et des territoires</b>  |           |              |              |
| Approches économiques des dynamiques urbaines   |           |              |              |
| Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines - Popsu                                       |           |              |              |
| Des gares au cœur de l'innovation urbaine   |           |              |              |
| Europan   |           |              |              |
| L'international comme ressource et contrainte des modes de faire la ville-cité                            |           |              |              |
| Sites exceptionnels et développement équilibré des territoires  |           |              |              |
| Université et territoire  |           |              |              |
| Ville intelligente  |           |              |              |
| <b>► Hors champ de la production urbaine et architecturale</b>  |           |              |              |
| Le hors champ de la production urbaine  |           |              |              |
| Logement Design pour tous   |           |              |              |
| Normes et fabrique du bien commun   |           |              |              |
| Retour sur vingt ans d'évolutions des modes d'action publique urbaine                                     |           |              |              |

**PUCA** plan urbanisme construction architecture  
Tour Pascal B  
92055 La Défense Cedex  
<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr>  
ISBN 978-2-11-138153-7  
15 €  
2016